



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

15860-F

Distr. LIMITEE

PPD.3

15 septembre 1986

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

LES RESSOURCES MARINES COMME BASE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL :
PROBLEMES ET PERSPECTIVES DANS LES ETATS INSULAIRES*
DE L'OCEAN INDIEN OCCIDENTAL

Document établi par le
Service des études par région et par pays
Division des études et de la recherche

108

* Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoire, ville ou zone, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

Préface

Dans le cadre de ses études par région et par pays, l'OKUDI réalise des recherches et des analyses orientées vers l'action qui sont consacrées aux structures économiques actuelles et aux perspectives de développement à venir et qui doivent sous-tendre des stratégies industrielles à long terme et fournir aux responsables nationaux des informations sur les tendances pertinentes en matière de développement international. D'autre part, le programme d'assistance technique qu'elle exécute aux niveaux national, sous-régional et régional bénéficie des informations recueillies et des analyses effectuées.

Les auteurs de la présente étude veulent attirer l'attention des dirigeants et des organisations multilatérales et bilatérales sur les possibilités de mieux utiliser les ressources marines aux fins du développement industriel, c'est-à-dire sur un domaine relativement inexploité jusqu'à présent. Ils analysent les problèmes que soulève cette utilisation dans les pays en développement insulaires, et plus particulièrement dans les Etats insulaires de l'océan Indien occidental, ainsi que les perspectives de cette utilisation. L'étude comprend un aperçu général des ressources marines et une analyse des possibilités de développement fondées sur l'utilisation des ressources marines et des perspectives qui s'offrent aux Comores, à Madagascar, aux Maldives, à Maurice et aux Seychelles. Les auteurs de l'étude proposent des mesures spécifiques qui permettraient de mieux utiliser les ressources marines et indiquent les initiatives nationales et la coopération régionale possibles dans ce domaine.

Avec l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'exploitation des ressources marines offre des possibilités économiques nouvelles. On espère que cette étude ouvrira des perspectives de développement novatrices par une meilleure utilisation des ressources marines aux fins du développement industriel. Comme l'étude a été établie au secrétariat à partir des informations disponibles (avec le concours de M. Donald L. Sparks), elle est forcément d'une portée limitée. Il faudrait entreprendre des analyses plus poussées et des activités d'assistance sur le terrain, aux niveaux national et régional, en coopération avec les gouvernements nationaux et les organisations régionales et internationales.

Les conclusions et les recommandations figurant dans la présente étude ne constituent ni des déclarations d'intention officielles des gouvernements, ni une évaluation exhaustive et approfondie du processus de développement industriel dans les pays concernés.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Résumé	vii
I. GENERALITES SUR LES RESSOURCES MARINES REGIONALES ET LE DEVELOPPEMENT DES PAYS INSULAIRES	1
A. Ressources marines et développement dans la région occidentale de l'océan Indien	1
B. Vers un développement industriel s'appuyant sur les ressources marines	8
II. COMORES	12
A. Evolution socio-économique	12
B. Structure économique : ressources et industries manufacturières	13
C. Emploi	15
D. Plans et politiques de développement récents	16
E. Dans quelle mesure les ressources marines peuvent-elles être mieux utilisées ?	17
III. MADAGASCAR	20
A. Evolution socio-économique	20
B. Structure de l'économie : ressources et industries manufacturières	21
C. Emploi	26
D. Plans et politiques de développement récents	26
E. Dans quelle mesure les ressources marines peuvent-elles être mieux utilisées ?	27
IV. MALDIVES	30
A. Evolution socio-économique	30
B. Structure économique : ressources et industries manufacturières	30
C. Emploi	34
D. Plans et politiques de développement récents	35
E. Perspectives d'utilisation plus rationnelle des ressources de la mer	35
V. MAURICE	38
A. Evolution socio-économique	38
B. Structure économique : ressources et industries manufacturières	38
C. Emploi	42
D. Plans et politiques de développement récents	43
E. Perspectives d'utilisation plus rationnelle des ressources de la mer	43
VI. SEYCHELLES	46
A. Tendances économiques et sociales	46
B. Structure de l'économie : ressources et industries manufacturières	46
C. Emploi	50
D. Planification et politique du développement : évolution récente	51
E. Perspectives d'amélioration de l'utilisation des ressources marines	52

	<u>Page</u>
VII. COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'UNE UTILISATION ACCRUE DES RESSOURCES MARINES AUX FINS DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	55
A. Possibilités industrielles qu'offrent les ressources marines	55
B. Rôle de la biotechnologie marine dans l'industrie manufacturière	56
Annexe A. Exposé succinct des principaux éléments de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	59
Annexe B. Tableaux statistiques	61
Bibliographie choisie	91

Liste des tableaux

I.1	Comparaison internationale d'indicateurs économiques choisis pour certaines années entre 1961 et 1985	4
II.1	Répartition du produit intérieur brut par secteur d'activité, 1980-1984	14
II.2	Nombre d'entreprises et d'emplois dans l'industrie manufacturière en 1980	16
III.1	Produit intérieur brut par secteur pendant la période 1978-1984	22
III.2	Indices de production industrielle, 1978-1984	25
IV.1	PIB par secteur d'origine, 1980-1983	31
V.1	Produit intérieur brut par secteur d'origine, 1979-1984	39
V.2	Activités de la zone franche industrielle, 1976 et 1980 à 1984	42
VI.1	Produit intérieur brut par branche d'activité, 1978-1982 (en prix courants)	47
VI.2	Principaux produits industriels, 1983 et 1984	51

Liste des tableaux statistiques

		<u>Page</u>
Tableau A-1	Comores : Production de poisson, de viande, de lait et d'oeufs, 1980-1984	62
Tableau A-2	Comores : Emploi, 1980	62
Tableau A-3	Comores : Balance des paiements, 1980-1984	63
Tableau A-4	Comores : Dépenses publiques, 1979-1981	63
Tableau A-5	Comores : Crédits consentis par CREDICOM	64
Tableau A-6	Comores : Evolution du taux de change 1968-1984 (années diverses)	64
Tableau A-7	Madagascar : Utilisation des prises locales de poisson, 1980-1983	65
Tableau A-8	Madagascar : Commercialisation des prises en eau salée, 1978-1984	65
Tableau A-9	Croissance de la valeur ajoutée par secteur manufacturier, 1963-1985	66
Tableau A-10	Madagascar : Répartition de la population active par secteur, 1980 et 1984	72
Tableau A-11	Madagascar : Etat récapitulatif de la balance des paiements, 1980-1985	73
Tableau A-12	Madagascar : Production industrielle, 1978-1984	74
Tableau A-13	Madagascar : Production agricole, 1978-1984	75
Tableau A-14	Madagascar : Evolution du taux de change, 1980-1985	76
Tableau A-15	Madagascar : Plan 1984-1987 : grands projets industriels	76
Tableau A-16	Maldives : PIB par habitant, 1978-1982	77
Tableau A-17	Maldives : Production et exportation de poisson, 1980-1984	77
Tableau A-18	Maldives : Tourisme, 1980-1984	78
Tableau A-19	Maldives : Statistiques du port de Malé, 1976-1981	78
Tableau A-20	Maldives : Emploi, 1978 et 1980	79
Tableau A-21	Maldives : Dépenses publiques 1980-1984	80
Tableau A-22	Maldives : Evolution du taux de change, 1974-1984	81

	<u>Page</u>
Tableau A-23 Maurice : PIB par habitant, 1979-1984	81
Tableau A-24 Maurice : Statistiques des pêches, 1975-1980	82
Tableau A-25 Maurice : Tourisme, 1976-1983	82
Tableau A-26 Maurice : Emploi (par principal secteur industriel), 1976-1983	83
Tableau A-27 Maurice : Balance des paiements, 1980-1984	84
Tableau A-28 Maurice : Dépenses publiques (par poste), 1980-1983	85
Tableau A-29 Maurice : Evolution du taux de change, 1975-1983	85
Tableau A-30 Seychelles : PIB et PIB par habitant, 1976-1983	86
Tableau A-31 Seychelles : Evolution du secteur de la pêche, 1977-1983	86
Tableau A-32 Seychelles : Tourisme, 1979-1984	85
Tableau A-33 Seychelles : Emploi structuré, par secteur (public et privé), 1979-1983	87
Tableau A-34 Seychelles : Balance des paiements, 1978-1983	88
Tableau A-35 Seychelles : Dépenses publiques (par poste), 1979-1983	89
Tableau A-36 Seychelles : Investissements par secteur que prévoit le plan de développement pour 1985-1989	90
Tableau A-37 Seychelles : Evolution du taux de change, 1976-1984	90

NOTES EXPLICATIVES

La barre transversale (/) entre deux millésimes, par exemple 1984/85, indique une campagne agricole ou un exercice financier. Le trait d'union (-) entre deux millésimes, par exemple 1984-1985, indique qu'il s'agit de la période tout entière, y compris la première et la dernière années mentionnées.

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Dans les tableaux :

Trois points (...) indiquent soit que l'on ne possède pas de renseignements, soit que les renseignements en question n'ont pas été fournis séparément.

Le tiret (-) indique que le montant est nul ou négligeable.

Un blanc laissé dans un tableau indique que la rubrique est sans objet dans le cas considéré.

Un point (.) indique que l'on dispose de renseignements insuffisants pour pouvoir calculer le chiffre.

La somme des montants détaillés ne correspond pas nécessairement au total indiqué, les chiffres ayant été arrondis.

Liste des abréviations utilisées dans le document :

Cf	Franc comorien
CNJCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPOI	Commission des pêches de l'océan Indien
CREDICOM	Société de crédit pour le développement des Comores
DTS	Droits de tirage spéciaux
EEZ	Zone économique exclusive
EPZ	Zone de transformation de produits destinés à l'exportation
FAD	Dispositifs de groupage pour la pêche
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
IBION	Issue-based Indian Ocean Network
IDA	Association internationale de développement
IMO	Organisation maritime internationale
MSL	Maldives Shipping Ltd
MW	Mégawatt
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTEC	Conservation de l'énergie thermique des mers
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RF	Rufiyaa
Rs	Roupies
RS	Roupies des Seychelles
STO	State Trading Organization (Maldives)
T	Tonne
UNCLOS	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Résumé

Introduction

Les Etats insulaires de l'océan Indien occidental, Comores, Madagascar, Maldives, Maurice et Seychelles, ont en commun bon nombre de difficultés et de possibilités. Après leur accession à l'indépendance, trois de ces pays (Seychelles, Maurice et Maldives) ont entrepris de créer une industrie touristique importante pour essayer de se diversifier et de ne plus dépendre d'un ou de deux produits de base agricoles qui dominaient leur économie et dont le prix fluctuait énormément sur le marché mondial. Si Maurice a également développé son industrie manufacturière, ces cinq dernières années, Madagascar et les Comores n'ont pas encore modernisé leur économie.

Dans la mesure où ces pays élaborent leur schéma de développement économique et veulent favoriser l'industrialisation, ils pourraient étudier plus à fond les possibilités d'utiliser leurs ressources naturelles pour stimuler leur croissance et leur développement. A l'exception de celles de Madagascar, les ressources terrestres naturelles connues des Etats insulaires sont limitées. Toutefois, la situation pourrait être nettement meilleure en ce qui concerne les ressources des mers et du littoral, qui constituent à l'évidence les richesses les plus importantes de ces Etats, mais leur exploration et leur exploitation sont généralement déficientes.

Avec l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les zones économiques de ces Etats insulaires se sont beaucoup agrandies ^{1/}, ce qui renforce l'importance de leurs ressources marines hauturières. La meilleure solution semble être, à court terme, une exploitation plus intense des ressources marines biologiques de façon essentiellement indépendante. A moyen et à long terme, ces Etats pourraient tirer parti des ressources marines biologiques et minérales pour développer leurs petites et moyennes industries manufacturières, à condition que les activités d'exploration et d'exploitation des ressources hauturières s'intensifient. Une coopération régionale dans ce domaine pourrait être très utile. Le potentiel des zones économiques exclusives des 200 milles revendiquées par les Etats en question reste virtuellement inconnu. Compte tenu de la fragilité de l'environnement marin, il faut entreprendre l'exploitation des ressources marines avec prudence et en utilisant des méthodes de gestion et de protection environnementale novatrices.

Comores

La République fédérale islamique des Comores, qui comprend trois des quatre petites îles de l'archipel des Comores, est l'un des pays les moins développés et les plus peuplés du monde, avec un PIB par habitant inférieur à 350 dollars.

^{1/} La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ne sera incorporée au droit international que lorsqu'elle aura été ratifiée par 60 pays. Jusqu'à présent, 26 Etats seulement l'ont signée. Certains pays ont refusé de signer parce que certaines clauses de la Convention les obligeraient à dévoiler leurs techniques d'extraction minière et limiteraient, selon eux, le rôle des entreprises minières du secteur privé.

Ce pays a très peu de ressources naturelles. Les Comores sont entrées après leur indépendance dans une période d'instabilité politique et de déséquilibre économique dont elles n'émergent que progressivement.

Environ 80 % de la population vit de l'agriculture. L'agriculture de plantation (on cultive essentiellement l'ilang-ilang, qui donne une essence aromatique) fournit 40 % du PIB. Sept mille personnes environ vivent de la pêche, qui est pratiquée surtout de façon artisanale, avec peu de technologie et beaucoup de main-d'oeuvre. Les industries de traitement du poisson sont très peu développées. Le secteur manufacturier existant comprend surtout de petites industries de type familial et traditionnel.

Le Gouvernement comorien veut parvenir à l'autosuffisance alimentaire et améliorer le niveau de vie et l'état de santé de la population. L'un des moyens d'atteindre ces objectifs consisterait à mieux utiliser les ressources marines. La pêche côtière et l'existence de sources de matériaux de construction (sable, gravier et calcaire coralligène) offrent des possibilités de développement qui n'exigent pas d'investissements considérables, sous réserve des contraintes qu'impose la protection de l'environnement. Les plages inviolées offrent aussi des possibilités pour le tourisme, mais il faudrait des investissements d'infrastructure importants pour rendre les îles plus accessibles.

Madagascar

Par rapport aux quatre autres pays examinés dans la présente étude, la République démocratique de Madagascar est importante par sa superficie et par sa population et possède des ressources naturelles variées. Toutefois, Madagascar est le pays le moins développé sur le plan économique à presque tous les égards et le PIB par habitant y était nettement inférieur à 350 dollars en 1983. Le principal secteur économique est l'agriculture, qui occupe plus de 80 % de la population. Les industries alimentaires et textiles constituent l'essentiel de la production manufacturière. L'économie malgache a connu un déclin persistant ces dernières années pour diverses raisons. Des mécanismes de fixation des prix peu judicieux, des relations intersectorielles insuffisantes et une pénurie de devises ont eu un effet très défavorable sur la production et la consommation de produits alimentaires par habitant a diminué. Madagascar peut toutefois espérer stabiliser le revenu par habitant et connaître une croissance et un développement réels, en dépit de ses difficultés actuelles de balance des paiements, si des donateurs et des créanciers extérieurs concourent aux efforts de réorganisation de l'économie.

Madagascar est celui des pays examinés qui dépend le moins de ses ressources marines. On ne connaît pas toutes les ressources terrestres du pays. Les liaisons avec l'intérieur sont insuffisantes et une grande partie de la population vit dans les zones côtières. Tout ceci démontre l'intérêt de mieux tirer parti des possibilités offertes par les ressources marines. Le problème de l'alimentation pourrait être pallié grâce au poisson et à une amélioration du traitement et de la commercialisation des produits de la mer destinés à la consommation. Le tourisme dans les zones côtières pourrait être développé et on pourrait mieux utiliser les matériaux de construction locaux (sable et gravier marins), tout en améliorant et en développant les transports par canaux dans les régions côtières.

Maldives

Les Maldives sont un petit pays qui comprend un grand nombre d'îles et d'atolls. Près de 90 % de la population totale (environ 150 000 personnes) réside sur l'île où est située la capitale, Malé. Bien que le revenu moyen reste très bas, les Maldives ont fait depuis leur indépendance des progrès économiques impressionnants compte tenu de leurs ressources naturelles insuffisantes, de leur isolement et de la faiblesse des infrastructures matérielles et sociales.

L'économie des Maldives n'est pas diversifiée et les deux principales sources de revenu sont le tourisme (plus de 70 000 visiteurs en 1983) et la pêche, ces deux activités étant liées aux ressources marines du pays. L'industrie textile axée sur l'exportation a sensiblement amélioré ces dernières années la part des industries manufacturières dans le PIB. Pour atteindre son double objectif de croissance économique rapide et de développement économique régional mieux équilibré entre les îles, le gouvernement devrait mieux utiliser les ressources marines disponibles. Des mesures appropriées ont déjà été prises en ce sens. Les engins et les techniques de pêche et les installations pour le traitement des produits de la mer destinés à la consommation ont été améliorés. D'autres possibilités s'offrent encore à cet égard, de même que pour la construction et la réparation de bateaux, pour le développement d'une industrie artisanale locale à partir des ressources marines autochtones et pour une plus large utilisation des produits de la mer comme facteurs de production dans l'industrie manufacturière et la construction.

Maurice

Maurice a une économie relativement diversifiée. Ce pays comprend une île principale et quelques îles périphériques plus petites. Sa population est de 1,2 million de personnes et le PIB se situait autour de 1 000 dollars en moyenne au milieu des années 80.

Jusqu'à une époque très récente, l'économie mauricienne était axée sur la production de sucre. Bien que l'agriculture en général conserve une place importante, sa part du PIB total est tombée de plus de 18 % à la fin des années 70 à 13 % au début des années 80. La pêche, qui occupait jadis une place de choix, a également décliné ces dernières années, alors que la part du tourisme et surtout des industries manufacturières dans le PIB augmentait fortement.

Maurice dispose de ressources marines qui pourraient être mieux exploitées. Il faudrait étudier la possibilité de développer une industrie pharmaceutique locale fondée sur les plantes marines, de promouvoir l'aquaculture et la thalassoculture et d'améliorer les prises de poisson et le traitement du poisson. L'île pourrait devenir autosuffisante pour son approvisionnement en sel et les ressources marines pourraient également servir pour l'industrie des matériaux de construction et pour la fabrication de produits manufacturés, où la part des apports locaux est actuellement très modeste.

Seychelles

Les Seychelles ont une population d'environ 65 000 habitants, dont 95 % résident sur l'île principale de Mahé. Environ 200 km² seulement de la superficie du pays se prêtent à l'agriculture. Ce pays est le plus riche des cinq qui sont étudiés ici, avec un revenu par habitant moyen de 1 870 dollars en 1983.

L'économie et la société seychelloises se sont transformées depuis l'indépendance, essentiellement en raison de l'essor du tourisme. La part de l'agriculture dans le PNB est passée de plus de 75 % dans les années 60 à moins de 5 % aujourd'hui. La pêche est restée une activité importante aux Seychelles et le traitement du poisson et de bonnes liaisons internationales ont permis de développer les exportations. Les industries manufacturières restent très modestes.

Le Gouvernement seychellois a ménagé à l'utilisation des ressources marines une place de choix dans les politiques de développement nationales, sans négliger les problèmes écologiques qu'entraîne l'exploitation des zones côtières et les contraintes qu'elle impose. Sa politique d'exploitation de la zone économique exclusive des 200 milles est axée sur l'identification des réserves d'hydrocarbures, sur le développement d'une industrie halieutique fondée sur le thon et sur le traitement des produits de la mer destinés à la consommation. On pourrait également utiliser les ressources marines pour la production artisanale locale et comme matériaux de construction, tout en développant les activités économiques connexes que sont la construction et la réparation de bateaux et le trafic maritime.

Coopération internationale

La communauté internationale peut faire beaucoup pour ces Etats insulaires. Les efforts de coopération internationale pourraient consister initialement à préciser les ressources marines des îles en question et notamment des vastes étendues maritimes que sont les zones économiques exclusives. Les activités multilatérales et/ou bilatérales d'assistance pour l'exploitation des ressources marines importantes en vue d'une industrialisation plus poussée pourraient porter notamment sur la pêche en mer, la thalassoculture, les minéraux marins, la production d'énergie, le trafic maritime, les ports et le tourisme côtier.

Les auteurs de l'étude préconisent également l'adoption de mesures spécifiques permettant de mieux utiliser les ressources marines en vue du développement industriel des Etats insulaires de l'océan Indien occidental. Parmi les mesures envisagées, on peut citer l'organisation d'une série de journées d'étude au niveau régional ou sous-régional, des enquêtes, une assistance technique et la promotion des investissements. Les projets viseraient essentiellement à :

- Exploiter les possibilités de développement de la thalassoculture et/ou de l'aquaculture;
- Améliorer le traitement et la commercialisation des produits de la mer destinés à la consommation;
- Améliorer et développer les engins et les techniques de pêche;
- Renforcer les coopératives de construction et de réparation de bateaux;
- Développer le traitement du sel à partir de réservoirs d'eau de mer;
- Développer les applications industrielles de la biotechnologie marine pour fabriquer des produits alimentaires, pharmaceutiques et chimiques (aquaculture, algues, produits pharmaceutiques d'origine marine, toxines d'origine marine et produits chimiques industriels);

- Utiliser la peau de poisson (en particulier la peau de requin, d'anguille et de saumon) pour développer l'industrie du cuir comme sous-produit des industries de traitement du poisson;
- Promouvoir une industrie artisanale qui utilise les matériaux locaux (par exemple, boutons en coquillage, bijoux, perles, colifichets, etc.);
- Améliorer l'exploitation, la gestion et la protection des récifs coralliens pour approvisionner les industries de la construction (sable, gravier, calcaire);
- Développer les techniques de recensement et d'évaluation des ressources marines dans les zones économiques exclusives;
- Exploiter d'autres sources d'énergie d'origine marine.

Pour promouvoir l'utilisation des ressources marines aux fins du développement industriel dans les domaines ci-dessus, la coopération internationale et les initiatives nationales pourraient être utilement complétées par des études, une assistance technique et une coopération en matière d'investissements.

L'exploration et l'exploitation des ressources marines dépendent de la technologie marine. Les Etats insulaires devront renforcer leur base scientifique et technique dans le domaine des sciences de la mer, afin de tirer parti des possibilités d'industrialisation importantes que leur offre la mer.

I. GENERALITES SUR LES RESSOURCES MARINES REGIONALES
ET LE DEVELOPPEMENT DES PAYS INSULAIRES

A. Ressources marines et développement dans la région occidentale de l'Océan Indien

Les Etats insulaires de la région occidentale de l'Océan Indien étudiés dans le présent rapport^{2/} - Comores, Madagascar, Maldives, Maurice et Seychelles - ont de nombreux problèmes économiques communs. Ils ont en général pour caractéristiques d'être isolés, d'avoir des économies ouvertes et de ne produire qu'un nombre très limité de produits primaires dont les prix sont sujets à de fortes fluctuations sur le marché mondial. A l'exception de Madagascar, ils ont tous de faibles populations ce qui ne les empêche pas de connaître de graves problèmes de densité démographique, des marchés étroits, peu de terres à consacrer à l'agriculture, des niveaux d'industrialisation bas, des communications médiocres tant sur leur territoire qu'avec le monde extérieur, une infrastructure matérielle mal développée, une main-d'oeuvre en général insuffisamment formée, un patrimoine naturel limité, des écosystèmes fragiles et un climat dont l'imprévisibilité cause parfois d'importants dégâts (tableau I.1). Leur PIB par habitant et leur indice de qualité matérielle de vie comptant parmi les plus faibles du monde, trois des cinq pays considérés ont été portés par l'ONU sur la liste des pays les moins avancés (PMA)^{3/}. En dépit de difficultés communes, le potentiel à court et à moyen terme de ces pays ainsi que leur niveau actuel de développement varient considérablement, Maurice et les Seychelles se situant au haut de l'échelle, les Comores et les Maldives au bas et Madagascar en position intermédiaire.

Madagascar, avec 592 000 km², est le plus grand des pays de la région, ensuite viennent les Comores (2 170 km²), Maurice (1 960 km²), les Seychelles (444 km²) et les Maldives (298 km²). Par ordre d'importance décroissante, les densités

^{2/} Cette étude ne porte pas sur Sri Lanka vu sa situation plus "centrale" dans l'Océan Indien, son importance (tant géographique que démographique) et le niveau de son développement, ni sur Zanzibar et Pemba, qui font partie intégrante de la République-Unie de Tanzanie, ni sur la Réunion, qui est un département français d'outre-mer. Elle ne porte pas non plus sur un certain nombre de petites îles qui, dépendances habitées ou non de puissances étrangères, sont essentiellement utilisées à des fins non économiques.

^{3/} Certes, le PIB par habitant ne permet pas à lui seul de mesurer le niveau de développement économique d'un pays, étant donné qu'il ne fournit aucune indication sur des éléments tels que le capital ou sa répartition. Il permet toutefois une certaine classification des pays en fonction de leur richesse relative. L'indice de qualité matérielle de vie, qui se fonde sur la mortalité infantile, l'alphabétisme et les taux bruts de natalité, constitue un autre moyen de déterminer les niveaux de développement.

démographiques sont les suivants : les Maldives, 520 habitants au km², Maurice (495), les Comores (165), les Seychelles (142) et Madagascar (15). Madagascar est le pays le plus peuplé (près de 9 millions d'habitants); ensuite viennent Maurice (971 000 habitants), les Comores (358 000 habitants), les Maldives (155 000 habitants) et en dernier lieu les Seychelles avec moins de 65 000 habitants. Maurice a le plus faible taux de croissance démographique de la région et du monde en développement (1,4 %). Le taux le plus fort de la région revient aux Maldives (3 %). Les Seychelles et Maurice ont de loin le PIB par habitant le plus élevé, soit respectivement plus de 1 500 dollars et près de 1 000 dollars, alors que Madagascar, les Comores et Maldives ont tous un PIB par habitant de moins de 350 dollars.

Les ressources de la mer, qu'elles soient de caractère biologique, comme la faune et la flore marines ou non (ressources minérales et non minérales telles que le pétrole, le corail, le sel), pourraient jouer un rôle considérable dans le développement économique de ces Etats, dont aucun n'a encore entrepris d'exploiter les ressources marines existant à proximité ou au large de ses côtes. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée par la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982, devrait favoriser la relance de cette exploitation^{4/}. Mais le traité correspondant qui n'a jusqu'à présent été signé que par 26 pays, n'aura internationalement force de loi que lorsque 60 pays l'auront ratifié.

Comme c'est souvent le cas pour des pays de ce genre, les Etats insulaires de la région occidentale de l'océan Indien n'ont pas vraiment pris conscience du potentiel des ressources de la mer. Celles-ci ne sont en général pas considérées par les plans gouvernementaux comme des richesses à développer et les gouvernements de ce fait n'affectent pas de moyens financiers suffisants à des travaux de recherche-développement dans ce domaine. Or, les ressources de la mer pourraient contribuer à accroître le volume des exportations et à rendre ces pays un peu moins tributaires des importations de matières premières qu'ils ne le sont actuellement.

Bien qu'une certaine coopération ne soit établie, notamment dans le cadre des activités de la Commission de l'Océan Indien, la coordination et l'échange de connaissances aux plans tant régional qu'international laissent encore

^{4/} On trouvera un résumé des principales dispositions de la Convention à l'annexe I.

beaucoup à désirer. Or, vu la médiocrité des ressources de chacun des Etats, une coopération régionale permettrait :

- De mettre en commun des fonds et des moyens en vue de l'exploitation des ressources marines;
- De regrouper les moyens de recherche océanographique;
- D'approfondir les connaissances que l'on a de la géologie de l'océan Indien, et partant d'évaluer de manière plus précise les ressources marines pouvant être exploitées dans chacune des zones économiques exclusives;
- De développer et d'appliquer de manière concertée les politiques des zones économiques exclusives.

A l'exception du Service de l'économie et de la technologie des océans du Secrétariat de l'ONU et du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO et de sa division des sciences de la mer qui ont apporté une contribution intéressante à la question du développement et de la gestion des ressources côtières et marines des pays insulaires en développement dans les années 70, les organismes internationaux de développement n'ont guère fourni d'assistance en ce domaine jusqu'à une époque assez récente^{5/}. D'autres organismes des Nations Unies, tels que la FAO, le PNUD, le PNUE, l'UNITAR, la CNUCED, la Banque mondiale, l'OMI et l'ONUDI ont commencé à prendre conscience de l'importance des ressources océaniques et ont entrepris indépendamment ou conjointement des programmes visant à étudier les grands problèmes.

Vu la fragilité des écosystèmes des pays insulaires, il faut assurer le développement en limitant au maximum la détérioration de l'environnement. Les pays ici considérés ont souffert d'une mauvaise planification dans divers domaines (installations portuaires, évacuation des eaux usées, installations d'évacuation des déchets, effluents de conserveries), d'une exploitation excessive des ressources minières, d'une mauvaise implantation et de la démesure des structures d'accueil touristique et enfin d'une urbanisation mal conçue. A long terme, une mauvaise exploitation des ressources marines risque de présenter plus d'inconvénients

^{5/} Towle, E.L.: The Island Microcosm, Washington, D.C., Island Resources Foundation, 1984.

Tableau I,1

Comparaison internationale d'indicateurs économiques choisis pour certaines années entre 1981 et 1985

Indicateur	Unité	Année	Comores	Madagascar	Maldives	Maurice	Seychelles
Superficie	km2		356 000	9 400 000	160 000	969 000	64 000
Zone économique exclusive	km2		...	1 300 000	1 200 000	1 040 000	...
Population	en milliers d'habitants	1984	430	9 730	170	980	60
PIB	millions \$	Année choisie	(1984) 126	(1984) 2 880	(1983) 57	(1984) 941	(1983) 120
PNB	\$	1983	340	310	350 ^{a/}	1 150	2 400
Croissance réelle du PIB	%	1981	5,5	-10,1	11,6	5,9	-7,1
		1982	3,9	0,9	6,5	5,8	-1,6
		1983	3,7	1,0	8,3	0,4	-1,6
		1984	3,3	1,8	...	4,6	...
Part du PIB revenant aux articles manufacturés	%	Année choisie	(1984) 4,0	(1984) 16,0	(1984) 4,7	(1983) 16,2	(1982) 7,8
Part du PIB revenant aux pêches	%	Année choisie	...	...	(1984) 17	(1983) 3,8	(1982) 2,7
Principales exportations	millions \$	Année choisie	(1983)	(1984)	(1983)	(1985)	(1984)
			Vanille (9,2) Clous de girofle (8,4)	Café (14,2) Vanille (52) Clous de girofle (36)	Vêtements (6,3) Bonites fraîches (3,9)	Sucre (186) Articles manufacturés (212) Thé (11,5)	Poisson (1,4) Coprah (1,2)
Principales importations	millions \$	Année choisie	(1983)	(1984)	(1983)	(1985)	(1984)
			Riz (6,7) Matériel de transport (6,0) Appareils non électriques (5,1)	Matières premières (111), Produits énergétiques (101), Biens d'équipement (85), Biens de consommation (39)	Biens de consommation (23,1), Biens d'équipement et biens intermédiaires (18,8), produits pétroliers (9,7)	Textiles (113) Produits alimentaires (88), produits pétroliers (72), machines et équipement (36)	Combustibles (26,4), articles manufacturés (20), Produits alimentaires, boissons et tabac (17,0), Machines et matériel de transport (16,3)

Tableau I.1 (suite)

Comparaison internationale d'indicateurs économiques choisis pour certaines années entre 1981 et 1985

Indicateur	Unité	Année	Comores	Madagascar	Maldives	Maurice	Seychelles
Balance des paiements (comptes courants)	millions \$	1983	-11,1	-194	...	-45,1	-13,9
Taux de change	monnaie locale pour 1 \$EU	1981 1984 Mai 1986	FCFA 272 437 349	FMG 272 577 687	ReMal 7,55 7,05 ...	RsMau 8,9 13,8 13,2	RS 6,3 7,1 6,2
Dette : total des montants décaissés	millions \$	Année choisie	(1984) 103,8	(1984) 1 636	(1981) 38,9	(1984) 12,7	(1983) 41,7
Service de la dette	millions \$	1984	2,6	53,7	...	58,5	

Source : Nations Unies, Bulletin mensuel de statistiques, mars 1986; FMI, Statistiques financières internationales, 1985; Banque mondiale, World Debt Tables, 1983; The Economist Intelligence Unit, Country Report: Madagascar, Mauritius, Seychelles, Comoros, No 2, 1986, Maldives, Ministry of Planning and Development, Statistical Year Book, 1984.

a/ PIB par habitant.

que d'avantages. Il ne faut pas oublier non plus que les stratégies d'exploitation, de protection et de gestion élaborées pour les zones tempérées des pays développés ne sont en général pas adaptées à la situation des pays en développement tropicaux et que de nouvelles méthodes doivent être mises au point.

Les zones côtières et maritimes sont écologiquement très vulnérables et les gouvernements ne sont peut-être pas toujours conscients de leur valeur, mais elles offrent un énorme potentiel de croissance et de développement^{6/}. Les ressources marines permettent de fortes relations interindustrielles verticales et ont d'importants effets multiplicateurs^{7/}. Ces relations interindustrielles verticales se répartissent comme suit :

- En amont, où la croissance et le développement des industries océaniques et côtières favorisent l'investissement et le développement dans d'autres secteurs, fournissent des intrants à des industries océaniques et côtières telles que la construction d'embarcations et les chantiers navals, les installations portuaires, la réparation de moteurs et d'autres services;
- En aval, où les industries océaniques et côtières exercent une influence sur celles qui utilisent les "produits" de la zone maritime et côtière comme intrants, comme dans le cas du traitement du poisson ou de l'utilisation du sable et des blocs de corail pour la construction;
- Dans le domaine de la demande, les recettes des industries liées aux activités marines et côtières stimulant l'accroissement de la demande de biens de consommation et de services.

Dans tous les pays de la région les possibilités de progrès sont particulièrement intéressantes dans les domaines suivants :

- L'emploi, notamment avec le développement des pêches et du tourisme;
- La nutrition, les pêches et l'aquaculture offrant la possibilité d'une augmentation sensible de la ration protéique;

^{6/} Pour un exposé plus approfondi et plus persuasif dans ce sens, voir notamment Towle, E.L., Ibid.

^{7/} Il est parfois difficile de déterminer l'incidence des ressources océaniques sur le PIB. Pour d'autres renseignements sur les méthodes et les modèles les plus récents d'analyse dans ce domaine, voir Pontecorvo, E. et al., "Contribution of the Ocean Sector to the United States Economy", Science, 208:1000-1006, 1980.

- Les recettes en devises, avec l'augmentation des revenus provenant de la pêche, des minéraux, de l'énergie et du tourisme;
- Le développement national et le capital social, avec le développement des moyens de transport côtier et maritime et l'encouragement de la petite et de la moyenne industrie, dont profiteront non seulement les grands centres de population mais, peu à peu, les régions plus éloignées;
- L'autonomie économique, grâce à la contribution accrue des ressources locales au développement national et, simultanément, à la réduction des importations de produits alimentaires et de facteurs de production industriels.

Si, à plus long terme, les perspectives d'un développement de l'exploitation industrielle de certaines ressources marines dans les cinq pays considérés restent encore floues, à court et à moyen terme elles semblent assez bonnes^{8/}.

A court terme, chacun des Etats insulaires fera probablement porter la majeure partie de ses efforts sur la pêche (amélioration du traitement, de la commercialisation, de l'équipement et des techniques ainsi que de la formation du personnel). Si une coopération régionale est possible dans certains domaines, la plupart de ces activités seront probablement menées au plan national. A moyen terme, les Etats en question pourront envisager de développer résolument la petite et la moyenne entreprise utilisant les ressources marines locales comme élément de base (industrie du bâtiment ou pharmaceutique, par exemple). Dans ce cas également si une certaine collaboration entre Etats est possible, la plupart des activités conserveront un caractère national. Dans les zones économiques exclusives, l'exploitation de ressources plus éloignées des côtes (énergie des vagues, conversion de l'énergie thermique des océans, exploitation des nappes pétrolifères, nodules et autres minéraux se trouvant en eaux profondes) ne sera possible qu'à bien plus long terme. Toutes ces activités qui font appel à des techniques sophistiquées sont coûteuses et exigeront dans une certaine mesure une coopération régionale ainsi que l'appui de la communauté internationale.

^{8/} Pour un exposé général du potentiel maritime et côtier des Etats insulaires de la région occidentale de l'océan Indien, voir PNUE, Marine and Coastal Area Development in the East African Region, Nairobi: UNEP Regional Seas Reports and Studies Number 6, 1982, par. 145 à 237.

B. Vers un développement industriel s'appuyant sur les ressources marines

Pêche

La pêche maritime joue un rôle primordial dans tous les Etats insulaires de la zone occidentale de l'océan Indien, à l'exception de Madagascar. Les prises dans l'océan Indien qui pourraient atteindre 15 millions de tonnes, n'ont été que de 2,5 millions de tonnes environ ces dernières années. Or, plus des 90 % du poisson pris dans la région sont pêchés par des Etats du continent africain. La transformation du poisson dans les Etats insulaires est minime : plus de la moitié de la prise est vendue fraîche à l'accostage, un tiers peut-être étant fumé ou séché, 5 % transformé en farine de poisson, 5 % congelé et 1 % mis en boîte. On procède actuellement dans le cadre d'un projet régional de la FAO sur les pêches dans l'océan Indien, qui a pour base les Seychelles, à une évaluation des stocks et à certains travaux de recherche, mais d'autres études s'imposent encore.

Les mesures durables à prendre pour favoriser le développement de cette industrie et maximaliser les avantages que chaque collectivité nationale pourra tirer de ce développement, devront viser l'instauration d'un équilibre entre des pêches industrielles et commerciales "modernes" à forte intensité de capital et le secteur "traditionnel" de la petite pêche à forte intensité de travail. Plusieurs pays pourraient augmenter la prise de certaines espèces en recourant à l'emploi d'engins de pêche à effet d'attraction et à la recherche de méthodes permettant de protéger les lieux de reproduction. Des efforts redoublés s'imposent en matière de vulgarisation pour aider les pêcheurs de toutes catégories à mettre au point des engins et des techniques plus appropriés qui permettraient d'exploiter les stocks sous-utilisés^{9/}. Ces efforts pourraient s'étendre également à l'amélioration de la navigation et de la sécurité. L'accent pourrait aussi être mis sur la recherche concernant la commercialisation aux plans local, régional et mondial ainsi que sur la conservation et le traitement. On rappellera à ce sujet que les flotilles modernes de pêche opérant dans la région sont souvent dotées d'unités de congélation et de traitement situées hors des limites de la juridiction des Etats insulaires qui se trouvent ainsi privés de la valeur ajoutée à laquelle ce traitement donne lieu. Il serait également utile de s'intéresser davantage

^{9/} On estime par exemple que 400 000 tonnes de requin environ pourraient être pêchées chaque année dans la partie occidentale de l'océan Indien.

au développement d'une industrie du cuir utilisant des peaux de poisson (requin, anguille et saumon, notamment) comme matière première puisque des articles de ce genre sont déjà en vente sur le marché.

Aquaculture et thalassoculture

Bien que plusieurs pays en développement, et notamment l'Équateur, aient déjà remporté certains succès dans ce domaine, l'aquaculture et la thalassoculture en sont encore partout dans le monde à leurs débuts. Le climat des îles de l'océan Indien rend en pratique la pisciculture possible pendant toute l'année. La seule difficulté réside dans l'exiguïté des terres exploitables dans tous les Etats de la région à l'exception de Madagascar. L'aquaculture pourrait cependant favoriser une amélioration générale des conditions de vie, d'alimentation et d'emploi et renforcer l'économie par une augmentation des recettes en devises^{10/}. Certaines espèces, telles que les crevettes, pourraient être cultivées pour satisfaire la demande croissante des touristes.

Minéraux

Il existe dans presque toute la zone économique exclusive des 200 milles marins qui entoure les cinq Etats considérés des gisements importants de minerais tels que la chromite, le fer, l'ilménite, la monazite, l'étain et le zircon, qui se trouvent essentiellement dans les sédiments limoneux et peuvent dans certains cas atteindre une épaisseur de 100 m. De plus, le guano, le phosphore et les sables et graviers de plage sont aujourd'hui exploités dans certaines zones côtières. Au nombre des autres ressources que l'on rencontre à des profondeurs relativement faibles comptent la barytine, la glauconite, la magnétite et certains sédiments organiques (gaz et pétrole). Le Gouvernement seychellois a procédé à des recherches pour déterminer s'il existait des gisements de calcaire au large des côtes. L'eau de mer elle aussi contient certains minéraux exploitables; près de 14 millions de tonnes de sel (soit 8 % du total de la production mondiale) proviennent de l'océan Indien. Vu les coûts exorbitants de la prospection et de l'exploitation au large des côtes, la plupart de ces minéraux ne semblent pas à court terme devoir servir de base à des industries de transformation ou de raffinage. De même, pour les autres matériaux disponibles au large des côtes tels que les

^{10/} A Maurice, par exemple, les grandes plantations de canne à sucre ont décidé de diversifier leurs opérations en se lançant dans l'aquaculture afin d'être moins tributaires d'une culture unique fortement assujettie aux fluctuations des cours sur le marché.

nodules de manganèse^{11/} ou les sulfures polymétalliques il faudra attendre une réduction des coûts de prospection et d'exploitation ou la réussite d'une entreprise publique ou privée d'exploitation du fond des océans en application de la Convention, ce que l'on ne saurait espérer au cours des 10 prochaines années. Les ressources marines les plus intéressantes à court terme sont peut-être le sel de mer, ainsi qu'éventuellement le gaz et le pétrole qui tous trois présentent les avantages d'un raffinage sur place, d'une augmentation des éléments locaux de la valeur ajoutée et d'une réduction des importations.

Energie

Il semble exister dans la région des possibilités de production d'énergie. Certaines zones offrent les conditions voulues pour une conversion de l'énergie thermique des océans, encore qu'à court terme la faisabilité pratique de cette opération ne soit jusqu'à présent pas pleinement confirmée. Les Seychelles envisagent néanmoins d'utiliser une petite installation de ce genre située en bordure du plateau continental, à près de 60 km au sud-ouest de Mahé, principale île de l'archipel. Cette installation devrait produire quelque 20 MW, ce qui correspond pratiquement au total de la consommation d'énergie de l'île principale. Bien que les recherches effectuées au large de Madagascar, des Maldives, de Maurice et des Seychelles au cours des 10 dernières années n'aient encore donné aucun résultat intéressant le plateau continental de plusieurs de ces pays, notamment les Seychelles et Madagascar, serait riche en pétrole et en gaz. Maurice enfin a envisagé la possibilité de produire de l'électricité à partir de l'énergie des vagues, mais les fortes houles qu'occasionnent certains mouvements géologiques ainsi que les cyclones semblent s'opposer à une exploitation commerciale de ce type d'énergie.

Autres sources de revenus

Les transports maritimes dans la région laissent beaucoup à désirer. Dans certains pays tels que les Comores, où ils sont essentiels aux communications et aux échanges commerciaux entre les différentes îles, on n'a presque pas investi dans la construction de petites embarcations ou la création d'ateliers de réparation. Si d'importants travaux entraînant des mises de fonds considérables et de sérieuses pertes au plan écologique ont été entrepris ou doivent l'être

^{11/} Ces nodules se forment à des profondeurs de 3,5 à 5 kilomètres. Leurs principaux éléments sont le manganèse (14,7 %), le fer (13,5 %), le nickel (0,4 %), le cobalt (0,3 %) et le cuivre (0,2 %). La teneur en manganèse est un peu plus forte dans le cas de nodules recueillies dans la partie orientale de la région et un peu plus faible dans celui de nodules provenant du nord-ouest.

en vue de la rénovation ou du rééquipement portuaires de Victoria aux Seychelles ou de Port-Louis à Maurice, l'aménagement de débarcadères de moindre envergure n'a, en mettant les choses au mieux, pas été poursuivi de manière très rationnelle. Vu l'étroitesse de leur marché, les pays doivent en général s'en tenir à des installations de manutention du divers plutôt qu'aménager des terminaux à conteneurs beaucoup plus rentables^{12/}. Le premier de ces types d'installation, qui fait appel à une main-d'oeuvre plus importante, augmente naturellement les possibilités d'emploi. Le tourisme, qui dépend essentiellement de l'aménagement de structures d'accueil sur les côtes, a modifié la nature des économies de trois des cinq Etats de la région après qu'ils eurent modernisé leurs aéroports au début des années 70. De fait, aux Seychelles et aux Maldives, le tourisme est rapidement devenu le principal secteur économique, le premier employeur et la plus importante source de recettes en devises. Le tourisme maritime et côtier pourrait bien devenir le principal secteur économique de la région au cours des 10 prochaines années. Madagascar et les Comores n'ont pas encore exploité leur potentiel dans ce domaine et pour attirer les touristes, qui sont essentiellement originaires d'Europe occidentale, les cinq Etats doivent malheureusement se faire concurrence les uns aux autres et rivaliser d'autre part avec des centres touristiques plus proches de leurs clients, situés en Méditerranée et dans les Caraïbes. Il serait bon que les pays envisagent le développement du tourisme dans le cadre d'une coopération régionale et établissent des règles strictes pour la protection de la beauté naturelle de leurs zones côtières.

^{12/} La conteneurisation perd naturellement beaucoup de ses avantages économiques si les moyens de transport dont est doté le reste du pays ne permettent pas l'écoulement ultérieur des marchandises débarquées.

II. COMORES

A. Evolution socio-économique

La République fédérale islamique des Comores se compose de trois des quatre îles principales qui constituent l'archipel des Comores, lequel couvre une superficie d'environ 2 166 km² dans le canal de Mozambique^{13/}. Avec une population dépassant 350 000 habitants et une densité supérieure à 350 habitants par km² de terre arable, les Comores sont parmi les îles les plus densément peuplées de la région. En outre, la pression sur les ressources foncières s'aggrave en raison d'un fort accroissement naturel de la population (2,7 % par an) et du retour de Comoriens qui résidaient auparavant à Madagascar et en Afrique orientale. D'ici 1990, la population devrait avoir atteint le chiffre de 565 000 habitants.

Avec un revenu par habitant inférieur à 350 dollars, les Comores sont l'un des pays les moins avancés du monde. L'hygiène y est insuffisante et la malnutrition, qui se manifeste surtout par des carences protéiques, est très répandue. Le pays est pauvre en ressources naturelles. Moins de la moitié de sa superficie terrestre totale se prête à l'agriculture. En raison de la présence de sols volcaniques très perméables, les ressources permanentes en eau de surface sont pratiquement inexistantes et malgré une pluviosité annuelle moyenne élevée, de longues sécheresses peuvent se produire. Les ressources marines sont rares. La pêche en rade et en estuaire donne des résultats médiocres et l'absence de plateau continental limite la pêche côtière ou hauturière. En outre, aucune ressource minérale n'a été découverte, ni à terre ni en mer, à l'exception du sable et de la chaux provenant des récifs coralliens. L'économie de marché est dans une large mesure fonction de l'exportation de quelques produits agricoles dont les prix fluctuent beaucoup. L'industrie manufacturière et le tourisme en sont encore aux tout premiers stades de leur développement.

Immédiatement après l'indépendance, en 1975, les Comores ont connu une période de récession aiguë, dont elles ne font que commencer à se remettre lentement. Le PIB a progressé légèrement, passant de 26,7 millions de francs

^{13/} L'archipel des Comores se compose de la Grande Comore, Mohéli, Anjouan et Mayotte. Lorsqu'elle a admis le nouvel Etat comorien en 1975, l'ONU a reconnu que son territoire englobait les quatre îles. Mais l'île de Mayotte demeure sous administration française en tant que communauté territoriale. Aux fins de l'analyse économique, on a donc considéré dans la présente étude que les Comores se composaient de la Grande Comore, Mohéli et Anjouan et, sauf indication contraire, les statistiques figurant dans l'étude ne se rapportent qu'à ces trois îles.

comoriens en 1980, à 31,4 millions de francs comoriens environ en 1984, mais cette augmentation est insuffisante pour faire face à l'accroissement rapide de la population. Les éruptions volcaniques que la Grande Comore a connues ont provoqué des mouvements de population et aggravé les problèmes sociaux et économiques.

B. Structure économique : ressources et industries manufacturières

Agriculture et pêche

L'économie des Comores repose avant tout sur la petite agriculture, dont vivent directement environ 80 % des habitants. Les principales cultures sont les noix de coco, les bananes, le riz, le manioc et le maïs. L'élevage est très peu développé parce que l'eau douce manque et que les sols ne s'y prêtent pas. L'agriculture est à l'origine de la quasi-totalité des recettes d'exportation et représente environ 40 % du PIB du pays (voir le tableau II.1). Mais la production alimentaire ne permet pas de faire face à l'accroissement de population et les Comores doivent importer chaque année d'importantes quantités de produits alimentaires.

Les principales cultures d'exportation sont la vanille, le coprah, le girofle et le ylang ylang (arbre dont les fleurs donnent une essence utilisée en parfumerie). Le prix de ces produits fluctue beaucoup et malgré le mouvement général de hausse enregistré récemment, les recettes sont fonction des phénomènes physiques auxquels est soumise la production (cyclones et sécheresse) et des fluctuations de la demande mondiale, facteurs à l'égard desquels les Comores ne peuvent aucunement agir.

Les Comores comptent environ 7 000 petits pêcheurs, qui opèrent surtout à proximité des côtes pour les besoins familiaux ou la consommation locale. Les prises sont passées de 4 000 à 4 500 tonnes par an au cours de la période 1980-1984 et le poisson est de loin la source de protéines la plus importante (voir le tableau A-1). Il existe quelques petits bancs à proximité d'Anjouan et de Mohéli, mais la majorité des prises sont effectuées dans la lagune de Mayotte (dans la zone administrée par la France). La plupart des bateaux de pêche sont des embarcations traditionnelles à voiles ou à rames creusées dans des troncs d'arbre et les prises moyennes s'établissent à 15 kg par jour. La Banque mondiale estime que si les pêcheurs utilisaient des bateaux à moteur, les prises pourraient être vraisemblablement trois fois plus importantes. En outre, en raison de la violence des vents de mousson, la pêche n'est possible que 200 jours par an environ. Malgré l'étroitesse de l'économie monétaire, la pêche en dehors des zones côtières offrirait certaines possibilités, mais le pays manque d'installations de stockage, de commercialisation et de transformation. La pêche industrielle est actuellement inexistante aux Comores.

Tableau II.1

Répartition du produit intérieur brut par secteur d'activité, 1980-1984
(en millions de francs comoriens, aux prix de 1980)

	1980	1981	1982	1983	1984
Agriculture, élevage, pêche, exploitation forestière	10 593	11 343	11 655	12 007	12 298
Industrie manufacturière	1 214	1 385	1 409	1 427	1 445
Electricité, gaz, eau	110	121	128	136	144
Bâtiment et travaux publics	2 354	2 540	2 687	2 822	2 903
Commerce, hôtels, bars, restaurants	6 214	6 499	6 808	7 160	7 488
Transports et communications	385	408	432	450	477
Banques, assurances, immobilier	687	727	745	764	784
Administration publique	4 995	4 988	5 227	5 388	5 592
Autres services	194	206	226	248	274
PIB aux prix du marché	26 746	28 217	29 317	30 402	31 405
Montant net des impôts indirects	2 297	2 680	3 106	4 322	3 884
PIB au coût des facteurs	24 449	25 537	26 211	26 080	27 521

Source : FMI, Comoros: Recent Economic Developments, Washington, D.C., (SM/85/46), 1985, p. 63.

Industrie manufacturière

Les industries manufacturières représentent moins de 4 % du PIB et elles emploient environ 700 personnes (voir le tableau II.2). Les principales activités dans ce secteur sont l'extraction de l'essence d'ylang ylang (qui est pratiquement la seule activité dans le secteur des produits chimiques) et la préparation de la vanille et du coprah pour l'exportation. La plus grande partie des produits destinés à l'exportation sont transformés par de petits agriculteurs qui emploient le bois comme source d'énergie. Cette pratique ainsi que les opérations de défrichage dans les zones fortement peuplées ont entraîné une réduction importante des forêts. Les autres activités de transformation sont en général gérées par des étrangers. A l'heure actuelle, les fabriques de savon, l'entreprise de gaz (Gazcom), une usine de mise en bouteilles de boissons non

alcoolisées et quelques ateliers où l'on travaille le bois et le fer constituent les seules activités de transformation importantes aux Comores. Quelques artisans sont spécialisés dans la sculpture sur bois, la poterie et l'habillement et les Comores comptent plusieurs autres petites entreprises, dont une imprimerie, quelques boulangeries et une usine qui fabrique des sandales en matière plastique.

La valeur ajoutée manufacturière a enregistré une augmentation nominale de 5,1 % au cours de la période 1981-1984, mais en termes réels, l'augmentation n'a été que de 1,4 %, ce qui est bien inférieur au taux de croissance économique, qui s'établit à 1,1 %. En outre, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est tombée de 4,8 % en 1981 à 3,9 % en 1984. Du fait de la faiblesse de la demande, de l'apport irrégulier des facteurs de production et d'un entretien défectueux, les taux d'utilisation des capacités tendent à être faibles. L'étroitesse du marché intérieur, le manque de personnel formé, l'infrastructure insuffisante et l'irrégularité des approvisionnements sont les principaux facteurs qui entravent le développement continu du secteur manufacturier^{14/}. Bien que les pouvoirs publics aient révisé leur code des investissements en 1984 pour attirer vers ce secteur les capitaux privés d'origine étrangère ou locale, ce sont surtout des facteurs qualitatifs comme la stabilité politique, l'assistance aux chefs d'entreprise aux fins de l'élaboration de leurs projets, les plans de formation de la main-d'oeuvre et des cadres, l'amélioration de l'infrastructure et les moyens de financement à long terme qui inciteront à lancer des projets productifs.

C. Emploi

La population active totale est de 120 000 personnes, dont un tiers de femmes. Environ 80 % de cet effectif travaillent dans l'agriculture, les 20 % restants étant employés dans le secteur moderne de l'économie marchande. Les Comores comptent environ 13 000 salariés (voir le tableau A-2). Les projets de travaux publics étant relativement nombreux, l'effectif de la main-d'oeuvre a augmenté plus rapidement dans le secteur moderne que dans le secteur traditionnel. Du fait que l'économie est une économie de subsistance, les traitements et salaires demeurent faibles. C'est ainsi que le salaire horaire minimum, qui est de 24,6 francs comoriens, n'a pas augmenté depuis 1973.

^{14/} Voir ONUDI : République fédérale islamique des Comores : Etude de quelques secteurs économiques, Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, UNIDO/IO.520, 1982.

Tableau II.2

Nombre d'entreprises et d'emplois dans l'industrie manufacturière en 1980

Secteur	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois
Industries alimentaires	5	89
Industrie textile	12	25
Produits du bois	62	282
Papier, produits en papier, imprimerie	1	21
Produits chimiques	29	244
Divers	16	24

Source : ONUDI, République fédérale islamique des Comores : Etude de quelques secteurs économiques, Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, UNIDO/IO.520, 1982.

D. Plans et politiques de développement récents

Le gouvernement a lancé, en 1983, son premier plan de développement quinquennal, qui est censé être provisoire et doit être remplacé par un plan de plus vaste portée pour la période s'étendant jusqu'à 1990. Les principaux objectifs du plan sont les suivants :

- Développer l'agriculture, notamment en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et de développer les exportations;
- Réduire l'isolement géographique du pays;
- Mettre en valeur l'énergie;
- Mettre en valeur les ressources en eau aux fins de la consommation humaine et de l'agriculture;
- Améliorer les soins de santé;
- Accroître les moyens de formation technique et professionnelle dont le pays dispose.

Le plan ne privilégie guère pour l'instant une meilleure utilisation des ressources côtières ou marines.

Le secteur public est dominé par le gouvernement fédéral. En 1981, les plus gros postes de dépenses ont été la santé et l'éducation, avec 37 % des dépenses totales, et l'administration générale, avec 17 % (voir le tableau A-4).

Les entreprises publiques sont peu nombreuses aux Comores. La plupart d'entre elles ont été créées entre 1979 et 1982 parce que l'on éprouvait de plus en plus le besoin d'assurer des approvisionnements stables en certains produits importés essentiels comme le pétrole, le riz et les médicaments. En 1980, les entreprises para-étatiques étaient au nombre de six : la Compagnie d'électricité et d'eau, l'Imprimerie nationale, l'Organisation d'importation et de commercialisation du pétrole, Air Comores, CREDICOM (voir plus loin) et la Banque nationale des Comores. Ces deux derniers organismes ont été remplacés par la Banque de développement et la Banque internationale.

Le gouvernement a créé la Société de crédit pour le développement des Comores (CREDICOM) en 1974. Au cours de la période 1974-1977, la dernière pour laquelle on dispose de données, CREDICOM a consenti 1 076 prêts d'une valeur totale de 1,1 milliard de francs comoriens. Ces prêts ont surtout servi à financer l'achat de matériaux de construction et la construction de logements (voir le tableau A-5).

E. Dans quelle mesure les ressources marines peuvent-elles être mieux utilisées ?

Les Comores ne sont pas riches en ressources marines. Aussi les possibilités qui s'offrent de mieux utiliser ces ressources sont-elles plutôt limitées, bien qu'une amélioration soit possible dans certains domaines. Certaines ressources comme le sel marin pourraient servir à créer de petites industries dont la production se substituerait aux importations.

C'est dans le secteur de la pêche que les perspectives d'amélioration sont les plus prometteuses. Mais les eaux côtières des Comores ne sont pas riches en poisson. On estime que les prises pourraient atteindre 6 500 tonnes par an, alors qu'elles s'établissent actuellement à 4 500 tonnes par an. Dans un rayon de 50 kilomètres autour des Comores, on pourrait pêcher environ 20 000 tonnes de thon par an, dont la moitié au moyen de petites embarcations motorisées.

La façon la plus rapide d'atteindre ce niveau de production serait d'employer des navires de gros tonnage à forte intensité de capital. Mais on laisserait ainsi pour compte la majorité des pêcheurs locaux et les frais d'exploitation pourraient se révéler prohibitifs. En outre, le pays ne dispose guère des compétences voulues pour exploiter de tels navires. Il serait peut-être plus

indiqué d'envisager à nouveau la solution consistant à se servir de petits bateaux à moteur pour remorquer des pirogues à balancier jusqu'aux zones de pêche qui avait été expérimentée en 1977 grâce à un projet dans le cadre duquel des unités de réfrigération avaient aussi été fournies. En cas de réussite, un projet de ce type pourrait en outre contribuer au lancement d'une petite industrie navale^{15/}.

La commercialisation reste un problème majeur. Même si l'offre augmente, le poisson restera probablement trop cher pour les familles les plus pauvres dont l'alimentation est déficiente en protéines. Le poisson étant surtout consommé frais dans les villes et les villages de la côte, une petite partie seulement des prises est conservée (généralement par séchage). Bien que l'on puisse l'envisager, un recours accru à la réfrigération risquerait de rendre ce produit encore plus inabordable pour ceux qui en ont le plus besoin.

La possibilité de développer la pêche industrielle du thon aux Comores a été étudiée en 1975 dans le cadre d'une mission mixte FAO/Japon^{16/}. Cette mission a établi une proposition de projet prévoyant un budget de 15 millions de dollars pour l'achat de 10 bateaux de pêche de 200 tonnes et la construction d'une conserverie et d'une installation de réfrigération capable de congeler jusqu'à 5 000 tonnes de poisson. La production devait être entièrement exportée et ne devait pas concurrencer la pêche artisanale. Ce projet n'a pas été exécuté et tous les projets de cette nature demandent que l'on fasse preuve de prudence. La formule peut être utile pour obtenir des devises, à condition de trouver des débouchés à l'étranger. En revanche, elle ne permettrait probablement pas d'accroître le revenu des pêcheurs et de réduire les carences protéiques dont souffrent les couches les plus pauvres de la population. Il vaudrait mieux aider

^{15/} Quelques études portent sur d'autres secteurs. Voir, par exemple, Anderson, D.C., Application of Wind Power in Shipbuilding, UNIDO-ID/WG.375/40, ou ONUDI, Wind Power Vessels for Coastal and Inter-Island Use in the ESCAP Region, UNIDO-ID/WG.413/2, Vienne, 1984. Les Comores pourraient aussi améliorer leurs installations de radoub et leurs chantiers navals. Voir, par exemple, Tarnacki, B.J., Seychelles: Establishment and Operation of a Boatyard and Boat Maintenance Complex, UNIDO/IO/R.56, Vienne 1983, ou Morales-Casoriz, A., Ways and Co-operation Procedures for Developing Shipyards and Mixed Enterprises to Ensure the Volume of Ships Required by the Area, UNIDO-ID.WG/375/35, Vienne, 1983.

^{16/} Voir Banque mondiale, The Comoros: Problems and Prospects of a Small, Island Economy. Washington, D.C., BIRD, 1983, p. 62 et aussi ONUDI, Feasibility Study for the Establishment of an Integrated Tuna Fish Processing Industry: Mauritius, par Promoêche, contrat 69/4.

les petits pêcheurs à circonscrire les espèces sous-exploitées et à améliorer leur matériel et leur apprendre de nouvelles techniques de navigation pour qu'ils puissent s'aventurer au-delà de leurs secteurs de pêche traditionnels.

L'industrie du bâtiment utilise des ressources marines. La lave, le corail et le sable de mer sont les matériaux traditionnels employés dans ce secteur. Mais les réserves de corail et de sable sont limitées et leur exploitation intensive risque de poser des problèmes écologiques sur les trois îles et d'anéantir les perspectives d'un développement éventuel du tourisme. Il peut aussi en résulter une dégradation des nappes aquifères et, par voie de conséquence, une réduction des réserves d'eau douce. La destruction des habitats côtiers entraîne aussi une diminution des aires de reproduction d'espèces importantes pour la pêche commerciale ainsi que de l'habitat des espèces pêchées pour l'autoconsommation^{17/}. La lave concassée pourrait remplacer les matériaux d'origine marine.

Bien qu'ayant un certain potentiel touristique, les Comores ne reçoivent guère de visiteurs en raison de l'insuffisance de leur infrastructure et de leurs communications internationales. Les pouvoirs publics encouragent désormais une optique sélective en matière de tourisme. Un centre international de conférences a été inauguré en 1985.

Pour faciliter les échanges entre les îles et le reste du monde, les pouvoirs publics procèdent à l'aménagement du port de Mutsamudu, à Anjouan, qui pourra accueillir des navires jaugeant jusqu'à 15 000 tonnes. A l'heure actuelle, la Grande Comore et Anjouan ne disposent que d'un petit port artificiel et les navires de fort tonnage doivent mouiller au large, la navette étant assurée par de petits voiliers. Les Comores pourraient aussi améliorer les transports interinsulaire en modernisant leur flotte de petites unités.

Les perspectives qui s'offrent à d'autres industries fondées sur l'exploitation des ressources marines pourront être examinées dans le cadre des possibilités industrielles exposées au chapitre VII.

^{17/} Voir Dubois, R. et Towle, E., Coral Harvesting and Sand Mining Management Practices, Washington (D.C.), Island Resources Foundation, 1985.

III. MADAGASCAR

A. Evolution socio-économique

La République démocratique de Madagascar est de loin le plus grand des pays étudiés. Il compte environ 9,7 millions d'habitants et son taux de croissance démographique est de 2,8 %. D'ici à l'an 2000, la population devrait atteindre le chiffre de 15,9 millions d'habitants, dont 26,7 % vivraient dans les villes, alors que ce chiffre n'était que de 17,6 % en 1980.

Madagascar est l'un des pays les moins avancés du monde. Pendant les cinq premières années de la décennie, la croissance économique a été inférieure à la croissance démographique. Mesuré en prix constants, le PIB par habitant était en 1985 inférieur de 20 % à ce qu'il était en 1980. D'après les estimations les plus récentes, il s'établirait à 310 dollars.

Malgré les difficultés économiques actuelles, les pouvoirs publics sont parvenus dans une grande mesure à stabiliser l'économie. Entre 1980 et 1985, ils ont réussi à la fois à ramener le déficit budgétaire global de 18 % à environ 5 % et le déficit de la balance des paiements au titre des opérations courantes de 20 % à 10 % du PIB et à faire reculer le taux d'inflation de 15 % (et même de 25 % en 1981-1983) à 10 % en 1984-1985. Cette amélioration des indicateurs macro-économiques a été le résultat à la fois d'une réduction des dépenses publiques, des importations nettes et des prêts bancaires et d'une augmentation de l'épargne intérieure. La monnaie a aussi été dévaluée de 75 %, ce qui a représenté un ajustement réel d'environ 25 %.

De sérieux problèmes de balance des paiements se sont posés. Le recul des importations nettes, qui sont tombées de 557 millions de dollars E.-U. en 1980 à 149 millions de dollars E.-U. en 1985, s'est accompagné aussi d'une chute des exportations qui sont tombées de 518 millions de dollars E.-U. à 348 millions de dollars E.-U. Au cours de la même période, le service de la dette est passé de 17 % à 47 % de la valeur des exportations.

Bien que variées, les ressources naturelles du pays et en particulier ses ressources marines sont généralement sous-exploitées. Il dispose pourtant des ressources humaines et des ressources naturelles dont il a besoin pour accélérer le développement de son économie. Alors que la moitié des villes importantes se trouvent sur la côte, pratiquement rien n'a été fait pour assurer le

développement économique des zones côtières. Nombre de villes côtières sont isolées et, sauf pour ce qui est des transports aériens, l'intérieur du pays est mal desservi^{18/}.

B. Structure de l'économie : ressources et industries manufacturières

Agriculture

L'agriculture est le secteur le plus important de l'économie malgache. Le fait que les cultures, l'élevage, la pêche et les activités connexes occupent 85 % de la population témoigne de l'importance réelle de ce secteur, qui représente 33 % du PIB (tableau III.1) et constitue la principale source de devises (environ 85 % en 1983-1984). L'agriculture couvre la plus grande partie des besoins alimentaires de la population et fournit aussi une partie importante des matières premières utilisées dans l'industrie manufacturière.

Bien qu'elles aient diminué en raison de la pénurie de devises, les importations de riz ont dû se poursuivre pendant la période 1980-1985. Quant aux autres cultures comme le maïs, les pommes de terre, le manioc et les ignames, la production a augmenté continuellement de façon appréciable. A l'exception du coton et de la canne à sucre, la production pour les cultures industrielles et les cultures d'exportation n'a pas progressé (tabac, café, poivre) ou à même diminué (arachides, haricots beurre). Quant aux deux autres principales cultures d'exportation, la vanille et les clous de girofles, la production s'est trouvée limitée par la faiblesse de la demande sur les marchés mondiaux. A la fin des années 70 et au début des années 80, la production pour un grand nombre de cultures a stagné en raison du mauvais temps, de la détérioration de l'infrastructure, de pénuries de facteurs de production importés (imputables au manque de devises) et d'incohérences dans les politiques de fixation des prix et de commercialisation des pouvoirs publics. En 1982, les pouvoirs publics ont libéré ou relevé le prix de plusieurs produits agricoles importants et ont autorisé des intermédiaires du secteur privé à entrer en concurrence avec les entreprises d'Etat.

Pêche

Les ressources halieutiques de Madagascar sont en général sous exploitées. La Banque mondiale estime le potentiel de la pêche côtière à 150 000 tonnes par an, auxquelles pourraient venir s'ajouter 8 000 tonnes de crustacés, produit

^{18/} Le canal de Pangalanes, sur la côte orientale, pourrait être une excellente voie de communication intracôtière s'il n'était pas en aussi mauvais état sur la plus grande partie de sa longueur.

Tableau III.1

Madagascar : Produit intérieur brut par secteur pendant la période 1978-1984
(en milliards de francs malgaches, aux prix de 1970)

Secteur	1978	1979	1980 <u>a/</u>	1981 <u>a/</u>	1982 <u>a/</u>	1983 <u>a/</u>	1984 <u>a/</u>
Agriculture, exploitation forestière et pêche	71,3	76,4	78,3	74,8	77,8	77,9	84,3
Industrie	50,1	56,5	55,0	42,4	36,4	36,9	35,7
Services <u>b/</u>	80,7	90,1	90,7	84,5	83,6	83,0	84,2
Administration publique	37,3	40,0	41,7	43,8	44,2	44,7	45,4
Droits d'importation	9,3	10,1	9,6	6,0	4,9	4,7	4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	248,7	273,1	275,3	251,5	246,9	249,0	254,2

Source : Direction de la planification.

a/ Estimations.

b/ Y compris les services domestiques des ménages.

dont la valeur marchande est plus élevée. Il n'y a qu'une petite partie des prises qui soit transformée à l'heure actuelle (voir les tableaux A-7 et A-8). On compte environ 11 000 pêcheurs à plein temps qui utilisent des embarcations de type traditionnel. Le secteur moderne, où on utilise des bateaux à moteur et des chalutiers, emploie environ 650 pêcheurs^{19/}. La plus grande partie du poisson exporté est capturé par quatre coentreprises qui pratiquent une pêche à forte intensité de capital sur la côte nord-ouest. Le poisson de mer constitue une source de plus en plus importante de devises, la valeur des exportations ayant atteint 13,4 milliards de francs malgaches en 1984. En outre, les pouvoirs publics s'emploient à mettre sur pied des opérations en association avec des partenaires étrangers en vue de diversifier les espèces capturées et transformées (le thon, par exemple)^{20/} et d'améliorer les résultats actuels.

Activités extractives

Madagascar recèle d'importants gisements minéraux dont les plus importants sont ceux de nickel, de bauxite, de chromite, de graphite et de quartz. La prospection pétrolière a surtout lieu dans l'est du pays, mais on a aussi un peu prospecté en mer pour y chercher du pétrole et d'autres minéraux. La production de minéraux destinés à l'exportation a fléchi ces dernières années, les exportations ne représentant en 1983 que 62 % de ce qu'elles étaient en 1980. Ce fléchissement peut-être imputé au ralentissement de la demande mondiale ainsi qu'à la dégradation des transports intérieurs.

Industrie manufacturière

Le secteur manufacturier (à l'exception de l'industrie textile) travaille surtout pour le marché intérieur, les produits alimentaires et l'habillement représentant l'essentiel de ses activités (voir les tableaux III.2 et A-9). L'Etat détient la majorité du capital dans toutes les grandes entreprises industrielles^{21/}.

^{19/} Pour une description complète de l'industrie de la pêche, voir FAO, SWIO Fisheries Bulletin, Victoria, Seychelles, "Fishing Country Profile : Madagascar".

^{20/} Voir par exemple ONUDI, Feasibility Study for the Establishment of an Integrated Tuna Fish Processing Industry : Mauritius, par Prompeche, contrat 69/4.

^{21/} Pour une analyse du secteur industriel, voir ONUDI - (1985) Madagascar - la gestion des prix industriels, Service des études par région et par pays (diffusion restreinte), ONUDI - (1985) Madagascar - Régime fiscal et développement industriel, Service des études par région et par pays (diffusion restreinte), ou PNUD/ONUDI, L'industrie malgache : analyse du fonctionnement et propositions d'action, Vienne, ONUDI, DP/MAG/81/018, 1982.

La production industrielle a culminé en 1979, année où elle a représenté 20,6 % du PIB réel (voir le tableau III.1), mais elle a reculé depuis tant en chiffres relatifs qu'en chiffres absolus, en raison de l'irrégularité des approvisionnements en pièces détachées et en facteurs de production locaux et importés. Elle a toutefois augmenté légèrement en 1983 malgré les pénuries et les difficultés de transport. Ce sont principalement les industries alimentaires et textiles qui ont été à l'origine de cette augmentation (voir le tableau III.2). En revanche, on a enregistré une régression dans plusieurs sous-secteurs au cours de cette même année. L'une des baisses les plus importantes a été enregistrée dans l'industrie de transformation du pétrole, la raffinerie ayant dû être fermée à la suite d'un accident industriel. La production manufacturière a augmenté légèrement en 1985, mais cette augmentation ainsi que celle de 1983 n'ont pas suffi à compenser les baisses enregistrées depuis 1980.

Le taux d'utilisation des capacités industrielles est tombé de 73 % en 1979 à environ 50 % en 1980. Dans de nombreuses entreprises, ce taux est très inférieur à la moyenne. Cette baisse a été due en partie à la décision des pouvoirs publics de réserver les maigres ressources en devises à l'achat de facteurs de production destinés aux entreprises les plus efficaces. Désormais, on s'efforce en priorité de revaloriser les capacités existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

Bien que certains observateurs prévoient une légère croissance du secteur manufacturier au cours des prochaines années^{22/}, ce secteur continue à se ressentir de pénuries de capitaux, de pièces détachées et de matières premières. A ces difficultés s'ajoutent des politiques de prix inadéquates (malgré la libération des prix d'un certain nombre de produits), une planification incohérente et un manque de personnel qualifié, bien que le niveau d'instruction soit relativement élevé. Les liens entre les secteurs et entre les branches industrielles mériteraient qu'on leur prête davantage attention. Les pouvoirs publics ont apporté un certain nombre de réformes à leur politique industrielle en allégeant le contrôle des prix, en rationalisant le contrôle des changes et en élaborant un nouveau code des investissements qui vise à attirer les capitaux privés étrangers. Ces réformes sont utiles, mais elles devraient être complétées par une rationalisation des tarifs douaniers et une simplification des procédures administratives^{23/}.

^{22/} FMI, Madagascar : Recent Economic Developments, Washington, D.C., SM/84/218, 1984, p. 13.

^{23/} Banque mondiale : The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986, p. 4.

Tableau III.2

**Madagascar : Indices de production industrielle, 1978-1984
(1978 = 100)**

Rubrique	Coefficient	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Industrie								
Activités extractives	3,88	100	103	112	81	50	46	54
Produits alimentaires et boissons	31,60	100	98	94	81	63	72	63
Tabac	5,35	100	100	98	84	88	77	84
Textiles	26,34	100	106	104	98	95	99	93
Habillement	7,39	100	103	114	105	78	78	74
Bois	1,20	100	95	87	80	74	55	69
Papier	4,03	100	103	96	72	74	79	73
Imprimerie	2,49	100	99	103	110	99	103	98
Cuir	2,17	100	114	104	92	58	84	84
Caoutchouc	0,53	100	123	130	80	47	43	67
Produits chimiques	8,08	100	106	86	62	47	54	52
Raffinage du pétrole	2,61	100	94	141	100	97	63	16
Matériaux de construction	3,01	100	94	89	66	70	79	66
Matériel de transport	1,32	100	98	135	63	17	10	8
Indice général	100,00	<u>100</u>	<u>102</u>	<u>101</u>	<u>86</u>	<u>74</u>	<u>78</u>	<u>72</u>
Electricité								
Indice de production	100,00	100	111	119	119	122	127	129
Hydroélectricité	41,00	100	102	128	133	197	214	220
Electricité thermique	59,00	100	117	113	110	69	67	66
Indice de consommation (haute tension)		<u>100</u>	<u>102</u>	<u>103</u>	<u>99</u>	<u>108</u>	<u>115</u>	<u>...</u>

Source : Banque mondiale, The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

Note : Du fait qu'ils se fondent sur les enquêtes que l'INSRE effectue à intervalles réguliers auprès des grandes entreprises, ces indices ne portent pas nécessairement sur l'ensemble de chaque branche ou sous-secteur.

C. Emploi

Sur les 5 millions de personnes que compte la population active totale, 4,4 millions sont employées dans l'agriculture, soit environ 88 %. Entre 1980 et 1984, ce chiffre a baissé d'environ 0,36 %, mais la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 28,4 % à 33,2 %. L'industrie emploie 135 000 personnes, soit environ 2,7 % de la population active totale. Malgré une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, le chômage et le sous-emploi sont considérables dans ce secteur.

D. Plans et politiques de développement récents

Madagascar a adopté une stratégie de développement à long terme, divisée en trois phases, qui s'étend jusqu'à l'an 2000. La première phase (1978-1984) devait jeter les bases du développement futur, l'accent étant mis plus particulièrement sur l'infrastructure, les industries de base, l'industrie alimentaire et l'industrie textile. La deuxième phase (1985-1992) devrait permettre de développer et de diversifier les activités et de créer des emplois. Placée sous le signe de la croissance et de l'expansion, la phase finale (1993-2000) devrait aboutir à une intensification de l'industrialisation, à l'élévation des niveaux de vie et au plein emploi. L'application de cette stratégie sera dans une large mesure fonction des ressources financières extérieures qu'il sera possible d'obtenir, notamment pour les projets concernant le secteur manufacturier, mais elle sera aussi fonction d'une optique plus cohérente et plus efficace de la part des organismes publics intéressés.

Depuis 1983, le secteur privé est davantage encouragé et les pouvoirs publics favorisent les activités industrielles qui viennent appuyer l'agriculture. Ils révisent actuellement le code des investissements industriels pour attirer davantage les capitaux étrangers et ils accordent désormais une attention accrue à l'agriculture. Alors que l'on ne s'était guère préoccupé de l'agriculture jusqu'à la fin des années 70, l'un des buts principaux est désormais d'encourager l'agriculture à fournir des apports aux industries de transformation (sans la détourner de sa vocation vivrière). Jusqu'à maintenant, les planificateurs ne se sont guère intéressés au secteur marin.

Une part très élevée des dépenses publiques a été consacrée aux services sociaux (santé et éducation notamment) et à l'administration publique, secteurs qui ont absorbé au total 120,9 milliards de francs malgaches en 1984, soit plus de 80 % du total desdites dépenses. La balance des paiements de Madagascar

a été négative pendant plusieurs années. Le déficit au titre des opérations courantes, qui était de 599 millions de dollars E.-U. en 1980, a été ramené à 256 millions de dollars E.-U. en 1985 (voir le tableau A-11).

La hausse du prix du café sur le marché mondial et le fléchissement du prix du pétrole ont amélioré les perspectives économiques à court terme. Les perspectives pour le reste de la Décennie et au-delà seront essentiellement fonction de l'aptitude du gouvernement à ajuster la machine économique. Pour atteindre un taux de croissance économique satisfaisant et rééquilibrer progressivement la balance des paiements, il faudrait que les investissements soient plus efficaces, en particulier dans le secteur public, que l'épargne intérieure augmente et que les exportations s'accroissent rapidement. Dans une étude récente^{24/}, la Banque mondiale conclut que Madagascar peut effectivement espérer mettre fin à la baisse du revenu par habitant et parvenir à se développer réellement, malgré les difficultés actuelles de sa balance des paiements, si les donateurs et les créanciers extérieurs appuient l'action menée dans le pays pour réformer l'économie. L'établissement du budget de l'Etat et la surveillance des ressources de trésorerie et des dépenses publiques sont un domaine où des améliorations sont essentielles.

E. Dans quelle mesure les ressources marines peuvent-elles être mieux utilisées ?

Accroître la production alimentaire destinée à la consommation locale est une nécessité évidente pour Madagascar. L'un des moyens d'y parvenir serait de renforcer le secteur de la pêche artisanale^{25/}. On pourrait aussi diversifier l'industrie de la pêche en faisant porter les efforts sur les espèces actuellement sous-exploitées comme le thon^{26/}. En vue d'accroître la consommation de protéines, on pourrait encore envisager de lancer un programme intensif d'aquaculture ou de mariculture, en se fondant dans un premier temps sur l'expérience d'autres pays en développement. Accroître la production d'origine marine pourrait

^{24/} Banque mondiale : The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986, p. viii.

^{25/} Voir, par exemple, Guyardeau, E., et Prado, J., Rapport sur le développement de la pêche artisanale, rapport du PNUD, 1982, ou Ralison, A. et Aubray, R., Rapport sur les directives pour un programme général de développement des pêches maritimes malgaches, rapport du PNUD, décembre 1982.

^{26/} Voir PNUD, Projet de prospection des ressources pélagiques, DP/MAR/77/009, et PNUD, Developpement des pêches maritimes : Madagascar, conclusion et recommandations, EI-DP/MAR/80/008, qui sont particulièrement intéressants à cet égard.

aussi permettre d'approvisionner les industries nationales en facteurs de production et de réduire ainsi leur dépendance à l'égard de facteurs de production importés.

Etablir un inventaire détaillé des ressources marines, en particulier au large, est une autre tâche tout aussi importante qui attend le gouvernement. A l'heure actuelle, ces ressources sont mal connues^{27/} et on pourrait recourir à la télédétection par satellite pour les inventorier. Bien qu'un grand nombre de ressources soient encore inexploitées, la surexploitation des ressources terrestres connues (les forêts par exemple), se solde déjà par de graves problèmes et devrait inciter à faire montre de plus de prudence pour l'exploitation des ressources marines.

Etant donné les difficultés de transport à l'intérieur du pays, il faudrait s'efforcer tout particulièrement d'améliorer les communications côtières. Les transports maritimes sont importants dans l'économie du pays : en 1978, environ 33 % du fret maritime total a été acheminé par cabotage. Le canal de Pangalanes, qui n'est pratiquement plus emprunté et qui est en très mauvais état, pourrait aider à améliorer les transports sur la côte orientale. On pourrait aussi s'en servir à d'autres fins : c'est ainsi que les tronçons inutilisés peuvent offrir un habitat excellent à la faune ou servir de bassins artificiels pour le développement de l'aquaculture. Afin d'accroître les recettes provenant des transports maritimes, le gouvernement a décidé en 1984 de faire du pavillon malgache un "pavillon de complaisance".

Les ressources marines du pays pourraient être exploitées de façon plus intensive à des fins industrielles, notamment pour produire du ciment^{28/}, du sel et des produits chimiques connexes. Madagascar pourrait aussi entreprendre

^{27/} Le colloque sur les ressources marines a représenté un pas important en avant dans cette voie. Voir Connaissance et mise en valeur des ressources biologiques aquatiques à Madagascar, 19 décembre 1984-19 janvier 1985, Centre d'information, Mission française de coopération, Antananarivo.

^{28/} Plusieurs études ont été consacrées à la question de l'amélioration de la production de ciment, parmi lesquelles il convient de citer Horvath, Kostein et Mikula, Cement Plant in Ambania, Madagascar : Feasibility Study, ONUDI, Vienne SI/MAG/82/801, 1983. Diverses méthodes de mise en valeur des ressources côtières pourraient ainsi être étudiées de façon plus approfondie.

de développer sa propre production de sel^{29/}. Enfin, on pourrait envisager de développer le tourisme dans les régions côtières, ce qui aurait aussi une incidence sur d'autres secteurs (bâtiment, production de fruits de mer à l'intention des touristes).

Dans les centres côtiers, les produits sodés comme la soude caustique offrent certaines possibilités dont il faudrait s'efforcer tout spécialement de tirer parti.

Les perspectives ouvertes à d'autres industries fondées sur l'exploitation des ressources marines peuvent être examinées dans le cadre des possibilités industrielles évoquées au chapitre VII.

^{29/} Voir, par exemple, Mannar, M.G.V., Guidelines for the Establishment of Solar Salt Facilities from Seawater, Underground Brines and Salted Lakes, ONUDI, UNIDO/IS.330, Vienne, 1982.

IV. MALDIVES

A. Evolution socio-économique

La République des Maldives, archipel composé de 1 201 petites îles d'une surface totale de 298 km², qui s'étend sur plus de 820 km dans une direction nord-sud, est située à quelque 650 km au sud-ouest de Sri Lanka et de l'Inde du Sud. Avec plus de 500 habitants au km², les Maldives sont très peuplées. Classées parmi les pays les plus pauvres du monde, elles ont un PIB par habitant inférieur à 350 dollars. Elles ne possèdent que peu de ressources naturelles d'origine terrestre et leur économie est largement tributaire du tourisme et de la pêche (voir le tableau IV.1). Le secteur moderne s'est surtout développé dans la capitale (Malé) ou à proximité de celle-ci.

Bien qu'elles soient rangées parmi les pays les moins avancés, les Maldives ont obtenu des résultats économiques notables, surtout au cours des cinq dernières années. Entre 1980 et 1983, elles ont connu une forte croissance économique stimulée par le développement rapide de la pêche et du tourisme ainsi que par l'accélération des investissements en infrastructure du secteur public. En termes réels, le PIB a augmenté de 12 % par an et le PIB par habitant de près de 10 % au cours de cette période. Depuis les années 1978 à 1980, l'emploi total a progressé de près de 3,5 % par an, à la même allure que la population active.

B. Structure économique : ressources et industries manufacturières

Pêche

Même si le tourisme fournit actuellement presque deux fois autant de recettes en devises, la pêche demeure le principal pivot de l'économie maldivienne. Quelque 30 000 personnes, qui représentent 44 % de la population active pourvue d'un emploi, travaillent comme pêcheurs ou dans des activités apparentées (séchage, salage ou mise en conserve de poisson), ainsi que dans la construction ou l'entretien des bateaux.

Au début des années 70, les Maldives avaient progressivement perdu le principal débouché (Sri Lanka) de thon (principale prise) séché, salé ou fumé, Sri Lanka étant obligée de réduire ses importations de denrées alimentaires, faute de devises. Elles ont réagi à cette évolution en invitant des entreprises étrangères à venir collecter du poisson frais pour le congeler et l'exporter vers d'autres marchés. Au cours de cette même période les Maldives ont également amorcé la mécanisation de leurs flotilles de pêche, afin de mieux approvisionner les navires collecteurs étrangers.

Tableau IV.1

PIB par secteur d'origine, 1980-1983
(millions de Rf, aux prix du marché de 1982)

	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut	374,2	417,6	444,7	461,9
Secteur primaire ^{a/}	134,3	145,3	129,2	137,2
dont : pêche	82,3	84,0	69,4	81,4
Secteur secondaire ^{b/}	52,3	55,6	54,3	52,0
dont : bâtiment	39,6	29,6	32,8	31,3
Secteur tertiaire	187,6	226,7	261,2	272,7
dont : transports	26,4	50,7	44,7	42,1
tourisme	39,4	52,4	62,1	64,4
commerce	44,0	44,3	54,7	49,7
administrations publiques	44,9	46,0	60,4	69,5
divers	32,9	33,3	39,3	47,0

Source : FMI, Maldives: Recent Economic Development, Washington, D.C., SM/85/11, janvier 1985, p.3.

a/ Agriculture, pêche, extraction de coraux et de sable.

b/ Bâtiment, industries manufacturières et électricité.

Entre 1978 et 1981, les exportations de poisson ont progressé à un taux annuel moyen de 7 % en volume, et de 25,5% en valeur. Après avoir brièvement fléchi au début des années 80, les exportations de poisson ont presque retrouvé en 1984 leur volume estimatif de 1981, alors que leur valeur avait progressé de 36 % (voir le tableau A-17). Le gouvernement négocie les prix à l'exportation avec les entreprises collectrices étrangères. L'existence sur le marché mondial d'importants stocks a fait tomber le prix du thon congelé de 450 dollars la tonne en 1981 à 270 dollars la tonne en 1982. Toujours en 1982, l'une des sociétés collectrices étrangères (qui avait assuré plus de 30 % des exportations maldiviennes et exploité la seule conserverie située dans l'une des petites îles) s'est retirée des Maldives et le gouvernement a dû intervenir pour assurer le fonctionnement de la conserverie. Celle-ci travaille actuellement à plein rendement et doit refuser des clients potentiels. Sa capacité doit être portée à 25 tonnes d'ici deux ans et il faudra créer une autre conserverie d'une capacité de 20 à 30 tonnes.

Toutefois, même avant l'effondrement des cours du thon en 1982, le secteur de la pêche devait faire face à des problèmes sérieux dus notamment à la rareté des appâts vivants, au manque d'aides à la navigation (qui empêche les embarcations de s'éloigner des zones connues), à la pénurie de mazout, à la hausse du prix de ce carburant et à la capacité insuffisante des moyens de collecte en mer. Selon les estimations de la Banque mondiale^{30/}, ces problèmes ont eu pour conséquence la perte de près de 12 500 tonnes de prises potentielles (près de 35 % des captures annuelles), de recettes potentielles d'exportation évaluées à 5 millions de dollars (soit 70 % des recettes effectives provenant des exportations de poisson) et de rémunérations annuelles évaluées à 1 000 Rf par travailleur (à rapprocher du salaire annuel effectif de 1 600 Rf).

Le poisson est le principal produit d'exportation du pays. Comme on l'a déjà indiqué, le prix à l'exportation du thon, vendu en grande partie par le State Trading Organization (STO) - organisme commercial d'Etat^{31/} - est fixé par le gouvernement. Les exportations assurées par le STO ont connu une augmentation spectaculaire en passant de 3,3 millions de dollars en 1980 à 12,5 millions de dollars en 1984. Le Japon, Sri Lanka et depuis peu les Etats-Unis d'Amérique sont les principaux partenaires commerciaux des Maldives.

Tourisme

Depuis la création, en 1981, de liaisons aériennes directes avec l'Europe, le tourisme a connu une expansion spectaculaire : au cours de la période de haute saison novembre 1981-mars 1982, le nombre de nuitées de touristes a dépassé de 60 % celui enregistré l'année précédente. Et, fait important, cet accroissement coïncidait avec le recul de l'industrie de la pêche. Entre 1980 et 1984, le nombre annuel de touristes en visite a plus que doublé, la durée moyenne du séjour passant de 8,6 jours à 10,9 jours. Les dépenses des touristes ont progressé de 9,4 millions de dollars en 1980 à 25,3 millions de dollars en 1984 (voir le tableau A-18). Le tourisme contribue désormais pour plus de 14 % à la formation du PIB, et exerce des effets multiplicateurs considérables sur l'économie maldivienne dans son ensemble et surtout les secteurs du bâtiment et des services.

^{30/} Banque mondiale, The Maldives: An Updating Economic Memorandum, Washington, D.C., BIRD, rapport No 4445-Mal, 1983, p. 9.

^{31/} Le STO qui relève du Ministère du commerce et de l'industrie joue un rôle important dans l'économie. Il n'assure pas seulement le gros des exportations de poisson, mais détient aussi une participation de 51 % dans les entreprises de confection de vêtements. Il distribue la plupart des denrées alimentaires du pays - riz, sucre et farine de blé.

Par ailleurs, les emplois liés au tourisme ont favorisé le développement des compétences dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, dans celui du bâtiment et des constructions mécaniques. Les salaires dans le secteur sont plus élevés que ceux pratiqués dans l'industrie de la pêche ou l'agriculture.

Agriculture

L'agriculture et les activités qui s'y rattachent (par exemple, le ramassage de bois rond et de bois de feu) contribuent pour 10 % environ à la formation du PIB et à l'emploi. La production agricole provient le plus souvent de très petites exploitations. La superficie totale des terres cultivables aux Maldives n'est que de 2 800 hectares, ce qui, joint à la médiocrité des sols, et à l'insuffisance des services de vulgarisation et des moyens de transport, entrave l'expansion de l'agriculture. On n'en entrevoit pas moins des possibilités d'améliorer les opérations culturales, en ce qui concerne surtout le cocotier. Le gouvernement a proclamé l'année 1983 Année agricole nationale au cours de laquelle on a planté quelque 100 000 cocotiers, 40 000 arbres fruitiers et 300 000 feuillus.

Transports maritimes

La Société Maldives Shipping Ltd. (MSL), compagnie de transports maritimes appartenant à l'Etat, offre des emplois aux ressortissants maldiviens (70 % des équipages) et contribué également par ses profits aux recettes publiques (1,4 million de dollars en 1981). Depuis 1980, la compagnie rencontre cependant de sérieux problèmes d'exploitation qui sont essentiellement dus à la récession mondiale, à la baisse des taux de fret et à la fermeture de certaines routes de navigation^{32/}. Le nombre de navires faisant escale au port économiquement important de Malé a baissé considérablement entre 1976 et 1981, mais le volume total des marchandises est passé de 27 900 tonnes à 76 700 tonnes (voir le tableau A-19).

Industries manufacturières

Jusqu'au début des années 80, l'activité du secteur manufacturier maldivien, qui produisait surtout des articles d'habillement, des meubles, des boissons non alcooliques, du pain, des bateaux de pêche et des articles d'artisanat était

^{32/} FMI, Maldives; Recent Economic Development, Washington, D.C., (SM/85/11), 1985, p. 10.

presque exclusivement orientée sur le marché intérieur. Ces activités contribuaient pour 3 % à la formation du PIB. Le secteur manufacturier maldivien se compose essentiellement de petites unités de type artisanal.

Le pays ayant commencé en 1981 à développer l'industrie des articles d'habillement, la part du secteur manufacturier dans le PIB s'est élevée à 4,5 % en 1983. A présent la quasi-totalité des textiles (costumes, chemises et corsages en coton) est exportée vers les Etats-Unis d'Amérique. La fabrication de chandails tricotés en laine, produit important, a été quelque peu limitée par les restrictions contingentaires imposées par les Etats-Unis. En 1982, les Maldives en produisait 64 000 douzaines alors que le contingent annuel américain était fixé à 26 000 douzaines avant d'être porté à 150 000 douzaines pour une période de trois ans se terminant en 1985. Afin de réduire autant que possible les effets de ce contingentement, les fabricants de chandails ont diversifié la production en utilisant d'autres matériaux, et notamment du coton et des textiles synthétiques. En 1983, les exportations de textiles représentaient 46 % de l'ensemble des exportations maldiviennes évaluées à 6,2 millions de dollars. Leur contribution nette à la balance des paiements était cependant moins importante, à cause de la forte composante de produits importés. Selon les estimations, le secteur occupe 22 % de la population en âge de travailler.

C. Emploi

La pêche continue à être la principale activité professionnelle aux Maldives, et emploie 44 % de la main-d'oeuvre (contre 45,4 % en 1978). Elle est suivie des industries manufacturières et du bâtiment, qui représentent 26,9 % de la main-d'oeuvre (à peu près autant qu'en 1978). Les effectifs du secteur public (des administrations) se sont élevés à 7,4 % du total en 1980, contre 5,9 % en 1978. Dans l'industrie du tourisme, l'emploi a connu l'augmentation la plus rapide en passant de 0,7 % de la main-d'oeuvre totale en 1978 à 3 % en 1980 (voir le tableau A-20), et en provoquant une migration de main-d'oeuvre des zones de pêche vers la capitale, Malé. Dans l'île principale de Malé, le chômage est plus important que dans le reste du pays. En 1977, le taux de chômage était de 15,3 % sur l'île principale et de 3,7 % dans l'ensemble des autres atolls (ce dernier pourcentage masque peut-être du chômage et du sous-emploi non enregistrés). Le taux national de chômage est de 5,8 %.

D. Plans et politiques de développement récents

Créé en 1982, le Ministère du développement et du plan est chargé d'établir des plans de développement à moyen terme pour les Maldives. Comme on l'a déjà indiqué, l'action gouvernementale se concentre sur la pêche et le tourisme. Les principaux objectifs du Plan de développement national 1985-1987 sont les suivants :

- Améliorer le niveau de vie de la population;
- Réduire le déséquilibre entre les régions en ce qui concerne leur situation économique en atténuant ainsi aussi le surpeuplement de Malé;
- Réduire la dépendance à l'égard de l'aide étrangère.

La stratégie d'industrialisation a pour principal but la promotion des exportations, le remplacement des importations étant un objectif secondaire.

Les dépenses publiques sont largement concentrées sur les services publics et sociaux. En 1984, les services publics (administrations publiques et sécurité) et les services sociaux sont entrés pour 80 % dans les dépenses publiques totales. Les dépenses relatives aux services économiques se sont élevées en 1984 à 11 millions de rufiyaa (Rf) (9,8 % du total) contre 4,5 millions de Rf en 1980 (voir le tableau A-21).

E. Perspectives d'utilisation plus rationnelle des ressources de la mer

La réalisation de l'objectif double que le gouvernement s'est fixé, - assurer à la fois une croissance économique rapide et le développement équilibré des différentes îles - dépendra en partie de l'ouverture de nouvelles zones au tourisme et d'une utilisation plus rationnelle des ressources marines, surtout celles des îles plus éloignées.

Les Maldives prennent dès maintenant des mesures énergiques et judicieuses pour valoriser ces ressources. La fabrication de produits chimiques à partir de sel marin offre des perspectives intéressantes. Des programmes destinés à résoudre certains problèmes en matière de distribution de carburant, de stockage, de congélation et de collecte de poisson et d'aides à la navigation sont également mis en chantier^{33/}. Comme on l'a déjà indiqué, la capacité des

^{33/} Ces projets bénéficient de l'assistance d'un certain nombre d'institutions, dont le Fonds de l'OPEP, le FADI, le Fonds koweïtien et l'IDA. Un projet pour l'exploitation de ressources halieutiques des Maldives, qui est orienté vers les atolls du sud, et le deuxième projet IDA concernant les pêcheries, qui intéresse la partie nord du pays, sont les deux principaux projets pour le développement de la pêche. Les Maldives auraient intérêt à se familiariser avec les mesures prises par d'autres pays en matière de transformation du thon. Voir, par exemple, OMUDI, Feasibility Study for the Establishment of an Integrated Tuna Fish Processing Industry: Mauritius, par Promoêche, Contrat 69/4.

conserveries de poisson pourrait être augmenté. Une fois menés à bien, ces projets permettront fort probablement d'accroître les exportations, d'obtenir des recettes en devises supplémentaires, de majorer les salaires des pêcheurs et d'améliorer d'une manière générale la situation des collectivités vivant de la pêche, dont la majorité est établie dans des îles périphériques. Une contribution majeure à l'action en faveur du développement pourrait être ainsi faite.

Un certain nombre de problèmes devront être surmontés. Tout d'abord, il y a peu de données exactes sur les stocks halieutiques des Maldives. Il faut entreprendre d'urgence une évaluation des stocks ainsi qu'une étude globale des ressources. A l'heure actuelle, la pêche se pratique surtout dans les eaux superficielles du bassin délimité par les atolls et dans un rayon de 25 km des côtes, ce qui laisse de vastes zones inexploitées. Même si la pêche dans ces dernières zones exigera sans doute des investissements importants, les pêcheurs peuvent adopter des techniques qui leur permettent de pêcher dans des eaux plus profondes à l'intérieur de la zone de 25 km. Dans cette zone, on a recensé différentes espèces dont le barracuda, les vivaneaux, la langouste et le thazard-batard. Pour finir, la cuisine maldivienne utilise plus volontiers le thon que les poissons de récif plus riches en protéines. Il faudra prendre certaines mesures pour faire accepter ces espèces et les produits correspondants et modifier ainsi les préférences actuelles.

Les Maldives ont mis à l'essai des engins exerçant un effet d'attraction sur les poissons et les résultats obtenus jusqu'à présent sont prometteurs. Le prix de ces engins est modeste (10 000 Rf). L'expérience montre que les migrateurs (le thon par exemple) se regroupent près des engins flottants, ce qui permet aux pêcheurs d'économiser leur temps lorsqu'ils recherchent le stock et leur carburant lorsqu'ils se rendent à pied d'oeuvre. Il faut un complément d'aide pour l'adoption de ces engins et des appareils nouveaux ou modernisés pour la pêche traditionnelle qui est à forte intensité de main-d'oeuvre.

Aux Maldives, les pêcheurs éprouvent de plus en plus de difficulté à se procurer des appâts, ce qui leur cause des pertes de temps importantes. En plus d'élever les poissons servant d'appât, les Maldives pourraient envisager un certain nombre d'activités relevant de l'aquaculture ou de la mariculture pour élever des espèces comme les moules, les huîtres ou les langoustes.

Aux Maldives, on utilise traditionnellement les calcaires de coraux comme matériau de construction, mais l'extraction des coraux détruit l'habitat des poissons utilisés comme appât. Même si l'extraction de coraux offre aux Maldives

une formule de développement viable et qu'elle a de l'importance pour l'industrie du bâtiment, il faudra prendre les mesures voulues pour préserver de la destruction certains habitats marins, surtout dans les régions les plus peuplées du pays. Utilisé convenablement, le sable pourrait aussi servir à améliorer quelques-unes des grandes routes de l'île principale, dont aucune n'est actuellement revêtue. Des opérations de prospection pétrolière limitées ont été exécutées et les résultats indiquent que les forages ne seraient guère rentables.

Les Maldives pourraient collaborer davantage avec des programmes régionaux en cours, tels que le projet FAO pour l'océan Indien^{34/}. Les moyens d'accroître les ventes de poissons exotiques et autres en Europe pourraient être examinés^{35/}. Il faut installer de nouveaux chantiers de réparation des bateaux de pêche dans les très petites îles périphériques et moderniser les chantiers de réparation existants. Organiser la formation complémentaire de mécaniciens est très nécessaire^{36/}. Pour finir, eu égard à l'importance et au potentiel du tourisme, les Maldives pourraient, à l'instar des Seychelles, produire à partir des ressources locales un plus grand nombre d'articles d'artisanat pour les vendre aux touristes.

Les perspectives des autres industries transformatrices de ressources marines pourront être examinées dans le cadre des possibilités industrielles esquissées au chapitre VII.

^{34/} Le programme devrait être élargi pour que les Maldives puissent y participer. Voir FAO, Indian Ocean Fishery Commission: A Plan for Fishery Development in the Indian Ocean Region, (IOEC/DEV/71/1), 1971.

^{35/} Pour des exemples intéressants d'autres pays les moins avancés, voir Organisation de l'aviation civile internationale, A Review of the Trade in Fish Transported by Air from Selected African Countries, Projet PNUD/OACI (RAF/74/021).

^{36/} Des projets analogues exécutés aux Seychelles pourraient servir d'exemple. Voir B.K. Mazarkiewicz, Seychelles: Establishment of a New Boatyard, Boat Maintenance Complex on the Island of Praslin, A Technical Report, ONUDI, UNIDO/IO/R.47, 1983, ou B.J. Taracki, Establishment and Operation of a Boatyard and Boat Maintenance Complex, ONUDI, UNIDO/IO/R.46, 1983.

V. MAURICE

A. Evolution socio-économique

Maurice est située à 800 kilomètres à l'est de Madagascar. Avec des terres d'une superficie totale de seulement 1 960 km² (compte tenu de quelques petites îles), Maurice contrôle, par le biais de sa zone économique exclusive (ZEE) près de 1,2 million de km² et est donc bien placé pour utiliser d'une manière plus rationnelle ses ressources côtières et marines.

Plus de 95 % de la population mauricienne (1 002 000 habitants) vivent dans l'île principale, ce qui en fait l'un des pays les plus peuplés du monde (plus de 600 habitants au kilomètre carré). Le PIB par habitant de Maurice a été de 11 177 roupies (Rs) en 1984, soit presque deux fois autant qu'en 1979 - 6 359 Rs (voir le tableau A-23). Le taux de croissance économique se ressent des fluctuations erratiques de la production et du cours du sucre, principal produit d'exportation. Le PIB total par exemple a baissé de 10 % en 1980 (en termes réels), pour se redresser de 6 % au cours des deux années suivantes, et connaître une progression plus faible en 1983.

Maurice possède une infrastructure matérielle et sociale bien développée. La création, en 1970, d'une zone franche industrielle a contribué à la diversification de l'économie mauricienne.

B. Structure économique : ressources et industries manufacturières

Agriculture

L'agriculture continue à jouer un rôle crucial pour l'économie mauricienne. Toutefois, même si la contribution de l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) au PIB est passée de 1 milliard 224 millions de Rs en 1979 à 1 milliard 415 millions de Rs en 1983 (voir le tableau V.1), sa part relative tombait au cours de la même période de 18,7 % du PIB à 13,2 %. Par ailleurs, l'emploi dans ce secteur a fléchi en passant de presque 60 % de la main-d'oeuvre totale en 1976 à 52,4 % en 1983.

Bien que Maurice produise une multiplicité de produits alimentaires d'origine végétale ou animale, elle couvre seulement une partie de ses besoins en la matière. Comme par le passé, le sucre est le premier produit du secteur agricole mauricien. Il représente 60 % des exportations de marchandises et les droits de sortie qui le frappent représentent 15 % des recettes publiques.

Tableau V.1

Produit intérieur brut par secteur d'origine, 1979-1984
(millions de Rs/parts en pourcentage)

	1979		1980		1981		1982		1983		1984
PIB (aux prix courants)	5 879		7 191		7 890		9 245		10 429		11.200*
(au coût des facteurs)	6 540		7 389		8 765		10 050		10 650		n.a.
Agriculture, sylviculture, pêche	1 224	18,7	914	12,3	1 257	14,3	1 510	15,0	1 415	13,2	...
Sucre	953	14,5	598	8,0	899	10,1	1 140	11,3	1 010	9,4	...
Industries extractives	12	0,1	15	0,2	16	0,1	18	0,1	19	0,1	...
Industries manufacturières	972	14,8	1 127	15,2	1 377	15,7	1 620	16,1	1 735	16,2	...
Sucre	276	4,2	178	2,4	251	2,8	313	3,1	290	2,7	...
Zone franche industrielle	223	3,4	321	4,3	421	4,8	470	4,6	520	5,8	...
Electricité, gaz	161	2,4	209	2,8	188	2,1	255	2,5	270	2,5	...
Bâtiment	552	8,4	561	7,5	588	6,7	625	6,2	656	6,1	...
Commerce de gros et de détail	779	11,9	1 050	14,2	1 219	13,9	1 290	12,8	1 410	13,2	...
Transports	653	9,9	837	11,3	1 012	11,5	1 112	11,0	1 210	11,3	...
Finances et services divers	1 045	15,9	1 309	17,7	1 517	17,3	1 775	17,6	1 945	18,2	...
Services des administrations publiques	793	12,1	952	12,8	1 104	12,5	1 280	12,7	1 375	12,9	...
Autres services des communautés ou administrations	349	5,3	415	5,6	487	5,5	565	5,6	615	5,7	...

Source : Fonds monétaire international, Mauritius: Recent Economic Developments, Washington, D.C., FMI, 1984, SM/84/213, p.4; et Bureau central de statistique, Gouvernement mauricien, Bi-Annual Digest of Statistics, Rose Hill: CSO, 1984, p. 66.

* Données communiquées par le FMI.

Plus de 45 % de la superficie de l'île (et plus de 90 % de celle des terres cultivées) sont plantés de canne à sucre. Au cours des 10 dernières années, le cours du sucre a connu des fluctuations abruptes et il se trouve actuellement à un niveau bien en deçà de celui des années 1974-1975 et 1980. En léger fléchissement depuis la fin des années 70, la production est tombée de 6,3 millions de tonnes en 1979 à 5,2 millions de tonnes en 1983. Les grandes plantations de canne à sucre de Maurice ont amorcé une tentative de diversification, notamment vers l'aquaculture d'espèces marines.

Pêche

La pêche occupe une place importante dans l'économie, même si son importance pour l'approvisionnement en denrées alimentaires baisse depuis le milieu des années 70. Si le poisson représentait, par exemple en 1975 54,5 % de la production alimentaire totale de Maurice, sa part dans la consommation alimentaire totale n'était plus que de 19,1 % en 1980. La consommation de poisson a diminué par rapport à celle d'autres denrées alimentaires, mais Maurice n'en a pas moins dû augmenter les importations de poisson, dans la mesure où les captures nominales tombaient de 7 038 tonnes en 1975 à 5 344 tonnes en 1980 (voir le tableau A-24).

Quelque 2 500 personnes déclarent être régulièrement occupées dans l'industrie de la pêche artisanale, mais le nombre de personnes exerçant ce métier au jour le jour est probablement inférieur à 2 000. Sur ce chiffre, 500 environ sont membres de coopératives que le gouvernement a constitué pour les faire bénéficier d'une assistance sélective. Ces dernières années, le secteur a été caractérisé par des fluctuations et des maladies du stock, des conditions météorologiques défavorables, l'emploi de méthodes de pêche inadaptées et une hausse du prix du carburant, de l'entretien des bateaux, des engins et appareils de pêche.

Tourisme

Depuis le milieu des années 70, le tourisme a connu une progression constante, à l'exception de deux années de léger fléchissement, le nombre des arrivées passant de 102 500 par an en 1977 à 147 000 en 1985. La croissance s'est ralentie en 1985, mais les recettes obtenues au cours de cette année n'en dépassaient pas moins de 35 % celles de 1984. En chiffres absolus, les recettes provenant du tourisme sont passées de 184 millions de roupies en 1976 à 850 millions de roupies (chiffres estimatifs) en 1985 (voir le tableau A-25).

Industries manufacturières

Les industries manufacturières constituent désormais un secteur important de l'économie mauricienne, surtout depuis que le gouvernement a créé en 1970 une zone franche industrielle située à proximité de Port-Louis. Elles contribuent à présent pour 15 % à la formation du PIB (voir le tableau V.1), contre moins de 10 % en 1976. Elles occupent aussi 20 % de la main-d'oeuvre employée dans le secteur structuré et fournissent plus de 30 % des exportations de marchandises. Les textiles entrent pour un tiers dans la valeur ajoutée manufacturière, les produits alimentaires et les boissons pour un cinquième. Les déchets provenant de la production de sucre servent à produire de l'électricité, mais à brève échéance, l'industrie du sucre n'offre, semble-t-il, que des possibilités relativement restreintes de diversifier les activités manufacturières.

Les entreprises implantées dans la zone franche industrielle relèvent des secteurs suivants : textiles, électronique, conserverie de poisson, lunetterie, horlogerie et taille des diamants. Les textiles, suivis de l'électronique, constituent la filière la plus importante et la bonneterie, industrie quasiment inexistante au début des années 70, se classe désormais parmi les premiers producteurs dans le monde. La filière textile est aussi, et de loin, le principal employeur. Le nombre d'entreprises textiles dans la zone franche industrielle a lui aussi augmenté en passant de 42 en 1976 à 117 en 1984. Quant aux autres entreprises, principalement de l'industrie électronique, leur nombre a progressé de 43 en 1976 à 77 en 1984 (voir le tableau V.2). Les entreprises appartiennent en général à des propriétaires mauriciens, ce qui montre l'importance des investissements provenant de l'industrie du sucre et du secteur commercial.

En termes réels, la zone franche industrielle a connu au cours des années 70, une expansion annuelle de 15 % qui allait s'affaiblir au début des années 80 (+ 13 %). En 1982, année marquée par la récession internationale et les progrès du protectionnisme dans le monde, la croissance, en termes réels, de la zone s'est quasiment arrêtée. En 1983, la valeur ajoutée a de nouveau progressé de 4 % et les exportations de la zone ont augmenté en 1984 et en 1985. Des investissements en provenance du Moyen-Orient et de Hong-kong ont permis en 1984 de créer 50 000 emplois supplémentaires. Une nouvelle filature de coton doit être implantée dans la zone, où elle constitue un exemple jusqu'à présent inédit d'intégration verticale. Les investisseurs bénéficient dans la zone d'un

ensemble attrayant de mesures incitatives fiscales : exemption totale pendant dix ans du revenu des personnes morales, exemption pendant cinq ans des dividendes, dégrèvements d'impôt accordés aux techniciens étrangers, rapatriement libre des profits, etc.

Tableau V.2

Activités de la zone franche industrielle,
1976 et 1980 à 1984

	1976	1980	1981	1982	1983	1984
<u>Nombre d'entreprises :</u>	<u>85</u>	<u>101</u>	<u>107</u>	<u>115</u>	<u>146</u>	<u>153</u>
Textiles	42	47	52	58	74	77
Autres	43	54	55	57	74	77
<u>Nombre de salariés :</u>	<u>17 403</u>	<u>21 642</u>	<u>23 601</u>	<u>23 870</u>	<u>25 526</u>	<u>28 954</u>
Textiles	12 392	17 226	20 281	20 155	21 055	23 896
Autres	5 011	4 416	3 320	3 715	4 481	5 058

Source : Fonds monétaire international, Mauritius: Recent Economic Developments, Washington, D.C., 1984, SM/84/213, p. 16.

C. Emploi

Les effectifs de la population active sont passés de 52 % de la population totale en 1962 à 56 % en 1972. La plupart des travailleurs sont employés dans les services collectifs ou sociaux, dont les effectifs ont dépassé dès 1971 le nombre des emplois agricoles (voir le tableau A-26). Avec 36 900 personnes occupées en 1983, les industries manufacturières se classent au troisième rang des secteurs en ce qui concerne l'emploi. Dans la seule filière textile, le nombre de personnes occupées est passé de 17 403 en 1976 à 28 954 en 1984. Les femmes qui touchent des salaires moins élevés que les hommes représentent quelque 80 % des effectifs employés dans la zone franche industrielle. Les salaires et traitements les plus élevés sont payés dans le secteur des transports, des communications et des finances, suivis par le commerce de gros et de détail et les services sociaux. Les personnes employées dans l'agriculture, l'industrie extractive et le secteur manufacturier, touchent les salaires les moins élevés.

Parallèlement à l'accroissement du nombre des personnes pourvues d'un emploi à Maurice, le nombre de chômeurs enregistré a lui aussi progressé (en passant de 20 000 ou 6,8 % de la population active en 1977 à 61 000 ou 17,2 %

en 1983) : la population augmente plus vite que le nombre d'emplois rémunérés. Le chômage et le sous-emploi demeurent une sérieuse cause de préoccupations pour le gouvernement.

D. Plans et politiques de développement récents

Au cours des années 70, on a exécuté deux plans de développement à moyen terme qui faisaient une grande part à la création d'emplois dans les industries manufacturières orientées vers l'exportation et le tourisme. Les résultats du premier plan ont été relativement satisfaisants, mais l'exécution du second nécessitait de plus en plus le recours à des prêts étrangers. Un plan intérimaire de trois ans (1980-1982) mettait l'accent sur le redressement de la situation fiscale et de la balance des paiements. Un nouveau plan quinquennal ayant pour objectif la promotion d'une croissance soutenue par les exportations et le remplacement des produits alimentaires et de l'énergie importés par la production locale est en cours d'achèvement. En ce qui concerne la création d'emplois, la zone franche industrielle a été un succès, mais il faudrait peut-être à l'avenir prendre des mesures pour augmenter la part actuellement très faible (et qui tend encore à diminuer) des matières et fournitures d'origine locale dans les articles fabriqués dans la zone.

Les dépenses publiques ont progressé de 1 milliard 971 millions de Rs en 1980 à 3 milliards 222 millions de Rs en 1983. Les dépenses les plus importantes (abstraction faite du service de la dette publique et des dépenses diverses) vont au secteur de l'enseignement, des services publics, de la sécurité sociale et de la santé (voir le tableau A-28).

E. Perspectives d'utilisation plus rationnelle des ressources de la mer

La superficie des zones de pêches mauriciennes dans l'océan Indien dépasse les 40 000 km². Ces ressources sont insuffisamment exploitées et bien qu'elles aient été prospectées à plusieurs reprises, elles devront encore faire l'objet d'études complémentaires ^{37/}. Par ailleurs, même si Maurice arrivait à augmenter

^{37/} Voir J.D. Ardill, "Country Statement on the Marine Fisheries in Mauritius", in J.A. Gulland (éd.), Report of the FAO/IOPO Workshop on the Fishery Resources of the Western Indian Ocean South of the Equator, Mahé (Seychelles) : Development Report, Indian Ocean Programme, p. 54 à 62; et Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles et Ecole d'agriculture de l'Université de Maurice, Proceeding of a Seminar on Marine Fisheries Development in Mauritius, 1983. Maurice s'est récemment dotée d'un sous-comité national des pêches qui, relevant du Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles, a entrepris des études préliminaires des perspectives du secteur marin.

le volume total des captures, elle devrait encore résoudre les problèmes posés par leur commercialisation qui doit être améliorée^{38/}. On pourrait en outre envisager une coopération régionale en matière de pêche^{39/}.

Les algues qui abondent à Maurice peuvent servir à fabriquer des produits alimentaires destinés à l'homme et aux animaux, des médicaments^{40/} et des engrais. Maurice a prospecté et répertorié une partie de ses ressources en algues, mais il faudra entreprendre des études concrètes en vue de leur culture. Le pays dispose également d'un certain nombre d'espèces intéressantes de mollusques - poulpes, encornets, huîtres^{41/}, tridacmes et moules - qui pourraient être mieux utilisées. Les extraits de certaines espèces pourraient être employés à des fins pharmaceutiques. Par ailleurs, broyées, les coquilles de mollusques peuvent avoir de multiples usages tels que par exemple l'alimentation animale et l'emploi comme matériaux de construction. Les oursins, crevettes, homards, crabes, tortues et requins sont d'autres ressources de la mer susceptibles d'être valorisées. La dégradation des lagunes où vivent certaines de ces espèces est cependant inquiétante et il faut ménager les ressources naturelles sensibles lorsqu'on les exploite^{42/}.

Maurice doit importer du sel de table et des recommandations en vue de l'accroissement de la production locale ont été faites. Le sel a fait l'objet d'expériences à Maurice^{43/}. Maurice dispose d'un certain nombre de gisements

38/ Voir par exemple FAO, Fisheries Development Project: Mauritius, Marketing Fisheries Products, Rome, FAO, FI: SE/AMR/50, 1975 ou Organisation de l'aviation civile internationale, A review of the Trade in Fish Transported by Air from Selected African Countries, Projet PNUD/OACI Numéro RAF.74/021.

39/ Voir FAO, Indian Ocean Fishery Commission: A Plan for Fishery Development in the Indian Ocean Region, Rome, FAO (IOFC/DEV/71/1), 1971.

40/ Voir surtout ONUDI, Traditional Pharmacopeias Revisited: A Resume of the Goals and Philosophies Underlying UNIDO's Programmes in the Industrial Utilization of Medical and Aromatic Plants in Developing Countries, Vienne, ONUDI, UNIDO/IO.511, 1982.

41/ A présent quelques exploitants seulement élèvent l'huître locale (Crassostrea cuculata) parce qu'elle met longtemps à atteindre la taille marchande. D'autres variétés qui croissent plus vite pourraient cependant convenir à Maurice.

42/ Voir Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles et Ecole d'agriculture de l'Université de Maurice, Proceedings of a Seminar on Marine Fisheries Development in Mauritius, 1983, p.3.

43/ Voir ONUDI, Report on Analysis and Other Experiments Conducted on Mauritius Salt, par C.L. Malhotra (MAR/72/002). Voir aussi M.G.V. Mannar, Guidelines for the Establishment of Solar Salt Facilities from Seawater, Underground Brines and Salted Lakes, Vienne, ONUDI, UNIDO/IS.330, 1982.

de sable qui pourraient être valorisés. Dans l'île aux Fourneaux, il existe par exemple une grande sablière qui est actuellement inexploitée. Le sable pourrait être utilisé dans les petites verreries.

La zone franche industrielle pourrait aussi rechercher les moyens de mieux utiliser les ressources naturelles nationales, au lieu d'importer les matières ou demi-produits entrant dans les fabrications manufacturières, pour instaurer progressivement certains liens avec le secteur productif intérieur^{44/}. A plus longue échéance, Maurice pourrait implanter dans la zone franche industrielle des activités liées à la transformation de ressources minérales extraites au large des côtes, comme par exemple, les nodules polymétalliques qui existent en abondance au sud de Maurice, ou y développer les installations pour la mise en conserves de thon et d'autres ressources biologiques de la mer.

Des organismes mauriciens ont demandé qu'on engage, sur une assise régionale large, une action visant à mieux gérer et utiliser les ressources de la zone. Un nouveau groupe appelé "IBION" (Issue-Based Indian Ocean Network) s'est par exemple constitué pour faire progresser les connaissances et actions se rattachant aux problèmes existants ou nouveaux qui se posent dans la région de l'océan Indien sur le plan de la géopolitique, du développement et de l'environnement, mais il est encore prématuré de porter un jugement sur l'activité de ce groupe.

Les perspectives des autres industries exploitant des ressources marines pourront être étudiées dans le cadre des possibilités industrielles esquissées au chapitre VII.

^{44/} Voir ONUDI, Export Processing Zones in Developing Countries: UNIDO Survey Findings and Recent Developments, Vienne, ONUDI, 1982.

VI. SEYCHELLES

A. Tendances économiques et sociales

La République des Seychelles, au nord de Madagascar, est un archipel d'une superficie totale de 404 km² seulement dont les îles sont éparpillées sur environ un million de km² d'océan. Les terres cultivables sont de faible étendue et le pays n'a que peu de ressources naturelles prouvées. Sauf par la pêche artisanale, les ressources de la côte et de la haute mer ne sont guère exploitées. Des 65 000 habitants 95 % environ vivent dans l'île de Mahé, où se trouve la capitale, Victoria. Le taux d'accroissement démographique est de 2,7 % et, d'ici à la fin du siècle, on pense que les Seychelles auront plus de 80 000 habitants.

Naguère encore, la majeure partie de la population était très pauvre et les possibilités d'emploi manquaient. Toutefois, le pays est passé, en moins d'une génération, d'une économie agricole dont les échanges s'effectuaient essentiellement en circuit fermé à une économie de services. Le produit intérieur brut par habitant a augmenté d'une manière spectaculaire : en 1983, il avoisinait 7 000 roupies des Seychelles (SR), soit 1 870 dollars contre 514 dollars dix années auparavant (voir le tableau A-30). Ce PIB vient au troisième rang dans la région.

Le moteur de ce déplacement de l'économie est le rapide essor du tourisme après la construction, en 1971, de l'aéroport internationale, cinq ans environ avant l'indépendance. Les principaux éléments d'infrastructure tels que le réseau d'électricité, les routes et l'alimentation en eau ont été mis en place ou développés sur la totalité de l'île principale, Mahé, ainsi que sur bon nombre des îles plus petites excentrées. Il en est résulté, grâce à son impact sur toute l'économie, un taux d'accroissement annuel soutenu d'environ 10 % du PIB au début des années 70.

Le PIB a continué d'augmenter en termes réels de 1976, année de l'indépendance, jusqu'à 1979, mais au début des années 80 il a diminué.

B. Structure de l'économie : ressources et industries manufacturières

Agriculture et pêche

L'agriculture, jadis secteur important aux Seychelles, ne crée plus maintenant que 5 % du PIB. Si la production agricole n'a pas fortement baissé, elle est toutefois restée à peu près constante alors que l'accroissement

démographique et l'augmentation du tourisme ont fait progresser la demande de produits alimentaires. Les principales cultures sont actuellement le coprah, la cannelle et le thé. Le bétail se compose surtout de bovins et de porcins. Les plantations de cocotiers produisent essentiellement pour l'exportation du coprah, mais certains sous-produits de la noix de coco sont utilisés sur le marché intérieur. Les exportations de coprah ont augmenté régulièrement entre 1971 et 1979, puis ont baissé et les exportations de 1982 (2 176 tonnes) étaient de 37 % inférieures à celles de 1979. L'avenir de la production de coprah aux Seychelles dépend des résultats des expériences dont font l'objet les noix de coco hybrides ainsi que de la progression du prix du coprah sur le marché mondial.

Tableau VI.1

Produit intérieur brut par branche d'activité,
1978-1982 (en prix courants)
(pourcentage du total)

Secteur	1978	1979	1980	1981	1982
Agriculture	5,2	4,6	3,8	3,7	2,7
Pêche	3,0	2,5	2,9	2,5	2,7
Sylviculture	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Industries extractives	0,2	0,1	0,1	0	0
Industries manufacturières	4,8	4,8	6,3	7,7	7,8
Industries artisanales	1,3	1,3	1,1	1,1	8,1
Bâtiments et travaux publics	6,7	8,4	8,0	7,5	5,7
Transports, communications	30,7	29,2	30,8	28,0	34,1
Hôtellerie/restauration	10,3	10,9	8,6	7,3	5,9
Finances	12,1	11,8	11,7	11,9	12,5
Services publics	13,9	14,2	15,1	17,7	19,0
Droits à l'importation	10,0	10,8	11,2	11,8	13,3

Source : Gouvernement des Seychelles, Statistical Abstract 1983, p. 56.

La production des terres cultivables, dont la superficie est d'environ 205 km² seulement et qui sont en grande partie consacrées aux cocotiers, n'a pu répondre à la demande intérieure (y compris celle des touristes). La modification des habitudes alimentaires par l'abandon des produits traditionnels a aggravé les problèmes et les importations de produits alimentaires ont grimpé de 372 % entre 1972 et 1980. Le gouvernement a jugé impérieux de diversifier

les cultures et a achevé récemment la réalisation de divers programmes (notamment, en 1982, celui de "l'Année de l'agriculture") pour accroître la production vivrière et limiter les importations, en particulier pour le tourisme.

La pêche, seconde source de devises et principale source de protéines, est importante pour l'économie du pays. La pêche artisanale est l'activité traditionnelle à temps complet ou à temps partiel d'un millier de ménages. La pêche se pratique habituellement dans les eaux côtières peu profondes des bancs du plateau continental, qui s'étendent de 10 à 200 km à partir de Mahé, l'île principale. Elle se fait en partie avec des bateaux modernes et, dans le secteur artisanal, avec des embarcations munies d'un moteur hors-bord.

Bien que les prises aient diminué ces dernières années, elles dépassent la demande locale, ce qui a permis une industrie d'exportation viable. Les transports aériens et les installations frigorifiques ont stimulé les exportations vers l'Europe et dans la région, à la Réunion et à Maurice par exemple. Les recettes de ces exportations sont passées de 3,2 millions de roupies des Seychelles en 1977 à 9,5 millions en 1983. En outre, les exportations de poisson de 13 % des exportations totales en 1977 sont montées à 37,5 % en 1983 (voir le tableau A-31). Avec la création de la zone économique exclusive de 200 miles au-delà des 12 miles des eaux territoriales, les perspectives d'augmentation de la pêche halieutique et des exportations de poisson sont bonnes.

Le Gouvernement des Seychelles a créé la Seychelles Fishing Authority (antérieurement Fisheries Development Company) pour aider au développement du secteur et, partant, au renforcement de l'économie. Le gouvernement a décidé que, tant que l'industrie locale de la pêche ne sera pas en mesure d'exploiter pleinement les ressources halieutiques, il accorderait aux navires étrangers l'autorisation de pêcher dans les eaux territoriales seychelloises contre le versement de redevances de pêche. Jusqu'à présent, des accords de pêche ont été signés avec la CEE, l'Espagne, la Côte d'Ivoire et la République de Corée.

Ressources minérales

Actuellement, la production de guano est la seule activité extractive des Seychelles; toutefois, il existe du pétrole au large des côtes et le pays produit des matériaux de construction^{45/}. L'exploitation minière a été négligée dans les années 70 en raison de la montée du tourisme et la forte baisse de la production de guano s'est prolongée jusque dans les années 80 (de 40 % en 1980 et de 68 % en 1981)^{46/}.

La prospection pétrolière au large des côtes a commencé en 1977 avec l'octroi de concessions d'une superficie de 32 000 km² à trois groupes de sociétés. Amoco a procédé à des forages exploratoires en 1980-1981, dans une zone située à 125 km à l'ouest de Mahé. Bien que ces forages n'aient encore donné aucun résultat, la prospection a néanmoins confirmé l'existence de conditions favorables à la présence de gisements d'hydrocarbures. Jusqu'ici la recherche s'est limitée à la zone moins profonde du plateau continental qui ne représente qu'environ 5 % de la zone économique exclusive. Il faudra d'autres forages en eau plus profonde. De nouvelles données de prospection sont en cours d'évaluation. Les dépenses étant élevées, Amoco aura à se prononcer en 1986 sur la poursuite de la recherche.

Les Seychelles sont donc encore tributaires des importations de pétrole. Malgré le recul du tourisme et une consommation moindre de pétrole, le coût des importations s'est maintenu à 129 millions de roupies en 1982, chiffre supérieur de 44 millions de roupies aux exportations de marchandises de l'année.

Tourisme

Actuellement, l'économie des Seychelles est entraînée par le secteur des services du tourisme (notamment les transports par terre et par air, les voyages organisés, l'hôtellerie et la restauration) dont la part dans le PIB pendant

^{45/} Voir notamment Cotter, William, Seychelles: The Potential for Development of a Granite Quarrying and Processing Operation (Terminal Report), Vienne, UNIDO/DP/ID/SER.B/427/Corr.1. Etant donné l'utilisation de plus en plus grande du sable dans le bâtiment et les travaux publics, il faut se garder d'accélérer l'érosion des côtes et de menacer la stabilité des petites îles. Les activités pourraient continuer mais avec les précautions nécessaires et compte tenu des études d'impact qui sont faites.

^{46/} FMI, Seychelles - Recent Economic Developments, Washington, D.C., SM/83/176, 1983, p. 13.

la période 1978-1982 atteignait près de 40 %. Le FMI estime que, en 1980, en plus des nombreux emplois et des revenus importants créés par le tourisme (ou par les secteurs de l'économie qui lui sont rattachés), la part du tourisme dans les recettes publiques était de 25 % et les apports de devises des touristes représentaient près de 50 % de toutes les recettes au titre des biens et des services^{47/}.

L'instabilité politique des Seychelles et les augmentations importantes du prix du pétrole (et, par conséquent des transports aériens), la récession mondiale, la réévaluation de la roupie en 1981, les tarifs élevés et la longue distance depuis les principaux points de départ ont fait baisser le nombre des touristes au début des années 80 (voir le tableau A-32). Ces dernières années, ce nombre a de nouveau augmenté mais n'a pas retrouvé les niveaux de la fin de la décennie précédente.

Industries manufacturières

Le développement industriel des Seychelles a été freiné par divers facteurs, notamment par l'exiguïté du marché intérieur, la faible dotation en facteurs de production, la pénurie de main-d'oeuvre formée et les salaires élevés.

En 1982, les industries manufacturières n'ont apporté que 6,4 % du PIB et n'ont employé qu'environ 9 % des effectifs du secteur manufacturier structuré, soit 1 300 personnes. Ce secteur compte plus de 50 petites entreprises qui, pour la plupart, transforment des produits agricoles locaux en vue de l'exportation (le coprah et la cannelle par exemple), ou à la fabrication de produits de substitution des importations. Il existe aussi un petit secteur artisanal qui alimente essentiellement le marché du tourisme. A citer parmi les grandes entreprises, une brasserie, une fabrique de cigarettes, une fabrique de matière plastique, une fabrique de vêtements, des chantiers navals, des usines de meubles et des entreprises de mise en bouteille de boissons non alcoolisées et des conserveries de produits alimentaires. Le tableau VI.2 indique les volumes de la production des principaux produits en 1983 et en 1984.

C. Emploi

En 1983, 17 500 personnes étaient occupées dans le secteur structuré ou rémunéré (voir le tableau A-33). En 1983, le nombre de chômeurs enregistrés était de 6 000, dont la plupart dans les secteurs des services et des transports.

^{47/} Voir Fonds monétaire international, Seychelles - Recent Economic Development, Washington, D.C., FMI, août 1983, SM/83/176, p. 64.

Tableau VI.2

Principaux produits industriels, 1983 et 1984

	1983	1984	Unités
Boissons non alcoolisées	33 700	32 000	hectolitres
Bière	38 720	38 000	hectolitres
Cigarettes	51 600	64 900	milliers

Source : Information Department, Ministry of Education and Information.

Le chômage, qui demeure un problème grave, ne cesse d'augmenter. Le gouvernement a lancé divers programmes dont il attend une progression des possibilités d'emploi. Les personnes employées dans les secteurs public et semi-public sont encore près de deux fois aussi nombreuses que celles du secteur privé (en 1983, leur nombre dans ces deux secteurs était d'environ 11 600, contre 5 900 dans le secteur privé). Les rémunérations du secteur public sont un peu plus élevées que celles du secteur semi-public et du secteur privé.

D. Planification et politique du développement : évolution récente

La planification du développement date de 1947. Le plan de développement national le plus récent portera sur cinq ans (1985-1989). Les principaux objectifs en sont les suivants :

- Création d'emplois;
- Amélioration de la balance des paiements;
- Restauration de la croissance économique;
- Progression des exportations.

Le nouveau plan sera axé sur quatre grands secteurs : le logement, l'agriculture, le tourisme et l'industrie légère. La ventilation des dépenses est donnée au tableau A-36. Il est prévu notamment un important projet de développement portuaire (67 millions de roupies des Seychelles).

Les dépenses de l'Etat ont augmenté régulièrement au cours des cinq dernières années, passant de 327 millions de roupies en 1979 à 434 millions en 1983 (voir le tableau A-35). Pour répondre à la progression générale de la demande de la population, le gouvernement a augmenté les crédits destinés aux services sociaux (qui comprennent l'éducation, la santé, le travail,

la promotion de la jeunesse et le service national de la jeunesse), qui sont passés de 59 millions de roupies en 1979 à 163 millions en 1983. Actuellement, les dépenses publiques les plus importantes sont non plus celles de l'Administration mais celles des services sociaux. En 1983, le montant total des dépenses de la capacité de financement de l'Etat s'est élevé à 522 millions de roupies et les recettes totales de 424 millions. Le déficit de 98 millions a été comblé par des apports d'origine nationale de 60 millions de roupies et à des emprunts à l'étranger de 38 millions de roupies.

E. Perspectives d'amélioration de l'utilisation des ressources marines

L'exploitation plus rationnelle du million de kilomètres carrés d'océan et de fonds marins dont les Seychelles disposent préoccupe le gouvernement. Il estime qu'avant tout il faut identifier les réserves d'hydrocarbures et mettre en place une industrie de la pêche pour l'exploitation des réserves de thon et le traitement de diverses variétés d'espèces des fosses pélagiques, notamment^{48/}. Le gouvernement pourrait aussi s'attacher au potentiel industriel (industries pharmaceutique, de traitement des aliments, etc.) d'autres ressources marines telles que les algues, les plantes, le sel, les dépôts calcaires et les nodules de manganèse des fonds marins^{49/}.

La stratégie de gestion et de développement de la pêche vise les principaux objectifs suivants :

- Faire de Port Victoria le premier port pour la pêche au thon de l'ouest de l'océan Indien;
- Fournir les moyens nécessaires à la création d'une industrie de la pêche;
- Exploiter les possibilités du traitement du poisson pour l'exportation;
- Protéger et développer la pêche artisanale ;
- Apporter un appui pour la mise en valeur de toutes les ressources halieutiques;

^{48/} Voir FAO, Indian Ocean Fishery Commission: A Plan for Fishery Development in the Indian Ocean Region, Rome, FI:SF/AMR/5, 1971.

^{49/} Voir ONUDI, Les pharmacopées traditionnelles vues sous un angle nouveau : Aperçu des fondements et des objectifs des programmes de l'ONUDI concernant l'utilisation industrielle des plantes médicinales et aromatiques dans les pays en développement, Vienne, 1982, UNIDO/IO. 511 et Report on Analysis and Other Experiments Conducted on Mauritius Salt, par C.L. Malhotra (MAR/72/002) et Mannar, MGV, Guidelines for the Establishment of Solar Salt Facilities from Seawater, Underground Brines and Salted Lakes, Vienne, UNIDO/IS.330.

- Exploiter les possibilités de la mariculture pour répondre aux besoins locaux et se procurer des devises^{50/}.

Il se peut que le plus grand obstacle à la réalisation de ces objectifs soit le manque de données sur les ressources. Le gouvernement a chargé la Division de la technologie pour le développement du ministère du développement national de procéder au cours des cinq prochaines années à des études approfondies pour mieux connaître les possibilités réelles des ressources naturelles du pays. Ces études gagneraient toutefois à être faites conjointement avec des recherches projetées ou en cours dans la région.

Il faudra aussi améliorer les installations de radoub des Seychelles, ce qui suppose toute une gamme d'activités telles que la formation du personnel affecté aux réparations, l'amélioration du parc de machines et l'achat d'un nouvel équipement de maintenance^{51/}. En outre, le gouvernement a mis en route un vaste programme de développement portuaire ainsi qu'un projet de "transport par mer"^{52/}, principalement pour :

- Procurer les moyens et les services voulus pour le transport maritime international;
- Fournir des services de transport de marchandises et de voyageurs entre les îles;
- Contrôler le mouvement des navires à Port Victoria et dans les autres ports des Seychelles.

L'un des projets les plus intéressants (qui offre d'importantes possibilités de création d'emplois) serait la création d'entreprises artisanales utilisant davantage de ressources marines locales^{53/}. Le Gouvernement des

^{50/} République des Seychelles, National Development Plan (Plan national de développement) 1985-1989, p. 83.

^{51/} Voir Tarachi, B.J., Seychelles: Establishment and Operation of a Boatyard and Boat Maintenance Complex, Vienne, O-UNIDO/IO/R.56, 1983 et Mazarkiewics, B.K., Seychelles: Establishment of a new Boatyard, Boat Maintenance Complex on the Island of Praslin, Technical Report, Vienne, UNIDO-IDO/IO/R.47, 1983.

^{52/} République des Seychelles, National Development Plan (Plan national de développement) 1985-1989, p. 142 à 148. Il est à craindre que le projet de développement portuaire ait été réalisé sans une véritable étude d'impact et que les résultats obtenus n'entraînent une diminution des lieux de pêche due à un plus fort ensablement.

^{53/} Voir Guentner, F., Seychelles: The Processing of Shells and Other Naturally Renewable Raw Materials into Buttons and Jewellery, Vienne, UNIDO-DP/ID/SER.A/487, 1983.

Seychelles estime que les touristes dépensent en moyenne 23 roupies par jour en produits d'artisanat dont les deux tiers environ sont actuellement importés, surtout d'Extrême-Orient. L'artisanat pourrait être encouragé par le développement de la formation et de l'éducation, surtout à l'intention des jeunes. Le gouvernement a recommandé la création d'un centre national chargé de dessiner des modèles et d'incorporer dans la fabrication des produits artisanaux une forte proportion d'éléments locaux tels que coquillages, perles, carapaces de tortue et coques de noix de coco ainsi que de matières semi-précieuses d'origine marine telles que corail, quartz et cristal, que l'on peut trouver dans les îles granitiques^{54/}. Le gouvernement a en outre chargé un comité de coordination de l'artisanat de superviser le développement de l'industrie artisanale et procède actuellement à la mise en place de coopératives d'artisans. Il a demandé une assistance technique pour créer une installation de traitement de la nacre et aussi une conserverie de thon qui serait financée par la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

Les perspectives des industries utilisant les ressources marines peuvent s'étudier dans le contexte des possibilités offertes à l'industrie et décrites au chapitre VII.

^{54/} Pour pouvoir recourir à des espèces protégées, telles que les tortues pour leur carapace, il faudrait modifier certaines conventions internationales relatives à la conservation des ressources biologiques. Néanmoins, ces espèces menacées pourraient être pêchées sans risque particulier grâce à l'adoption et à l'application d'une législation stricte en matière de conservation et de gestion de ces ressources.

VII. COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'UNE UTILISATION ACCRUE
DES RESSOURCES MARINES AUX FINS DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A. Possibilités industrielles qu'offrent les ressources marines

La mer représente un réservoir de ressources minérales, végétales, biologiques et thermiques qui peuvent être exploitées à des fins industrielles. Pour les Etats insulaires, qui sont généralement défavorisés sur le plan des ressources terrestres, la pêche, les transports et la production offshore de pétrole, de gaz et de minerais offrent de vastes possibilités à leur développement industriel. En vue d'accroître l'utilisation des ressources marines aux fins du développement industriel, il est possible de lancer, dans des secteurs clefs, des projets de mise en valeur de ces ressources. Des colloques nationaux ou régionaux à l'intention des organisations internationales et gouvernementales et des organismes privés pourraient être organisés sur les thèmes ci-après, en vue d'étudier les possibilités qui s'offrent de circonscrire les projets pertinents et de frayer la voie à une coopération internationale :

- Exploitation des possibilités de développement qu'offrent la mariculture et l'aquaculture;
- Amélioration de la transformation et de la distribution commerciales du poisson ainsi que des crustacés et mollusques comestibles;
- Amélioration et perfectionnement des engins et techniques de pêche;
- Renforcement des coopératives de construction et de réparation de bateaux;
- Amélioration du traitement du sel provenant des réservoirs d'eau de mer;
- Utilisation des plantes marines aux fins de la production industrielle d'aliments, de médicaments et de produits chimiques;
- Développement de l'emploi des peaux de poisson (requin, anguille et saumon, notamment) dans l'industrie du cuir^{55/} en tant que sous-produits de la transformation du poisson;
- Promotion des petites industries utilisant des matières premières locales (et produisant, notamment, des boutons de nacre, des bijoux, des perles et des bibelots);

^{55/} Voir ONUDI (1976) : République du Cap-Vert; Utilisation des produits dérivant du requin et Note pour l'industrie de la tannerie (UNIDO/IO.39).

- Promotion de l'exploitation, de la gestion et de la sauvegarde au regard de l'environnement (les ressources des récifs de coraux aux fins de l'industrie du bâtiment (sable, gravier, pierre à chaux);
- Amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des ressources marines de la zone économique exclusive;
- Mise en valeur de nouvelles sources d'énergie océaniques.

Ces colloques pourraient déboucher sur une assistance technique et une coopération en matière d'investissements, à caractère multilatéral et bilatéral qui s'exerceraient sur le plan national et régional.

L'exploration et l'exploitation des ressources océaniques sont fonction des techniques marines. Il faudrait que les Etats insulaires renforcent leur base scientifique et technique dans le domaine des sciences de la mer de façon à pouvoir exploiter les vastes possibilités que les océans offrent à leur développement industriel.

B. Rôle de la biotechnologie marine dans l'industrie manufacturière^{56/}

Le génie génétique appliqué aux animaux et végétaux marins et estuariens aux fins de la production d'aliments, de médicaments et de produits chimiques, semble offrir des perspectives prometteuses, dans l'immédiat comme à long terme, au développement industriel fondé sur les ressources marines. Les Etats insulaires pourraient explorer les possibilités que la biotechnologie marine offre à chaque pays.

Aquaculture

Les techniques nouvelles du génie génétique permettent de pratiquer avec succès l'aquaculture de nombreuses espèces d'invertébrés. Ces techniques et celles de la biotechnologie moderne ont stimulé le développement de formes de vie marine que l'industrie manufacturière pourrait utiliser avec profit.

^{56/} Pour une étude de la biotechnologie marine et une évaluation des secteurs où ses applications seraient prometteuses, voir ONUDI, Marine Biotechnology and the Developing Countries, IS.593, 1986.

Algues

L'importance économique des algues est bien supérieure à ce que l'on pense généralement. Elles sont utilisées dans l'alimentation humaine et animale, en médecine, dans l'agriculture et dans de nombreuses industries, dont elles constituent la matière première. Ainsi, pour ne mentionner que le Japon, la culture de la porphyra (appelée aussi nori) couvre plus de 60 000 hectares et la production annuelle représente plus de 730 millions de dollars. De fait, la culture de la porphyra est à l'heure actuelle la première mariculture du Japon.

Dans l'hémisphère occidental, les algues servent surtout à produire des phycocolloïdes (agar, carragheen et alginat, notamment) dont la valeur marchande totale est de plus de 250 millions de dollars par an.

Produits pharmaceutiques d'origine marine

Les produits pharmaceutiques constituent un des exemples des applications de la biotechnologie marine. Beaucoup de produits pharmaceutiques d'origine marine ont des propriétés bactéricides, fongicides et antivirales. De nombreuses expériences poussées effectuées sur des cellules atteintes de tumeurs, sur des micro-organismes pathogènes et sur des virus ont mis en évidence une activité biologique. Un grand nombre de composés provenant de la mer agissent sur le système cardio-vasculaire et le système nerveux central. Certains animaux et végétaux marins produisent des substances qui agissent sur le système cardio-vasculaire, notamment l'histamine et les histamines nitro-méthylées des éponges. Plusieurs organismes marins fournissent des médicaments utiles; l'huile extraite du foie de certains poissons constitue une excellente source de vitamines A et D, de même que l'insuline extraite de la baleine et du thon et l'algue rouge sont utilisées comme anthelminthiques.

Toxines d'origine marine

Les toxines peuvent servir de médicaments ou de réactifs pharmaceutiques. Elles peuvent aussi servir de modèles pour la synthèse ou l'amélioration d'autres médicaments. La tétrodotoxine est un bon réactif pharmaceutique, car elle supprime la perméabilité des membranes nerveuses au sodium.

Produits chimiques industriels

Le carrageen est un produit essentiel extrait des algues rouges; il est largement utilisé comme additif dans toute une gamme de produits alimentaires et de produits divers allant du lait évaporé à la pâte dentifrice. Bien des débouchés peuvent s'offrir à ce produit, intéressant sur le plan économique.

L'assistance technique fournie par les organisations et institutions internationales pourrait aider à créer des laboratoires qui feraient appel aux techniques modernes de la microbiologie, de la biochimie et du génie génétique nécessaires aux applications industrielles de la biotechnologie marine mentionnées plus haut. L'assistance pourrait aussi prendre la forme de services consultatifs qui seraient offerts aux pays insulaires souhaitant élaborer des programmes nationaux de biotechnologie marine en vue de favoriser une industrialisation fondée sur les ressources marines.

Annexe A. Exposé succinct des principaux éléments de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer distingue quatre grandes zones marines : 1) la zone contiguë, 2) le plateau continental, 3) la zone économique exclusive et 4) la zone internationale des fonds marins, dont est chargée l'autorité des fonds marins^{57/}.

La zone contiguë : Les Etats peuvent maintenant revendiquer, en tant que "zone contiguë", une zone s'étendant jusqu'à 24 milles marins de leurs côtes, alors qu'aux termes des précédents accords (1958), cette limite était de 12 milles marins. A l'intérieur de cette zone, les pays disposent de tous pouvoirs.

Le plateau continental : Les Etats ont le droit souverain exclusif d'explorer et d'exploiter les ressources naturelles des fonds marins et du sous-sol du plateau continental. Lorsque le plateau continental s'étend au-delà de 200 milles marins à partir des eaux territoriales, la limite supérieure du plateau est de 350 milles marins.

La zone économique exclusive : C'est une zone qui s'étend jusqu'à 200 milles marins au-delà des eaux territoriales. A l'intérieur de cette zone, tous les pays peuvent exercer certaines activités, mais l'Etat côtier a le droit exclusif :

"... d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles des eaux, des fonds marins et de leurs sous-sols;

"... de surveiller d'autres activités d'exploration et d'exploitation de la zone, telles que la production d'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents;

"... de surveiller la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages servant à des fins économiques;

"... d'être informé des projets de recherches scientifiques marines ou de participer à de tels projets, et de refuser son consentement à tel ou tel projet ... ;

^{57/} Pour plus amples renseignements sur l'historique de la Convention, voir Oxam, B.H. et autres, Law of the Sea: US Policy Dilemma, San Francisco, Institute for Contemporary Studies, 1984. Notre exposé succinct des quatre grandes zones marines s'inspire essentiellement de cet ouvrage, p. 147 à 172.

"... de surveiller le déversement des déchets ...

"... d'arraisonner, d'inspecter et, lorsque existe une menace de dommages sérieux, de saisir les navires marchands soupçonnés d'évacuer des matières polluantes dans la zone ..."^{58/}

Tous les Etats jouissent des droits suivants à l'intérieur de la zone :

"... liberté de navigation et de survol et liberté de poser des câbles et pipelines;

"liberté d'utiliser la mer à d'autres fins internationalement licites liées à l'exercice de ces libertés, notamment dans le cadre de l'exploitation de navires, d'aéronefs et de câbles et pipelines sous-marins".

En outre, l'Etat côtier est chargé de la conservation des ressources biologiques de la zone économique exclusive; il doit aussi en favoriser une exploitation optimale en fixant des limites pour les prises et en autorisant des navires étrangers à exploiter le moment venu un solde éventuel.

La zone internationale des fonds marins, dont est chargée l'autorité des fonds marins : au-delà de la zone économique exclusive s'étend la zone internationale des fonds marins, qui a été déclarée "patrimoine commun de l'humanité". Cette zone - "la haute mer" - peut être explorée par tous les Etats, mais l'extraction minière ne peut y avoir lieu sans une autorisation de l'autorité internationale des fonds marins. L'autorité serait une organisation internationale comprenant une assemblée, à laquelle participeraient tous les Etats membres, un conseil, dont la composition serait limitée, et un secrétariat. Mais on ne voit pas très bien comment les activités extractives pourraient être effectivement exercées dans la zone, car plusieurs pays ont refusé de signer la Convention.

^{58/} Oxman, B.H., "Summary of the Law of the Sea Convention", p. 152 à 157, dans Oxman, B.H. et autres, Law of the Sea: US Policy Dilemma, San Francisco, Institute for Contemporary Studies, 1984.

Annexe B : Tableaux statistiques

Tableau A-1

Comores : Production de poisson, de viande, de lait et d'oeufs, 1980-1984
(tonnes métriques)

	1980	1981	1982	1983	1984
Viande et poisson					
Boeuf	505	666	880	1 164	1 170
Ovins et caprins	74	87	102	120	130
Volaille	30	49	79	129	140
Poisson frais	4 010	4 151	4 300	4 450	4 450
Autres					
Lait (milliers de litres)	637	637	637	637	637
Oeufs (milliers)	730	1 230	1 730	2 329	2 500

Source : FMI, Comoros: Recent Economic Developments, Washington, D.C.: FMI (SM/85/46), 1985, p. 64.

Tableau A-2

Comores : Emploi, 1980

Secteur	Effectifs	Pourcentage du total
<u>Ensemble des secteurs</u>	<u>12 747</u>	<u>100</u>
Secteur public	6 985	54,8
Secteur privé	5 762	45,2
Agriculture	1 349	10,6
Industrie	685	5,4
Services publics de distribution	206	1,6
Bâtiments et travaux publics	3 579	28,1
Commerce de gros et de détail	1 210	9,5
Transports	975	7,6
Banques et assurances	146	1,1
Services publics	4 597	36,1

Source : ONUDI, République fédérale islamique des Comores : étude de quelques secteurs économiques, Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, UNIDO/IO.520, 1982, p. 85.

Tableau A-3

Comores : Balance des paiements, 1980-1984
(millions de francs comoriens)

	1980	1981	1982	1983	1984
Balance des biens et des services	-7 850	-8 811	-9 143	-11 050	-16 216
Exportations (f.o.b.)	2 364	4 461	6 435	7 419	7 053
Importations (f.o.b.)	-4 301	-6 154	-7 507	-9 274	-11 657
Balance commerciale	-1 937	-1 693	-1 072	-1 855	-4 604
Services	-5 913	-9 118	-8 071	-9 195	-11 612
Transferts monétaires sans contrepartie (net)	-400	130	-790	-822	-1 060
Solde au titre des opérations courantes =A=	-8 250	-8 681	-9 933	-11 872	-17 276
Transferts publics sans contrepartie (net)	5 403	6 465	6 332	7 662	7 731
Solde au titre des opérations courantes =B=	-2 847	-2 216	-3 601	-4 210	-9 545

Source : FMI, Comoros: Recent Economic Developments, Washington D.C., SM/85/46, 1985, p. 72.

Tableau A-4

Comores : Dépenses publiques, 1979-1981
(millions de francs comoriens et pourcentage du total)

	1979	1980	1981
Administration	890,8 (25 %)	991,7 (20 %)	1 030,8 (17 %)
Finances	503,7 (14 %)	598,7 (11 %)	537,4 (8 %)
Affaires étrangères	88,7 (2 %)	167,7 (3 %)	169,2 (3 %)
Travaux publics	304,6 (8 %)	611,0 (11 %)	545,1 (9 %)
Agriculture et industrie	39,5 (2 %)	88,7 (2 %)	93,0 (2 %)
Défense	386,8 (11 %)	156,9 (3 %)	426,8 (7 %)
Transports et tourisme	118,4 (3 %)	156,9 (3 %)	426,8 (7 %)
Santé et enseignement	1 222,6 (34 %)	1 898,5 (35 %)	2 349,1 (37 %)
Non précisé	78,3 (2 %)	193,2 (4 %)	433,9 (7 %)

Source : Banque mondiale, The Comoros: Current Economic Situation and Prospects, Washington D.C.: BIRD, 1983, p. 79.

Tableau A-5

Comores : Crédits consentis par CREDICOM^{a/}

Secteur	Nombre de crédits	Valeur (millions de FCFA)
Agriculture	10	37
Pêche et transports maritimes	19	8
Hôtels	4	78
Commerce et transports aériens	8	287
Industrie et artisanat	39	226
Logement	218	226
Matériaux de construction	586	154
Achats d'automobiles	153	75
Achats d'équipement	39	9
Total	1 076	1 100

Source : ONUDI, République fédérale islamique des Comores : étude de quelques secteurs économiques, Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, UNIDO/IO.520, 1982, p. 49.

a/ CREDICOM : Société de crédit pour le développement des Comores.

Tableau A-6

Comores : Evolution du taux de change 1968-1984 (années diverses)
(francs comoriens)

Exercice : 1er janvier-31 décembre

	Moyennes annuelles	
	1 \$ EU = FCFA	1 DTS = FCFA
1968	246,85	
1970	277,70	
1975	214,32	
1976	238,98	
1977	245,76	
1978	225,64	282,50
1979	212,72	274,83
1980	211,30	275,01
1981	271,73	320,41
1982	328,62	362,80
1983	381,07	407,36
1984	470,86	487,62
1986 (mai)	349	

Tableau A-7

Madagascar : utilisation des prises locales de poisson, 1980-1983
(milliers de tonnes métriques)

Année	Total	Frais	Congelé	Traité	Mis en boîte	Réduit	Autres utilisations
1980	48,1	37,6	3,5	7,0			
1981	48,5	37,5	4,0	7,0	-	-	-
1982	48,0	37,0	4,0	7,0	-	-	-
1983	54,5	43,5	4,0	7,0	-	-	-

Source : base de données de la FAO.

Tableau A-8

Madagascar : commercialisation des prises en eau salée^{a/}, 1978-1984
(tonnes métriques)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Poisson	4 892	4 779	5 450	6 600	8 000	8 859	9 150
Crevettes	5 332	6 100	6 500	5 075	5 261	5 503	5 873
Crabes	674	780	830	480	520	490	490
Langoustes	66	83	78	76	72	80	75
Divers ^{b/}	369	108	150	170	177	180	185

Source : Ministère du développement et de la réforme agraire; repris du document de la Banque mondiale intitulé The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

a/ Frais, congelé, séché, salé, fumé.

b/ Huîtres, moules, poulpes, tortues, etc.

Tableau A-9

Croissance de la valeur ajoutée par secteur manufacturier, 1963-1985
(en prix constants en dollars des Etats-Unis de 1980)

	Secteur manufacturier		Produits alimentaires			Boissons			Tabac			Textiles		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	115,07#		46,240n		40,2	0,954n		0,8	1,7480n		1,5	8,30n		7,2
1961	119,99#	4,3	46,818n	1,2	39,0	1,272n	33,3	1,1	2,1280n		1,8	10,37n	25,0	8,6
1962	128,02#	6,7	46,240n		36,1	1,908n	50,0	1,5	1,9000n	-10,7	1,5	15,56n	50,0	12,3
1963	151,70#	18,5	60,690n	31,2	40,0	2,544n	33,3	1,7	2,2800n	20,0	1,5	18,67n	20,0	12,3
1964	128,81#	-15,1	39,882n	-34,3	31,0	3,498n	37,5	2,7	2,7360n	20,0	2,1	19,70n	5,6	15,3
1965	150,27#	16,7	42,194n	5,8	28,1	3,498n	0,0	2,3	2,9640n	8,3	2,0	30,07n	52,6	20,0
1966	185,98#	23,8	58,378n	38,4	31,4	5,088n	45,5	2,7	2,8880n	-2,6	1,6	34,22n	13,8	18,4
1967	214,45#	15,3	50,864n	-12,9	23,7	5,406n	6,2	2,5	3,0400n	5,3	1,4	44,59n	30,3	20,8
1968	248,90#	16,1	52,598n	3,4	21,1	6,678n	23,5	2,7	3,0400n	0,0	1,2	43,55n	-2,3	17,5
1969	247,86#	-0,4	52,598n	0,0	21,2	7,950n	19,0	3,2	3,3440n	10,0	1,3	43,55n	0,0	17,6
1970	297,96#	20,2	53,754n	2,2	18,0	9,222n	16,0	3,1	3,6480n	9,1	1,2	65,33n	50,0	21,9
1971	322,18#	8,1	49,130n	-8,6	15,2	11,130n	20,7	3,5	3,6480n	0,0	1,1	79,85n	72,2	24,8
1972	326,09#	1,2	54,910n	11,8	16,8	12,084n	8,6	3,7	4,1800n	14,6	1,3	87,11n	9,1	26,7
1973	337,75#	3,6	53,176n	-3,2	15,7	13,674n	13,2	4,0	5,0920n	21,8	1,5	87,11n	0,0	25,8
1974	371,80#	10,1	60,690n	14,1	16,3	18,126n	32,8	4,9	4,9400n	-3,0	1,3	105,77n	21,4	28,4
1975	358,41#	-3,6	60,690n	0,0	16,9	21,306n	17,5	5,9	4,7880n	-3,1	1,3	99,55n	-5,4	27,9
1976	342,70#	-4,4	57,222n	-5,7	16,7	23,532n	10,4	6,9	5,4720n	14,3	1,6	102,66n	3,1	30,0
1977	369,42#	7,8	69,360n	21,2	18,8	27,348n	16,2	7,4	6,9160n	26,4	1,9	102,66n	0,0	27,8
1978	359,77#	-2,8	61,268n	-11,7	17,0	25,758n	-5,6	7,2	7,8000n	9,9	2,1	102,66n	0,0	28,5
1979	366,32#	1,8	58,378n	-4,7	15,9	28,302n	9,9	7,7	7,7520n	2,0	2,1	108,88n	6,1	29,7
1980	361,80#	-1,2	57,800n	-1,0	16,0	31,800n	12,4	8,8	7,6000n	-2,0	1,1	103,70n	-4,8	28,7
1981	320,25#	-11,5	56,066n	-3,0	17,5	20,888n	-34,0	6,6	7,1440n	-6,0	2,2	101,63n	-2,0	31,7
1982	291,78#	-8,9	43,928n	-21,6	15,1	13,038n	-37,9	4,5	7,9040n	-10,6	2,7	94,37n	-7,1	32,3
1983	297,52#	2,0	50,864n	15,8	17,1	23,532n	80,5	7,9	6,8400n	-13,5	2,3	92,42#	-2,1	31,1
1984	322,50#	8,4	51,664#	1,6	16,0	25,582#	8,7	8,0	7,2094#	5,4	2,2	102,80#	1,1	31,9
1985	330,51#	2,5	47,318#	-8,4	14,3	27,414#	7,3	8,3	7,4471#	3,3	2,2	110,56#	7,5	33,2
1986	343,39#	3,9	47,237#	-0,2	13,8	29,144#	8,3	8,5	7,5785#	1,8	2,2	117,53#	6,3	33,5
1987	355,12#	3,4	46,642#	-1,3	13,1	31,320#	7,5	8,8	7,7780#	2,6	2,2	125,16#	6,5	35,2

Tableau A-9 (suite)

	Vêtements			Cuirs et fourrures			Chaussures			Articles en bois et en liège			Meubles et appareils ménagers		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	9,105#		7,9	0,0287#		0,0	2,813#		2,4	3,1620n		2,7	0,6820n		0,6
1961	9,431#	3,6	7,9	0,0316#	10,4	0,0	2,935#	4,3	2,4	3,0090n	-4,8	2,5	0,6490n	-4,6	0,5
1962	10,031#	6,4	7,8	0,0355#	12,1	0,0	3,138#	6,9	2,5	4,0290n	33,9	3,1	0,8690n	33,9	0,7
1963	11,221#	11,9	7,4	0,0418#	18,0	0,0	3,494#	11,3	2,3	4,1110n	22,1	2,1	0,6710n	-22,8	0,4
1964	10,216#	-9,0	7,9	0,0481#	15,0	0,0	3,152#	-9,8	2,4	3,1620n	-1,8	2,5	0,6820n	-1,6	0,5
1965	11,497#	12,5	7,7	0,0614#	27,6	0,0	3,489#	10,7	2,3	3,3330n	17,7	2,5	0,8030n	17,7	0,5
1966	13,071#	21,1	7,5	0,0942#	53,4	0,0	4,060#	16,4	2,3	3,5550n	38,4	2,5	1,1110n	38,4	0,6
1967	15,624n	11,9	7,3	0,1080#	14,7	0,1	4,469n	10,1	2,1	3,8650n	13,9	2,7	1,2650n	13,9	0,6
1968	21,049n	34,7	8,5	0,1440#	33,3	0,1	6,649n	48,8	2,7	6,0690n	3,5	2,4	1,3090n	3,5	0,5
1969	14,873n	-28,9	6,0	0,4680#	225,0	0,2	6,649n	0,0	2,7	6,6660n	0,0	2,5	1,3530n	3,4	0,5
1970	18,662n	24,8	6,3	0,4680#	0,0	0,2	7,957n	19,7	2,7	6,6850n	9,8	2,3	1,4850#	9,8	0,6
1971	15,407n	-17,4	4,8	0,4860#	3,8	0,2	9,483n	19,2	2,9	6,6850n	31,9	2,8	1,9580#	31,9	0,6
1972	20,832n	35,2	6,4	1,0260#	111,1	0,3	9,592n	11,1	2,9	9,9160n	-34,8	1,8	1,2760#	-34,8	0,4
1973	20,615n	-1,1	6,1	1,2420#	21,1	0,4	8,938n	-6,8	2,2	8,9470n	-18,4	1,8	1,0670#	-18,4	0,3
1974	21,483n	4,4	5,8	1,5840#	27,5	0,4	9,483n	6,1	2,3	8,5390n	-8,2	1,2	0,9790#	-8,2	0,3
1975	22,351n	4,4	5,2	1,1340#	-28,4	0,3	8,066n	-14,9	2,3	8,7230n	-18,2	1,0	0,8030#	-18,0	0,2
1976	20,832n	-6,8	5,1	1,1700#	3,2	0,0	8,284n	-2,7	2,4	8,6780n	4,1	1,1	0,8360#	4,1	0,2
1977	21,049n	1,1	5,7	1,4220#	21,5	0,4	7,957n	-3,9	2,2	8,3040n	36,8	1,4	1,1440#	36,8	0,3
1978	21,266n	1,1	5,6	1,6020#	12,7	0,4	9,374n	17,8	2,2	8,5550n	1,1	1,5	1,1550#	1,1	0,3
1979	21,917n	3,3	5,0	1,8180#	13,5	0,5	11,445n	22,1	1,1	1,000n	-4,8	1,4	1,1000#	-4,8	0,3
1980	21,700n	-1,0	5,0	1,8090#	-1,0	0,5	10,900n	-4,8	1,0	1,000n	0,0	1,4	1,1000#	0,0	0,3
1981	20,007#	-7,8	2,2	1,7229#	-4,3	0,5	9,810n	-10,0	3,3	1,000n	0,0	1,6	1,1000#	0,0	0,3
1982	18,408#	-8,0	2,3	1,5924#	-7,8	0,5	7,194n	-26,7	5,5	2,220n	22,1	2,1	1,3420n	22,1	0,5
1983	18,014#	-2,2	2,1	1,5421#	-3,2	0,5	7,159#	-2,5	2,4	1,477#	-1,2	2,1	1,3260#	-1,2	0,4
1984	19,693#	9,3	1,1	1,7226#	11,7	0,0	7,842#	9,0	2,4	1,8214#	11,0	2,1	1,4713#	11,0	0,5
1985	20,241#	2,8	1,1	1,8696#	8,6	0,6	8,339#	6,3	2,4	1,1031#	4,1	2,1	1,5320#	4,1	0,5
1986	20,283#	0,2	0,9	2,0095#	7,5	0,6	8,640#	3,6	2,5	1,2912#	2,8	2,1	1,5726#	2,8	0,5
1987	20,712#	2,1	0,9	2,1829#	8,6	0,6	9,094#	3,3	2,5	1,5419#	3,4	2,1	1,6287#	3,4	0,5

Tableau A-9 (suite)

	Papier et articles en papier			Imprimerie et édition			Produits chimiques industriels			Autres produits chimiques			Raffineries de pétrole		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	1.553#		1.3	8.347#		5.5	0.3190n		0.3	4.230n		3.7	0.000n		0.0
1961	1.697#	9.2	1.4	6.605#	4.1	5.5	0.3190n	0.0	0.3	4.230n	0.0	3.5	0.000n		0.0
1962	1.892#	11.5	1.5	7.051#	6.7	5.5	0.2320n	-27.3	0.2	3.290n	-22.2	2.6	0.000n		0.0
1963	2.330#	23.1	1.5	7.890#	11.9	5.2	0.1740n	25.0	0.1	2.350n	-28.6	1.5	0.000n		0.0
1964	2.616n	12.3	2.0	7.216#	-8.8	5.6	0.2030n	16.7	0.2	2.585n	10.0	2.0	0.000n		0.0
1965	3.488n	33.3	2.3	8.137#	12.8	5.4	0.2900n	42.9	0.2	3.760n	45.5	2.5	0.000n		0.0
1966	2.616n	-25.0	1.4	8.938#	22.1	5.3	0.2900n	0.0	0.2	3.625n	-6.3	1.9	2.304n		1.2
1967	3.488n	33.3	1.6	11.130n	12.0	5.2	0.2900n	0.0	0.1	3.760n	6.7	1.8	17.856n	675.0	8.3
1968	4.251n	21.9	1.7	11.865n	6.6	4.8	0.4350n	50.0	0.2	5.405n	43.7	2.2	24.576n	37.6	9.9
1969	4.251n	0.0	1.7	11.235n	-5.3	4.5	0.8700n	100.0	0.4	8.225n	52.2	3.3	24.960n	1.6	10.1
1970	5.123n	20.5	1.7	13.650n	21.5	4.6	1.3630n	56.7	0.5	10.810n	31.4	3.8	35.712n	43.1	12.0
1971	5.559n	8.5	1.7	10.920n	-20.0	3.4	2.0880n	53.2	0.6	16.685n	-54.3	5.2	33.408n	-6.5	10.4
1972	5.232n	-5.9	1.6	11.865n	8.7	3.6	1.7690n	-15.3	0.5	14.100n	-15.5	4.3	34.752n	4.0	10.7
1973	6.976n	33.3	2.1	12.390n	4.4	3.7	1.9140n	8.2	0.6	15.040n	6.7	4.5	41.088n	18.2	12.2
1974	8.720n	25.0	2.3	12.70n	2.5	3.4	2.0300n	6.1	0.5	16.215n	7.8	4.4	39.360n	-4.2	10.6
1975	8.829n	1.2	2.5	9.765n	-23.1	2.7	2.1750n	7.1	0.6	17.155n	5.8	4.8	44.736n	13.7	12.5
1976	7.521n	-14.8	2.2	10.815n	10.8	3.2	2.3490n	8.0	0.7	18.565n	8.2	5.4	33.024n	-26.2	9.6
1977	9.701n	29.0	2.6	11.025n	1.9	3.0	2.5520n	8.8	0.7	20.210n	8.9	5.5	31.296n	-5.2	8.6
1978	10.573n	9.0	2.9	10.815n	-1.9	3.0	2.7260n	6.8	0.8	21.620n	7.0	6.0	22.272n	-28.8	6.2
1979	10.900n	3.1	3.0	10.605n	-1.9	2.9	2.9000n	6.4	0.8	23.030n	6.5	6.3	20.928n	-6.0	5.7
1980	10.900n	0.0	3.0	10.500n	-1.0	2.9	2.9000n	0.0	0.8	23.500n	2.0	6.5	19.200n	-8.3	5.3
1981	10.900n	0.0	3.4	9.670#	-7.9	3.0	3.4510n	19.0	1.1	15.040n	-36.0	4.7	18.240n	-5.0	5.7
1982	9.701n	-11.0	3.3	8.881#	-8.2	3.0	3.1900n	-7.6	1.1	10.810n	-28.1	3.7	16.896n	-7.4	5.8
1983	9.734#	0.3	3.3	8.396#	-5.5	2.8	2.9176#	-8.5	1.0	9.765#	-9.7	3.3	15.426#	-8.7	5.2
1984	10.818#	11.1	3.4	8.127#	8.7	2.8	3.2060#	9.9	1.0	10.552#	8.1	3.3	15.916#	3.2	4.9
1985	11.622#	7.4	3.5	8.137#	0.1	2.8	3.4133#	6.5	1.0	10.985#	4.1	3.3	15.157#	-4.8	4.6
1986	12.311#	5.9	3.6	8.023#	-1.2	2.6	3.5794#	4.9	1.0	11.371#	3.5	3.3	14.272#	-5.8	4.2
1987	13.074#	6.2	3.7	8.030#	0.1	2.5	3.7957#	6.0	1.1	11.962#	5.2	3.4	13.597#	-4.7	3.8

Tableau A-9 (suite)

	Dérivés du pétrole et du charbon			Articles en caoutchouc			Articles en matière plastique n.c.a.			Grès, porcelaine et faïence			Verre et articles en verre		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	0,0		0,0	0,2569#		0,2	0,2298#		0,2	0,0		0,0	0,8541#		0,7
1961	0,0		0,0	0,2796#	8,8	0,2	0,2495#	8,6	0,2	0,0		0,0	0,7824#	-8,4	0,6
1962	0,0		0,0	0,3068#	9,7	0,2	0,2730#	9,4	0,2	0,0		0,0	0,7153#	-8,6	0,5
1963	0,0		0,0	0,3522#	14,8	0,2	0,3118#	14,2	0,2	0,0		0,0	0,7888#	10,3	0,5
1964	0,0		0,0	0,3847#	9,2	0,3	0,3388#	8,7	0,3	0,0		0,0	0,6997#	-11,3	0,5
1965	0,0		0,0	0,4610#	19,8	0,3	0,4011#	18,4	0,3	0,0		0,0	0,7599#	8,6	0,5
1966	0,0		0,0	0,6353#	37,8	0,3	0,5401#	34,7	0,3	0,0		0,0	0,8445#	11,1	0,5
1967	0,0		0,0	0,7260#	14,3	0,3	0,6160#	14,1	0,3	0,0		0,0	0,9208#	9,0	0,4
1968	0,0		0,0	0,9028#	24,2	0,4	0,9680#	57,1	0,4	0,0		0,0	1,0132#	10,1	0,4
1969	0,0		0,0	0,8360#	-7,3	0,3	1,2760#	31,8	0,5	0,0		0,0	1,1051#	9,1	0,4
1970	0,0		0,0	1,0120#	21,1	0,3	0,8140#	-36,2	0,3	0,0		0,0	1,2182#	10,2	0,4
1971	0,0		0,0	1,0560#	4,3	0,3	0,9900#	21,6	0,3	0,0		0,0	1,3492#	10,8	0,4
1972	0,0		0,0	1,2320#	16,7	0,4	1,0560#	6,7	0,4	0,0		0,0	1,4972#	11,0	0,5
1973	0,0		0,0	1,3640#	10,7	0,4	1,4080#	33,3	0,4	0,0		0,0	1,6588#	10,0	0,5
1974	0,0		0,0	1,6060#	17,7	0,4	1,6720#	18,7	0,4	0,0		0,0	1,8272#	10,2	0,5
1975	0,0		0,0	1,7380#	8,2	0,5	2,0240#	21,1	0,6	0,0		0,0	2,0172#	10,4	0,6
1976	0,0		0,0	1,8260#	5,1	0,5	1,9580#	-3,3	0,6	0,0		0,0	2,0174#	0,0	0,6
1977	0,0		0,0	1,7600#	-3,6	0,5	2,1560#	10,1	0,6	0,0		0,0	2,2385#	11,1	0,6
1978	0,0		0,0	1,8040#	2,5	0,5	2,1560#	0,0	0,6	0,0		0,0	2,5483#	13,8	0,7
1979	0,0		0,0	2,2220#	23,2	0,6	2,2220#	3,1	0,6	0,0		0,0	2,9389#	15,3	0,8
1980	0,0		0,0	2,2000#	-1,0	0,6	2,2000#	-1,0	0,6	0,0		0,0	3,3000#	12,3	0,9
1981	0,0		0,0	2,0320#	-7,6	0,6	2,0345#	-7,5	0,6	0,0		0,0	3,0729#	-6,9	1,0
1982	0,0		0,0	1,8750#	-7,7	0,6	1,8796#	-7,6	0,6	0,0		0,0	2,9730#	-3,2	1,0
1983	0,0		0,0	1,8228#	-2,8	0,6	1,8465#	-1,8	0,6	0,0		0,0	2,6549#	-10,7	0,9
1984	0,0		0,0	2,0257#	11,1	0,6	2,0527#	11,2	0,6	0,0		0,0	2,8129#	6,0	0,9
1985	0,0		0,0	2,1759#	7,4	0,7	2,2069#	7,5	0,7	0,0		0,0	2,8857#	2,6	0,9
1986	0,0		0,0	3,032#	5,8	0,7	3,3432#	8,2	0,7	0,0		0,0	2,9497#	2,2	0,9
1987	0,0		0,0	4,448#	6,1	0,7	4,4926#	6,4	0,7	0,0		0,0	3,0663#	4,0	0,9

Tableau A-9 (suite)

	Autres minéraux non métalliques			Fer et acier			Métaux non ferreux			Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines			Machines non électriques		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	0,6820n		0,0	5,5		0,0	0n		0,0	11,627n		10,1	5,5		0,0
1961	0,7700n	12,9	0,0	5,5		0,0	0n		0,0	11,898n	2,3	9,9	5,5		0,0
1962	0,6380n	-17,1	0,0	5,5		0,0	0n		0,0	12,417n	4,4	10,7	5,5		0,0
1963	1,4960n	134,7	1,1	5,5		0,0	0n		0,0	13,774n	10,4	12,4	5,5		0,0
1964	1,6060n	7,5	1,2	5,5		0,0	0n		0,0	12,342n	-10,4	9,9	5,5		0,0
1965	1,4520n	-9,6	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	13,472n	9,2	10,0	5,5		0,0
1966	1,8480n	27,0	1,1	5,5		0,0	0n		0,0	5,131n	-12,9	5,1	5,5		0,0
1967	2,1780n	17,3	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	16,385n	4,8	17,6	5,5		0,0
1968	2,4860n	14,2	1,1	5,5		0,0	0n		0,0	23,635n	4,4	27,5	5,5		0,0
1969	2,8380n	14,2	1,1	5,5		0,0	0n		0,0	24,650n	4,3	28,9	5,5		0,0
1970	2,7500n	-3,1	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	25,085n	1,8	29,4	5,5		0,0
1971	2,8160n	2,4	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	26,680n	6,4	30,3	5,5		0,0
1972	2,3540n	-16,3	0,9	5,5		0,0	0n		0,0	16,820n	-37,6	15,2	5,5		0,0
1973	2,5740n	9,3	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	22,910n	36,2	26,0	5,5		0,0
1974	1,2680n	-22,8	0,6	5,5		0,0	0n		0,0	22,330n	-2,5	26,0	5,5		0,0
1975	1,8480n	46,6	0,9	5,5		0,0	0n		0,0	11,310n	-49,4	10,2	5,5		0,0
1976	2,3760n	28,1	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	4,930n	-56,4	4,4	5,5		0,0
1977	1,9140n	-14,4	0,7	5,5		0,0	0n		0,0	8,700n	76,5	7,7	5,5		0,0
1978	2,3760n	24,9	1,0	5,5		0,0	0n		0,0	12,905n	48,3	13,6	5,5		0,0
1979	2,3100n	-2,8	0,9	5,5		0,0	0n		0,0	12,760n	-1,1	13,3	5,5		0,0
1980	2,2600n	-2,2	0,8	5,5		0,0	0n		0,0	14,500n	13,6	14,4	5,5		0,0
1981	1,3200n	-42,0	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	7,540n	-48,0	7,4	5,5		0,0
1982	1,3200n	0,0	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	16,385n	117,3	16,4	5,5		0,0
1983	1,3420n	1,7	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	16,256n	-0,8	16,3	5,5		0,0
1984	1,3661n	1,8	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	15,897n	-1,1	15,4	5,5		0,0
1985	1,3833n	1,3	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	15,296n	-1,9	14,8	5,5		0,0
1986	1,3802n	-0,2	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	15,445n	1,0	14,9	5,5		0,0
1987	1,3883n	0,6	0,4	5,5		0,0	0n		0,0	15,107n	-2,2	14,2	5,5		0,0

Tableau A-9 (suite)

	Machines électriques			Matériel de transport			Equipement professionnel et scientifique			Articles manufacturés divers		
	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %	En millions de \$ EU de 1980	Taux de croissance %	Part du total %
1960	4,377#		3,8	11,148#		9,7	0,0		0,0	0,4182#		0,4
1961	4,549#	3,9	3,8	11,509#		9,8	0,0		0,0	0,4541#	8,6	0,4
1962	4,844#	7,5	3,8	12,156#	3,3	9,9	0,0		0,0	0,4844#	9,2	0,4
1963	5,405#	11,6	3,8	13,542#	11,4	9,9	0,0		0,0	0,5405#	14,2	0,4
1964	4,895#	-9,4	3,8	12,228#	-10,7	9,9	0,0		0,0	0,5164#	8,8	0,5
1965	5,459#	11,5	3,8	13,557#	10,9	9,9	0,0		0,0	0,7295#	18,3	0,5
1966	6,487#	18,8	3,8	15,878#	17,1	9,9	0,0		0,0	0,9620#	34,8	0,5
1967	7,200#	11,0	3,4	17,523#	10,4	9,3	0,0		0,0	1,1200#	14,1	0,8
1968	8,496#	18,0	3,4	21,048#	20,0	9,3	0,0		0,0	1,7600#	57,1	0,7
1969	8,964#	5,1	3,3	20,001#	-4,5	8,8	0,0		0,0	2,3200#	31,8	0,9
1970	9,288#	3,6	3,1	22,125#	10,6	7,4	0,0		0,0	1,4800#	-36,2	0,5
1971	10,152#	9,3	3,2	26,320#	19,0	8,8	0,0		0,0	1,8000#	21,6	0,6
1972	11,016#	8,5	3,3	25,311#	-3,8	8,8	0,0		0,0	1,9200#	6,7	0,6
1973	11,016#	0,0	3,3	20,706#	-17,8	6,1	0,0		0,0	2,5600#	33,9	0,8
1974	12,872#	16,8	3,4	19,478#	-6,2	5,2	0,0		0,0	3,0400#	18,7	0,8
1975	10,584#	-16,5	3,0	19,624#	-0,8	5,5	0,0		0,0	3,6800#	21,1	1,0
1976	10,584#	0,0	3,1	19,116#	-2,5	5,6	0,0		0,0	3,5600#	-3,3	1,0
1977	11,448#	8,2	3,3	19,116#	0,0	5,2	0,0		0,0	3,9200#	10,1	1,1
1978	11,448#	0,0	3,2	18,231#	-4,8	5,1	0,0		0,0	3,0200#	0,0	1,1
1979	8,928#	-22,0	2,4	17,877#	-1,9	4,9	0,0		0,0	4,0400#	3,1	1,1
1980	7,200#	-19,4	2,0	17,700#	-0,9	4,9	0,0		0,0	4,0000#	-1,0	1,1
1981	3,384#	-53,0	1,1	16,305#	-7,9	5,1	0,0		0,0	3,6992#	-7,3	1,2
1982	5,472#	61,7	1,8	14,980#	-8,7	4,7	0,0		0,0	3,4176#	-7,8	1,2
1983	4,971#	-9,2	1,7	13,758#	-8,2	4,6	0,0		0,0	3,3572#	-1,1	1,1
1984	5,482#	10,3	1,7	15,008#	9,0	4,7	0,0		0,0	3,7323#	11,2	1,2
1985	5,409#	-1,3	1,6	15,006#	0,0	4,5	0,0		0,0	4,0125#	7,3	1,2
1986	5,461#	1,0	1,6	14,918#	-0,6	4,3	0,0		0,0	4,2603#	6,2	1,2
1987	5,545#	1,5	1,6	15,097#	1,2	4,3	0,0		0,0	4,5319#	6,4	1,3

Explication des sigles ou symboles (figurant à droite des données) :

Le sigle ou symbole qui suit chaque donnée indique la SOURCE d'où provient cette donnée :

- I FMI (Banque mondiale)
- N Institut national de statistiques ou banque nationale
- R Commission économique régionale de l'ONU dont le pays est membre
- U Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- # ONU/DE/SEC : estimations ou prévisions
- n ONU/DE/SEC : estimations établies à partir de sources nationales
- i ONU/DE/SEC : estimations établies à partir de sources internationales
- < ONU/DE/SEC : estimations (provisoire)
- * ONU/DE/ERP : (rapports publiés)

Tout autre symbole suivant un chiffre indique un secteur pour lequel des données globales ont dû être subdivisées en leurs composantes.

Nombre de citations en :

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
I	2	15	258	247	0	0
N	0	0	4	6	0	0
R	56	122	153	79	0	0
U	8	20	63	0	0	0
#	0	0	14	11	0	0
n	447	945	1862	2026	2369	2369
i	1181	1212	0	0	0	0
<	0	0	0	0	0	0
*	0	0	0	0	0	0
e	5	28	15	0	0	0
Total	2369	2369	2369	2369	2369	2369

Tableau A-10

Madagascar : répartition de la population active par secteur, 1980 et 1984^{a/}

Secteur	1980			1984		
	Milieu urbain	Milieu rural	Total	Milieu urbain	Milieu rural	Total
Agriculture et forêts	95	4 000	4 095	135	4 221	4 356
Industrie	94	33	127	99	36	135
Manufactures	61	25	86	67	26	93
Bâtiment	28	7	35	28	7	35
Autres	5	1	6	4	2	7
Services	233	124	357	253	147	400
Commerce et banque	55	60	115	57	63	120
Transport	31	20	51	33	22	55
Administration publique	60	22	82	61	22	83
Enseignement	21	19	40	42	37	79
Santé	6	3	9	9	3	13
Divers	60	0	60	51	0	50
Non spécifié	40	11	51	42	12	54
Total	462	4 168	4 630	529	4 416	4 945

Source : Direction de la planification; repris du document de la Banque mondiale intitulé The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

a/ Estimations.

Tableau A-11

Madagascar : état récapitulatif de la balance des paiements, 1980-1985
(millions de dollars des Etats-Unis aux prix courants)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ^{a/}
Exportations de marchandises f.o.b.	436	332	327	310	333	278
Importations de marchandises f.o.b.	764	511	452	378	352	336
Services (montant net), dont :	-275	-250	-246	-239	-229	-213
Paiement d'intérêts venus à échéance b/	(42)	(89)	(97)	(112)	(137)	(126)
Transferts privés courants (montant net)	4	4	-1	-1	4	15
Balance au titre des opérations courantes	-599	-425	-372	-308	-244	-256
Transferts publics	43	63	72	61	68	68
Prêts à M et LT (montant net)	374	280	122	197	160	148
Décaissements	(417)	(327)	(210)	(194)	(121)	(146)
Amortissements prévus	(43)	(110)	(181)	(196)	(130)	(149)
Allègement de la dette (montant net)	(0)	(63)	(93)	(199)	(169)	(151)
Crédit net du FMI		37	57	7	18	-4
Arriérés (- = diminution)	227	70	70	74	-9	-8
Autres capitaux c/	11	-15	60	-45	32	32
Modification des réserves (- = augmentation)	-105	-10	-9	14	-25	20

Source : Banque mondiale, The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

a/ Estimations.

b/ Ces paiements d'intérêts englobent les intérêts moratoires au titre de la dette rééchelonnée. Les intérêts rééchelonnés sont capitalisés et englobés dans l'allègement de la dette visé à la rubrique du compte de capital. Le total des paiements d'intérêts rééchelonnés en 1981-1985 s'est chiffré à quelque 215 millions de dollars des Etats-Unis. Si l'on tient compte des intérêts moratoires, payés au titre des montants rééchelonnés du principal et des intérêts ainsi que des arriérés consolidés, le montant net de l'allègement au titre des intérêts s'est chiffré en 1981-1985 à environ 55 millions de dollars des Etats-Unis.

c/ Englobent les capitaux à court terme, les DTS alloués, l'ajustement de l'évaluation ainsi que les erreurs et omissions.

Tableau A-12

Madagascar : production industrielle, 1978-1984
(volumes)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<u>Produits alimentaires</u>							
<u>et boissons a/</u>							
Sucre	115 624	109 293	109 037	104 694	82 159	95 822	73 377
Tapioca	1 965	2 061	1 541	1 360	817	331	390
Amidon	728	783	1 388	1 557	1 180	1 003	487
Huiles comestibles	4 425	3 817	3 985	2 731	1 988	1 494	1 537
Bière b/	257 037	283 819	318 166	210 400	190 071	236 268	228 777
Lait, concentré	5 414	5 949	4 854	2 761	2 447	3 875	3 105
Boeuf, traité	1 231	3 281	1 308	...	...	...	...
Porc, traité	507	...	367	...	...	...	...
<u>Tabacs a/</u>							
Cigarettes	1 983	2 014	1 983	1 867	2 065	1 780	2 137
Tabac à pipe	153	126	162	94	99	54	18
Tabac à chiquer	2 123	2 121	2 042	1 584	1 542	1 442	1 327
<u>Textiles</u>							
Cotonnades c/	78 184	83 289	79 260	74 833	72 889	76 040	68 584
Sacs a/	2 815	3 268	3 418	2 370	1 491	449	646
Couvertures a/	1 800	2 006	2 082	2 117	1 481	1 268	1 141
Articles en sisal a/	705	705	710	707	732	897	1 060
<u>Industrie du cuir d/</u>							
Chaussures	2 584	3 196	3 083	2 701	2 000	2 302	2 133
<u>Industrie du papier a/</u>							
Pâte à papier	12 636	13 057	12 115	9 035	9 312	9 987	9 165
Papier	8 927	9 120	8 360	7 855	6 395	6 341	6 381
<u>Industrie chimique</u>							
Savons a/	16 585	19 294	17 989	10 132	8 983	10 978	13 424
Bougies a/	4 308	4 554	4 556	4 957	2 774	3 693	1 078
Allumettes a/	68 949	53 705	45 978	19 715	6 088	886	...
Peintures a/	3 699	3 802	4 250	3 075	1 826	1 805	1 835
<u>Raffineries de pétrole f/</u>							
Butane	7 487	7 005	8 877	5 933	4 371	2 095	2 252
Essences auto	93 629	76 010	119 491	86 542	76 055	38 536	13 755
Pétrole	42 834	43 731	60 966	53 265	46 506	27 840	7 845
Gasoil	102 038	79 881	147 905	118 411	116 740	64 386	20 537
Mazout	168 599	183 050	252 586	151 463	163 068	89 480	22 863
<u>Divers a/</u>							
Ciment	66 044	63 052	60 050	35 796	35 921	36 237	36 580
Tôles ondulées	9 301	15 412	11 504	1 605	1 695	2 428	3 825
Clous	842	835	941	488	1 061	927	1 476
Batteries g/	26 693	20 561	16 406	8 164	12 963	16 191	13 062

Source : Direction générale du Plan; repris du document de la Banque mondiale intitulé The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

a/ Tonnes métriques.

b/ Hectolitres.

c/ Milliers de mètres.

d/ Milliers de paires.

e/ Milliers de boîtes.

f/ Mètres cubes.

g/ Nombre d'unités.

Tableau A-13

Madagascar : production agricole, 1978-1984

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Céréales							
Riz	1 918	2 045	2 109	2 011	1 969	2 147	2 131
Maïs	115	116	127	121	113	132	141
Sorgho	1	1	1	1	1	2	2
Légumineuses							
Haricots	37	41	38	36	37	39	37
Haricots beurre	8	10	6	5	6	6	7
Autres légumineuses a/	2	...	...	...	...	...	...
Racines et tubercules							
Pommes de terre	181	183	166	161	201	253	263
Cassaves	1 594	1 569	1 683	1 670	1 898	1 992	2 047
Patates	325	365	373	399	356	463	462
Taro	72	76	80	77	78	85	93
Cultures industrielles ou cultures d'exportation							
Canne à sucre	1 375	1 444	1 395	1 421	1 409	1 616	1 660
Arachides	34	40	39	33	30	32	32
Tabac	3	4	4	3	3	2	3
Coton	33	30	23	28	26	26	33
Café (vert)	78	82	80	83	81	81	81
Cacao	1	2	2	2	2	3	3
Poivre	3	3	3	3	3	3	3
Vanille (sèche)	5	2	3	4	5	5	5
Girofle	13	4	12	11	10	4	13
Huiles d'abrazin	1	...	...	...	...	...	...
Sisal	16	18	16	15	15	19	19
Légumes							
Haricots verts	2	2	2	2	...	...	...
Carottes	3	4	4	5	5	5	5
Navets	0	0	0	0	...	...	...
Oignons	5	5	5	5	5	5	5
Choux-fleurs	1	1	0	0	...	...	...
Tomates	4	8	9	8	10	13	17
Concombres	1	0	1	1	...	...	...
Choux	7	7	9	10	10	10	10
Cresson	0	1	1	1	1	1	1
Fruits							
Bananes	233	250	270	280	284	286	224
Agrumes	80	59	59	59	80	81	81
Ananas	47	48	53	49	50	50	50
Pêches et prunes	13	13	11	11	7	7	8
Abricots	0	1	...	...	...	...	...
Pommes et poires	4	4	6	6	6	6	6
Raisins	4	8	9	8	8	9	10
Lychées	26	26	32	33	33	34	35
Produits forestiers							
Peffia	2	7	8	8	8	8	8
Paka	0	0	0	0	...	...	...

Source : Ministère du développement agricole et de la réforme agraire; repris du document de la Banque mondiale intitulé The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars 1986.

a/ Chiffre provisoire.

Tableau A-14

Madagascar : évolution du taux de change, 1980-1985
(francs malgaches)

	1 \$ EU = FMG (moyennes annuelles)	1 DTS = FMG
1980	211,28	274,99
1981	271,73	320,41
1982	349,74	386,12
1983	430,45	460,15
1984	576,60	591,02
1985	662,48	673,21

Tableau A-15

Madagascar : plan 1984-1987 : grands projets industriels
(millions de francs malgaches)

	Investissements	
	Total	Devises (montant de devises requis)
<u>Projets à achever ou à proroger</u>		
Engrais chimiques a/	75	...
Parquets	130	53
Laminaires à acier marchand	650	150
Panneaux de fibres	100	80
Cotonnades	200	50
Salines	120	100
Sacs en matière plastique	370	305
Cuir synthétiques	420	400
Batteries	300	300
<u>Entreprises à relancer</u>		
Huileries et savonneries	...	...
Usines de fabrication d'amidon	150	150
Plantations de canne à sucre	...	...
Tissage du coton et de fibres synthétiques	350	350
Sacs en jute	...	...
Tanneries	400	400
Fabriques d'allumettes	...	...
Cimenteries	...	...

Source : Marchés tropicaux et méditerranéens.

a/ Achevé en 1985.

Tableau A-16

Maldives : PIB par habitant, 1978-1982
(en prix commerciaux constants de 1980)

	1978	1979	1980	1981	1982
PIB (millions de Rf)	271,0	299,9	355,6	384,0	418,4
Population (milliers d'habitants)	147,0	150,0	153,0	156,0	160,2
PIB par habitant (Rf)	1 843	1 999	2 324	2 461	2 611

Source : Banque mondiale, Maldives: An Updating Economic Memorandum (rapport No 445-MAL), avril 1983, p. 5.

Tableau A-17

Maldives : production et exportation de poisson, 1980-1984
(milliers de tonnes métriques)

	1980	1981	1982	1983	1984
Prises	34,6	34,9	30,3	38,5	39,0
Poisson traité :					
Congelé	14,0	13,8	9,8	7,9	...
Séché/Salé	9,4	6,7	7,5	8,9	...
Mis en boîte	...	...	...	...	...
Autres utilisations	...	...	...	...	...
Exportations de poisson frais	14,0	13,9	10,1	7,9	12,5
Autres exportations	7,8	5,7	6,3	7,2	7,5
Bonite séchée	...	...	...	1,4	2,2
Bonite séchée et salée	3,3	2,7	2,4	3,5	1,8
Poissons de roche séchés et salés	4,5	3,0	3,9	2,3	2,1
Poisson en conserve	...	...	...	...	1,4
Total des exportations de poisson (millions de \$ EU)	21,8	19,6	16,4	15,1	20,0
	7,3	6,9	5,5	6,7	9,4

Sources : FMI, Maldives: Recent Economic Developments, Washington, D.C., FMI, SM/85/11, janvier 1985, p. 5; Ministère des pêches, République des Maldives; base de données de la FAO.

Tableau A-18

Maldives : tourisme, 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Total des arrivées	42 007	60 358	74 411	74 163	84 579
dont touristes	34 695	48 233	57 175	59 624	82 579
Total des dépenses des touristes (millions de \$ EU)	9,4	14,5	20,6	21,4	25,3

Source : FMI, Maldives: Recent Economic Developments, Washington, D.C., FMI, SM/85/11, janvier 1985, p. 9.

Tableau A-19

Maldives : statistiques du port de Malé, 1976-1981

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de navires ayant fait escale	88	62	39	44	47	48
Total des marchandises débarquées (milliers de tonnes)	27,9	32,8	19,3	37,8	48,1	76,7
Composition des marchandises débarquées (milliers de tonnes)						
Céréales	17,9	21,6	7,7	21,9	20,9	24,5
Produits pétroliers	2,5	4,1	2,4	5,0	11,0	8,5
Autres marchandises	7,5	7,2	9,2	11,3	16,1	43,7

Source : Banque mondiale, Maldives: An Updating Economic Memorandum (rapport No 445-MAL), avril 1983, p. 74.

Tableau A-20

Maldives : emploi, 1978 et 1980
(en pourcentage du total)

	1978 ^{a/}	1980
Production primaire	56,0	54,1
dont pêche	45,4	44,0
Production secondaire ^{b/}	26,6	26,9
Services	17,4	19,0
dont : Tourisme	0,7	3,0
Transports	5,5	5,0
Commerce	3,2	5,0
Administration publique	5,1 ^{c/}	7,4 ^{c/}
Total de l'emploi (milliers de personnes)	59 890	66 310
Secteur public	4 939	
Secteur privé	55 320	
Taux de chômage (en pourcentage)	5,8	

Source : Banque mondiale, Maldives: An Updating Economic Memorandum (rapport No 445-MAL), avril 1983, p. 6 et 39.

a/ D'après le recensement de décembre 1977.

b/ Industrie manufacturière, bâtiment et électricité.

c/ Compte non tenu des fonctionnaires employés dans le tourisme, les transports et le commerce.

d/ Compte non tenu de 369 personnes dont les fonctions ne sont pas spécifiées.

Tableau A-21

Maldives : dépenses publiques 1980-1984
(millions de roupies maldiviennes)

	1980	1981	1982	1983	1984
Dépenses courantes	<u>39,4</u>	<u>52,3</u>	<u>92,8</u>	<u>95,2</u>	<u>112,0</u>
Services publics	18,8	26,2	31,0	41,6	55,5
Administration générale	11,4	16,2	19,6	27,5	40,0
Ordre public/sécurité	7,4	10,0	11,4	14,1	15,5
Services sociaux	15,3	18,1	48,6	39,1	37,9
Enseignement	4,2	7,0	9,7	13,1	15,8
Santé	3,3	4,3	7,4	7,1	9,8
Sécurité sociale	1,8	1,8	2,0	1,9	2,3
Services de protection sociale	2,2	1,5	25,1	11,8	4,7
Programmes communautaires	3,8	3,5	4,4	5,2	5,3
Services économiques	4,5	6,8	9,0	10,1	11,0
Agriculture	0,3	0,4	0,5	10,1	11,0
Pêche	0,3	0,4	0,7	0,8	1,0
Transports	3,4	4,9	6,1	6,5	6,8
Poste	0,5	0,6	0,7	0,4	0,4
Tourisme	...	0,5	0,8	1,1	1,2
Commerce et industrie	...	...	0,2	0,7	1,0
Intérêts au titre de la dette publique	0,8	1,2	4,2	4,4	7,6

Source : FMI, Maldives: Recent Economic Developments, Washington, D.C. : FMI, SM/85/11, janvier 1985, p. 61.

Tableau A-22

Maldives : évolution du taux de change, 1974-1984
(roupies maldiviennes)

	Moyenne annuelle (taux du marché libre) 1 \$ = Rf
1974	6,65
1975	5,75
1976	8,75
1977	8,80
1978	8,88
1979	7,50
1980	7,54
1981	7,55
1982	7,55
1983	7,05
1984	7,05

Note : Taux comptable officiel (servant aux transactions des pouvoirs publics)

A partir de février 1973 : 1 \$ = 3,93 Rf

A partir de janvier 1984 : 1 \$ = 6,00 Rf

Tableau A-23

Maurice : PIB par habitant, 1979-1984

	PIB (millions de RsMau)	Population	PIB par habitant (RsMau)
1979	5 876	924 242	6 359
1980	7 191	938 502	7 666
1981	7 890	950 365	8 305
1982	9 245	959 905	9 640
1983	10 429	969 191	10 762
1984	11 200	1 002 000	11 177

Sources : Fonds monétaire international, Mauritius: Recent Economic Developments, Washington, D.C. : FMI, 1984, SM/84/213, p. 4, et Bureau central de statistique, Gouvernement mauricien, Bi-Annual Digest of Statistics, Rose Hill: CSO, 1984, p. 9.

Tableau A-24

Maurice : statistiques des pêches, 1975-1980

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Captures nominales (tonnes)	7 038	6 660	7 668	7 111	6 520	5 344
Importations de poisson (milliers de dollars)	4 452	5 203	8 025	11 149	11 244	11 500
Pourcentage du poisson dans la consommation alimentaire	54,5	47,8	34,8	33,8	24,4	19,1

Source : Choolun, R., "Fish and the Mauritian Diet", in "Proceedings of a Seminar on Marine Fisheries Development in Mauritius", Université de Maurice, juillet 1983, p. 42.

Tableau A-25

Maurice : tourisme, 1976-1983

	Hôtels (nombre)	Arrivées (milliers)	Recettes (millions de RsMau)
1976	37	92,6	184
1977	37	102,5	210
1978	38	108,3	230
1979	38	128,4	260
1980	43	115,1	325
1981	51	121,6	433
1982	51	118,4	450
1983	55	123,8	503
1984	...	139,7	630
1985	...	147,0 <u>a/</u>	850 <u>a/</u>

Source : Fonds monétaire international, Mauritius: Recent Economic Developments, Washington, D.C., FMI, 1984, SM/84/213, p. 103; Office du tourisme du Gouvernement mauricien.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau A-26

Maurice : emploi (par principal secteur industriel), 1976-1983
(milliers)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Agriculture et pêche	59,5	61,4	58,4	55,6	54,0	53,5	52,5	52,4
Sucre	52,6	54,4	51,3	48,7	47,5	46,3	46,5	46,1
Mines	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6
Industrie manufacturière	26,4	30,9	31,9	35,1	36,2	36,9	38,3	36,9
Electricité	3,1	3,3	3,5	3,9	4,6	4,4	4,5	4,2
Bâtiment	7,8	7,3	8,8	9,1	8,12	7,3	5,7	4,5
Commerce de gros et de détail	7,6	8,1	9,1	9,4	9,3	9,1	9,1	9,0
Transports et communications	9,0	10,2	9,8	9	8,7	7,8	7,8	7,6
Finances	2,9	3,5	4,1	4,3	4,4	4,6	4,7	4,7
Services communautaires et services sociaux	52,4	54,6	57,6	61,6	62,7	62,8	64,0	64,4
Secteur public	46,2	47,4	49,5	53,0	54,1	54,5	55,7	55,1
Secteur privé	6,2	7,2	8,1	8,6	8,6	8,3	8,3	8,3
Non précisé	7,8	14,4	11,1	10,2	8,2	6,9	6,4	6,1
Nombre de personnes inscrites au chômage	...	20,0	24,0	27,0	35,0	42,0	50,0	61,0 <u>a/</u>

Source : Bureau central de statistique, Gouvernement mauricien, Bi-Annual Digest of Statistics, Rose Hill, CSO, 1984, p. 97.

a/ Fonds monétaire international, Mauritius: Recent Economic Developments, Washington, D.C., FMI, 1984, SM/84/213, p. 23.

Tableau A-27

Maurice : balance des paiements, 1980-1984
(millions de dollars des Etats-Unis)

	1980	1981	1982	1983	1984
Exportations de marchandises f.o.b.	430,1	326,5	363,8	367,3	370,4
Importations de marchandises f.o.b.	<u>-511,8</u>	<u>-474,5</u>	<u>-394,2</u>	<u>-384,5</u>	<u>-407,4</u>
Balance commerciale	-81,7	-147,9	-30,4	-17,2	-37,0
Exportations de services, plus intérêts, bénéfiques et dividendes	143,9	179,8	142,8	139,5	135,9
Importations de services, plus intérêts, bénéfiques et dividendes	-200,7	-201,6	-189,5	-170,2	-175,1
Transferts privés (montant net)	9,7	11,5	14,3	16,2	18,0
Transferts publics (montant net)	<u>11,0</u>	<u>4,2</u>	<u>18,6</u>	<u>7,9</u>	<u>6,7</u>
Balance au titre des opérations courantes	-117,9	-154,0	-43,1	-23,9	-51,4
Investissements directs	1,2	0,7	1,7	1,6	4,9
Autres capitaux à long terme	21,0	55,0	7,8	-19,4	-
Capitaux à court terme	<u>43,7</u>	<u>-30,5</u>	<u>-19,8</u>	<u>0,8</u>	<u>6,5</u>
Balance au compte de capital	65,9	25,2	10,3	9,8	11,4
Erreurs et omissions	24,0	13,0	-6,9	9,6	18,2
Éléments de contrepartie	5,1	0,3	5,9	4,1	4,7
Financements exceptionnels	<u>45,5</u>	<u>0,8</u>	<u>40,3</u>	<u>1,0</u>	<u>40,5</u>
Evolution des réserves (- = augmentation)	-22,6	114,7	14,1	26,2	-23,4

Source : Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales.

Tableau A-28

Maurice : dépenses publiques (par poste), 1980-1983
(millions de roupies mauriciennes)

	1980	1981	1982	1983
Services publics	361,9	417,7	491,3	521,7
Défense	19,0	66,1	29,0	32,2
Enseignement	354,9	420,4	474,9	532,6
Santé	172,9	203,3	235,2	261,4
Sécurité sociale	273,9	317,1	377,0	443,5
Logement	35,1	33,8	43,8	34,4
Services communautaires	17,2	18,7	19,4	21,5
Services économiques	154,0	182,9	181,1	220,5
Administration générale	13,9	16,6	24,2	26,0
Agriculture, forêts et pêche	103,2	114,2	130,2	153,1
Mines, industrie manufacturière et bâtiment	2,9	3,8	3,6	5,3
Eau, gaz et électricité	12,1	21,6	1,3	5,6
Routes	1,9	2,2	...	...
Services de navigation	...	3,7	1,0	1,1
Dette publique	323,9	461,4	642,2	773,4
Divers et non classés	731,5	978,4	1 229,6	1 375,6
Riz et farine	130,0	203,0	230,0	190,0
Total des dépenses courantes	1 971,9	2 471,0	2 892,2	3 222,6

Source : Bureau central de statistique, Gouvernement mauricien, Bi-Annual Digest of Statistics, Rose Hill : CSO, 1984, p. 39.

Tableau A-29

Maurice : évolution du taux de change, 1975-1983
(roupies mauriciennes)

Exercice : 1er juillet-30 juin

	Moyenne annuelle 1 \$ = RsMau
1975	6,0268
1976	6,6824
1977	6,5496
1978	6,1460
1979	6,4017
1980	7,6896
1981	9,0911
1982	10,873
1983	11,706

Tableau A-30

Seychelles : PIB et PIB par habitant, 1976-1983

	PIB (millions de RS)	Population	PIB par habitant a/ (RS)
1976	366,4	60 504	6 056
1977	394,2	61 786	6 380
1978	412,0	63 150	6 769
1979	488,2	62 686	7 788
1980	477,2	63 261	7 543
1981	438,7	64 035	6 851
1982	436,5	64 410	6 777
1983	435,6	64 054	6 801

Source : FMI, Seychelles: Recent Economic Developments, Washington, D.C. : FMI, SM/83/176, août 1983, p. 3.

a/ Le PIB est calculé au prix de 1976.

Tableau A-31

Seychelles : évolution du secteur de la pêche, 1977-1983

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Prises (tonnes)	4 600	5 400	4 908	4 377	4 444	3 897	3 750
Exportations de poisson (milliers de RS)	3 184	3 608	6 304	9 623	4 443	7 347	9 460
Total des exportations (milliers de RS)	24 385	24 705	30 948	32 930	27 471	20 297	25 200
Exportations de poisson en pourcentage du total des exportations	13	14,6	20,4	29,2	16,2	36,2	37,5

Source : République des Seychelles, National Development Plan, 1985-1989, Victoria: Seychelles National Printing Company, Ltd., 1984, p. 84.

Tableau A-32

Seychelles : tourisme, 1979-1984

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Visiteurs, arrivés (en milliers)	78,9	71,8	60,4	47,3	55,9	63,4
Recettes brutes provenant du tourisme (millions de RS) <u>a/</u>	291	326	285	220	233	283

Source : République des Seychelles : Statistiques des migrations et du tourisme pour 1984.

a/ Achats de devises par les banques commerciales.

Tableau A-33

Seychelles : emploi structuré, par secteur
(public et privé), 1979-1983

	1979	1981	1983
Agriculture, pêche et forêts	2 046	1 585	2 086
Industrie manufacturière	1 593	1 801	1 743
Mines et bâtiment	2 719	2 560	1 408
Commerce de gros et de détail	738	1 028	1 182
Restauration	454	232	260
Hôtellerie	2 235	1 993	1 732
Transports et communications	2 118	2 096	1 965
Administration publique	1 685	2 208	2 218
Finances	645	762	827
Activités sociales et communautaires	2 204	2 998	3 766
Divers	<u>393</u>	<u>320</u>	<u>333</u>
Total	16 830	17 583	17 520
Nombre de personnes inscrites au chômage			6 409

Source : République des Seychelles, Statistical Abstract 1983, p. 87 et 97.

Note : Les totaux n'englobent pas le personnel de maison, les travailleurs indépendants et les travailleurs familiaux.

Tableau A-34

Seychelles : balance des paiements, 1978-1983
(millions de dollars des Etats-Unis)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Exportations de marchandises f.o.b.	6,6	6,2	5,7	4,6	3,9	5,1
Importations de marchandises f.o.b.	<u>-51,8</u>	<u>-71,6</u>	<u>-83,7</u>	<u>-79,2</u>	<u>-83,0</u>	<u>-74,5</u>
Balance commerciale	<u>-45,2</u>	<u>-65,4</u>	<u>-78,0</u>	<u>-74,5</u>	<u>-79,1</u>	<u>-69,4</u>
Autres biens et services (montant net)	32,6	45,6	49,1	43,6	30,6	32,2
Transferts privés	-0,7	-1,0	-1,5	-2,7	-3,2	-2,8
Transferts publics	<u>9,8</u>	<u>9,0</u>	<u>14,5</u>	<u>12,8</u>	<u>9,6</u>	<u>14,1</u>
Balance au titre des opérations courantes	-3,6	-11,8	-15,9	-20,9	-42,1	-25,8
Investissements directs	2,4	3,0	4,3	1,4	3,7	4,4
Autres capitaux à long terme	4,1	7,7	11,8	6,7	23,0	10,4
Capitaux à court terme	<u>0,6</u>	<u>4,6</u>	<u>0,8</u>	<u>3,2</u>	<u>4,7</u>	<u>-0,4</u>
Balance du compte de capital	7,0	15,3	16,9	11,3	31,4	14,4
Erreurs et omissions	-4,4	0,2	6,9	4,5	10,5	8,9
Eléments de contrepartie	<u>-1,4</u>	<u>-0,7</u>	<u>-1,6</u>	<u>0,5</u>	<u>-0,5</u>	<u>-0,6</u>
Evolution des réserves (- = augmentation)	2,3	-2,9	-6,3	4,6	0,7	3,1

Source : FMI, Statistiques financières internationales.

Tableau A-35

Seychelles : dépenses publiques (par poste), 1979-1983
(millions de roupies des Seychelles)

	1979	1980	1981	1982	1983
Administration générale	112,5	126,4	112,9	116,3	125,2
Ordre public	43,7	49,2	46,2	48,2	57,8
Finances	10,8	12,2	10,9	11,3	10,7
Affaires étrangères	13,1	5,4	6,7	7,5	6,1
Affaires juridiques	2,3	2,6	3,4	4,6	3,8
Services généraux	16,0	22,4	10,7	12,5	16,4
Retraites	10,9	12,2	12,0	11,0	9,4
Sécurité sociale	16,4	22,4	23,0	21,2	21,0
Services économiques	27,7	29,4	33,0	38,1	38,2
Agriculture/utilisation du sol	19,4	18,5	12,5	10,4	17,7
Développement économique	4,8	6,6	15,6	14,7	6,2
Tourisme	3,5	4,3	4,9	13,0	14,3
Services sociaux	59,0	92,3	127,5	153,5	163,2 ^{a/}
Enseignement	31,5	54,1	70,9	78,7	79,5
Santé	22,0	31,5	34,9	41,5	39,7
Travail	3,9	3,0	5,6	3,4	3,9
Activités en faveur de la jeunesse	1,6	3,7	4,1	2,8	2,2
Service national des jeunes	...	...	12,0	26,7	37,9
Finances	22,8	48,1	73,8	83,0	88,3
Dette publique	6,0	13,1	13,7	21,2	37,9
Transferts	10,0	25,0	33,0	30,0	15,0
Divers	6,8	10,0	27,1	31,8	35,4
Entreprises publiques	105,4	103,3	29,4	19,5	19,7
Electricité	26,5	39,4	...	...	...
Travaux publics	52,0	30,0	...	...	...
Services postaux	2,1	3,4	4,4	2,6	3,5
Imprimerie	2,6	3,2	3,8	...	...
Marine et ports	12,3	15,1	5,9	3,7	4,1
Aviation civile	9,9	12,2	15,3	13,2	12,1
Total	327,4	399,5	376,6	410,0	434,6

Sources : Gouvernement des Seychelles, Statistical Abstract 1983, p. 67, et FMI, Seychelles: Recent Economic Developments, Washington, D.C. : FMI, SM/83/176, août 1983, p. 35.

a/ Le FMI donne pour les services sociaux un chiffre plus élevé qui englobe toutefois une rubrique "développement communautaire". Les estimations du FMI concernant les dépenses d'enseignement, notamment, sont presque deux fois plus élevées que celles qui figurent dans le Statistical Abstract des Seychelles.

Tableau A-36

Seychelles : investissements par secteur que prévoit
le plan de développement pour 1985-1989
 (millions de roupies des Seychelles en prix constants de 1984)

	1985	1986	1987	1988	1989	Total 1985- 1989	Pourcentage du total
Secteur économique et production	306,8	322,4	219,6	133,6	102,6	1 084,9	38,4
Infrastructure	101,2	92,3	43,2	209,4	16,5	462,6	16,4
Equipements collectifs	95,9	99,7	119,1	101,3	89,9	505,9	17,9
Services	175,4	170,4	156,1	128,8	97,2	727,9	25,8
Utilisation des terres et envi- ronnement	9,7	15,1	8,0	4,4	1,2	38,5	1,4
Administration publique	<u>3,1</u>	<u>3,3</u>	<u>0,2</u>	<u>...</u>	<u>...</u>	<u>6,5</u>	<u>0,2</u>
Total	652,1	703,1	546,2	577,5	307,3	2 826,3	100,0

Source : République des Seychelles, Plan national de développement 1985-1989.

Tableau A-37

Seychelles : évolution du taux de change, 1976-1984
 (roupies des Seychelles)

1976-1979	1 £ = 13,33 RS
1979	1 DTS = 8,3197 RS
1981	1 DTS = 7,2345 RS
1984	1 \$ EU = 7,381 RS

Bibliographie choisie

A. Bibliographie générale

Ouvrages et principaux rapports

Adair, D. et A. Marter, 1982: The Industrial Production of Coconut Cream: The Production Concept, US/GLO/80/005, UNIDO/IO.528, Vienne.

Adair, D. et A. Marter, 1983: The Industrial Production of Coconut Cream: Supporting and Background Information to the Production Concept, US/GLO/80/005, UNIDO/IO/R.48, Vienne.

Anderson, D.C., 1983: Application of Wind Power in Shipbuilding, ONUDI, ID/WG.375/40, Vienne.

Assemblée générale des Nations Unies, 1977 : Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale, trente-deuxième session : résolution 32/185, programme d'action en faveur des pays insulaires en développement, Organisation des Nations Unies, New York.

Black, John Roland Howard, 1980: The Recovery of Metals from Deepsea Manganese Nodules and the Effects on the World Cobalt and Manganese Markets, thèse, MIT, Cambridge (Mass.).

Bowman, J.S., 1971: A Book of Islands, Doubleday and Co., Garden City, New York.

Broadus, J.M., et R.E. Bowen, 1963: Evaluating the Economic Significance of Polymetallic Sulfide Deposits, OTC 4493 Offshore Technology Conference.

Brookfield, H.C., (editor), 1978: The Small Islands and the Reefs, Island Reps. No 4, UNESCO/UNFPA Population and Environment Project in the Eastern Islands of Fiji, sponsored by Man and the Biosphere (MAB) Programme, Project 7: Ecology and Rational Use of Island Ecosystems. Australian National Univ., Development Studies Centre, Canberra (Australie)

Bulot, J. 1982: Zanzibar: Report on the Development of the Coconut Industry, SI/URT/82/801, UNIDO/IO/R.69, Vienne.

Carlquist, S., 1965: Island Life: A Natural History of the Islands of the World. The Natural History Press, Garden City, New York.

Conseil économique et social des Nations Unies, 1975 : Questions relatives à la mer : gestion et mise en valeur des zones côtières, E/5648, mai.

Conseil économique et social des Nations Unies, 1975 : Questions relatives à la mer : utilisations de la mer, E/5650, avril.

Conseil économique et social des Nations Unies, 1975 : Problèmes économiques et besoins de développement particuliers aux pays insulaires en voie de développement qui sont géographiquement désavantagés, E/5647, mars.

Cottrell, Alvin J., et R.M. Burrell (eds.), 1972: The Indian Ocean: Its Political, Economic, and Military Importance, published for the Center for Strategic and International Studies, Praeger, New York..

- Couper, A.D. et M.B. Couroux, 1979: Maritime Management in Developing Countries, CNUCED, Genève.
- CNUCED, 1974: Developing Island Countries. Report of the Panel of Experts, PNUD, New York.
- CNUCED, 1983 : Manuel de statistiques du commerce international et du développement, CNUCED, Genève.
- CNUCED, 1976 : Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session, volumes I et III, Nairobi, mai.
- CNUCED, 1977: Report of the Group of Experts on Feeder and Inter-island Services by Air or Sea for Island Developing Countries, CNUCED, Genève, octobre.
- CNUCED, 1974: Report of the Panel of Experts: Developing Island Countries, CNUCED, Genève.
- CNUCED, 1981 : Progrès accomplis dans la mise en oeuvre d'une action spécifique se rapportant aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement insulaires, note du secrétariat de la CNUCED, document TD/B/841. CNUCED, Genève.
- CRA (Charles River Associates), 1982: Analysis of Major Policy Issues Raised by the Commercial Development of Ocean Manganese Nodules, CRA Report No 383, Cambridge (Mass.), juillet.
- Cronan, D.S., 1980: Underwater Minerals, Academic Press, New York.
- De Monie, G., 1979: The Challenges Facing Port Management in Developing Countries, CNUCED, Genève.
- Dolman, A.J., et autres, 1982: Small Island Countries, Regional Cooperation and the Management of Marine Resources, Foundation Reshaping and International Order (RIO), La Haye.
- Dommen, E., 1980: External Trade Problems of Small Island States in the Pacific and Indian Oceans, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Reprint Series No 17, Genève.
- Dommen, E., 1983: Invisible Exports from Islands, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, No 9, Genève.
- DuBois, R. et E. Towle, 1985: Coral Harvesting and Sand Mining Management Practices, Island Resources Foundation, Washington, D.C.
- Earney, Fillmore C.F., 1980: Petroleum and Hard Minerals from the Sea, Wiley, New York.
- Economist Intelligence Unit, 1979: The Economic and Social Impact of Tourism on Developing Countries, EIU, Londres.
- Emerson, Donald K., 1980: Rethinking Artisanal Fisheries Development: Western Concepts, Asian Experiences, World Bank Staff Working Paper No 423, BIRD, Washington, D.C.

Etats-Unis, Department of State, Bureau of Intelligence and Research, Office of the Geographer, 1981: National Claims to Maritime Jurisdictions, (ed. Robert W. Smith (Limits in the Sea Series No 36), Washington.

Farmers, B.H.: Green Revolution? Technology and Change in Tamil Nadu, Sri Lanka, Cambridge University Press, Londres.

FAO, 1971: Indian Ocean Fisheries Commission: A Plan for Fishery Development in the Indian Ocean Region, IOFC/DEV/71/1, mars.

FAO, 1979: Western Indian Ocean Fisheries Resources Survey, FAO/UNDP/USSR Cooperative Project, FAO, Rome.

FAO, 1979: Indian Ocean Programme Development Report No 46, FAO/IOFC/DEV/79/46, FAO, Rome.

FAO, 1979: Report on the FAO/IOP Workshop on the Fisheries Resources of the Western Indian Ocean South of the Equator, FAO/IOFC/DEV/79/45, FAO, Rome.

FAO, 1980: Indian Ocean Fishery Survey and Development Programme. Terminal Report, FAO/UNDP, FAO, Rome.

FAO, 1980: Indian Ocean Fishery Survey and Development Programme, FAO/PI:DP/INT/76/012, FAO, Rome.

FAO, 1981: Report of the First Session of the Committee for the Development and the Management of Fisheries in the Southwest Indian Ocean, FAO/IOFC/Fisheries Report No 254, FAO, Rome.

FAO, 1966: Mauritius: Land and Water Resources Survey, Organisation des Nations Unies, New York, juillet.

Fonds monétaire international, 1980-1983: Directory of Trade Statistics, World Bank, Atlas.

Goss, R.D., 1976: Studies in Maritime Economics, Cambridge University Press, Cambridge (Mass.).

Jalan, Bimal (ed.), 1982: Problems and Policies in Small Economies, Cross Helm, Londres.

Karunatilake, H.N.S., 1971: Economic Development in Ceylon, Praeger, New York

Kaufman, Kenton R., 1983: Technical and Economic Viability of Coconut Oil and/or its Derivatives as a Diesel Substitute, SI/RAS/83/801., UNIDO-DP.ID/SER.A/483, Vienne.

Kerr, Alex (ed.), 1981: The Indian Ocean Region: Resources and Development. Westview Press, Boulder.

Knecht, Robert W., Biliiana Cicin-Sain, James M. Broadus, Maynard Silva, Robert E. Bowen, Henry S. Marcus, Susan B. Peterson, 1984: The Management of Ocean and Coastal Resources in Columbia: Assessment. Technical Report WHOI-84-21, Marine Policy and Ocean Management Center, Woods Hole Oceanographic Institute, Woodhole (Mass.).

- Lanier, Barry, 1982: "The Crisis in the World Tuna Market", Marketing Digest, novembre, p. 9 à 13.
- MacArthur, R.H. et E.O. Wilson, 1967: The Theory of Island Biogeography, Princeton University Press, Princeton (New Jersey).
- McEachern, J. et E. Towle, 1974: Ecological Guidelines for Island Development, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Gland (Suisse),
- Mannar, M.G.V., 1982: Guidelines for the Establishment of Solar Salt Facilities from Seawater, Underground Brines and Salted Lakes, UNIDO/IS.330, ONUDI, Vienne.
- Morales-Casoriz, Anberto, 1983: Ways and Co-Operation Procedures for Developing Shipyards and Mixed Enterprises to Ensure the Volume of Ships Required by the Area. ID/WG.375/35, ONUDI, Vienne.
- Mueller-Dombois, D., 1973: Some Aspects of Island Ecosystems Analysis (A Preliminary Conceptual Synthesis), U.S. International Biological Programme, Island Ecosystems Integrated Research Program. Department of Botany, Université d'Hawaii, Technical Report No 19.
- Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1982. Links between Producers and users of Marine Technologies, ST/ESA/122, New York.
- Organisation des Nations Unies, 1983 : Droit de la mer; Texte officiel de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de ses annexes accompagné d'un index; Acte final de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; précédés de plusieurs textes relatifs à la Convention et à la Conférence.
- Organisation des Nations Unies, 1985 : Le droit de la mer; Master File containing References to Official Documents of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea; Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer.
- ONUDI, 1976: République du Cap-Vert; Utilisation des produits dérivant des requins et note pour l'industrie de la tannerie (UNIDO/IO.39).
- ONUDI, 1983 : Répertoire des fournisseurs des 26 médicaments essentiels en vrac, des produits intermédiaires nécessaires et de certaines matières premières, ID/WG.393/2, ONUDI, Vienne.
- ONUDI, 1984 : Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique : directives concernant les mesures prioritaires à prendre aux échelons national et sous-régional pendant la phase préparatoire (1982-1984), ID/310, ONUDI, Vienne.
- ONUDI, 1982: Export Processing Zones in Developing Countries, UNIDO Survey Findings and Recent Developments, Vienne.
- ONUDI, 1981: New and Renewable Energy Sources and Industrialization, Vienne.

- ONUUDI, 1982 : Les pharmacopées traditionnelles vues sous un angle nouveau : aperçu des fondements et des objectifs des programmes de l'ONUUDI concernant l'utilisation industrielle des plantes médicinales et aromatiques dans les pays en développement, UNIDO/IO.511, Vienne.
- ONUUDI, 1984: Wind-Power Vessels for Coastal and Inter-Island Use in the ESCAP Region, UNIDO/ID/WG.413/2, Vienne.
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) : A Review of the Trade in Fish Transported by Air from Selected African Countries, UNDP/ICAO Project, RAF/74/021.
- Organisation de coopération et de développement économiques 1981 : Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement, OCDE, Paris, 1981, 1982, 1983, 1984.
- Padan, J.W., 1983: Offshore Sand and Gravel Mining. OTC 4495, Offshore Technology Conference.
- PNUE, 1982: Coastal Tourism, PNUE, Nairobi.
- PNUE, 1982 : Rapport de l'atelier sur la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Est, WG.77/4, octobre.
- PNUE, 1984 : Conservation marine et côtière dans la région de l'Afrique de l'Est, PNUD, Rapports et études des mers régionales, No 39.
- Selwyn, Percy, 1975: Development Policy in Small Countries, Londres, Croom Helm en association avec IDS, Université du Sussex.
- Selwyn, Percy, 1975: Small, Poor and Remote Islands at a Geographical Disadvantage, Institute of Development Studies, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni).
- Sevele, Feleti V., 1982 : Le programme intégré pour les produits de base et ses avantages éventuels pour les pays en développement insulaires, document de la CNUCED TD/B/891, août.
- Shand, R.T. (ed.), 1980: The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra.
- Shand, R.T., 1980: The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Outlook for Development, Development Studies Center, Université nationale d'Australie, Canberra.
- Thenuwara, Percy, 1983: Industrial Co-operation among Developing Countries: The Case of Coconut Industry (Round Table of Developing Countries, Zagreb, 1972), ONUDI, ID/WG.398/20, Vienne.
- Towle, E., 1984: The Island Microcosm, Island Resources Foundation, Washington, D.C.
- Towle, E., 1979: Characteristics of Island Resources, établi pour le Eastern Caribbean Natural Area Management Program et présenté à son Workshop on natural area planning, Tobago, mai.
- USC and GS Ship Pioneer, 1964: International Indian Ocean Expedition, Etats-Unis, Department of Commerce, Coast and Geodetic Survey, U.S. Government Printing Office.

UNESCO, 1984: Productivity and Processes in Island Marine Ecosystems, UNESCO, Reports in Marine Science.

UNESCO/Programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Expert Panel on Projet 7: Ecology and Rational Use of Island Ecosystems, Paris, MAB Report Series, No 11.

Périodiques, articles et monographies

Assemblée générale des Nations Unies, 1982 : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : progrès réalisés dans l'application de mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement, rapport du Secrétaire général, New York, document A/37/196, 21 octobre.

Bennathan, Esra, 1982: "A Note on Transport Issues in Small Economies", p. 209 à 219, in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.

Blazic-Metzner, Boris et Helen Hughes, 1982: "Growth Experience of Small Economies", p. 85 à 101 in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.

Bonnet, B.: La situation des populations de tortues marines dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien: exploitation traditionnelle, protection, ranching ou farming, Université de La Réunion, Ste-Clotilde.

Broadus, J.M., 1984: Economic Significance of Marine Polymetallic Sulfides, établi pour le 2nd International Seminar on Offshore Mineral Resources, GERMINAL, mars, Brest.

Brookfield, H.C., 1975: Gain and Loss of System Independence: The Problem of Accelerating Change, document de séance soumis au 13 th Pacific Science Congress (Symposium "Man's Place in the Island Ecosystem, Revisited"), Vancouver (B.C.).

Brookfield, H.C., (editor), 1979: Lakeba: Environmental Change, Population Dynamics and Resource Use, Island reps. No 5, UNESCO/UNFPA Population and Environment Project in the Eastern Island of Fiji, sponsored by Man and the Biophere (MAB) Programme, Project 7: Ecology and Rational Use of Island Ecosystems, Université nationale d'Australie, Development Studies Center, Canberra.

Brookfield, Harold, 1980: "The Transport Factor in Island Development" p. 201 à 238 in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra.

Caldwell, John C., Graham E. Harrison et Pat Quiggin, 1980: "The Demography of Micro-States", p. 953 à 967 in World Development, Vol. No 12, décembre 1980 : "Islands"; aussi p. 121 à 143 in Shand, R.T. (ed.) The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra, 1980.

Chacko, Eapen, 1978: The Economics of Deep Sea Nodules: An Appraisal of Recent Estimates, Natural Resources Forum, vol. 2.

- Cohen, R et F.S. Dunning, 1978: An Island Strategy for OTEC Commercialization, paper for Solar Energy and Conservation Symposium-Workshop, Miami (Floride), décembre.
- Cruickshank, M.J., 1982: "The Case for Accelerated Ocean Mining", Ocean Industry, mars.
- Crusol, Jean et Louis, 1980: "A Programme for Agriculture in Island Plantation Economies", p. 1 027 à 1 033 in World Development, Vol. No 12, décembre 1980: "Islands".
- Dahl, A.L., 1980: Regional Ecosystems Survey of the South Pacific Area, South Pacific Commission, Noumea, Technical Paper No 179.
- Davis, Bruce E.: The Physical Quality of Life in the Indian Ocean, Université d'Hawaii (Hawaii).
- Dommen, E.: 1980: "Some Distinguishing Characteristics of Island", World Development, 8(12).
- Dommen, Edward, 1980: External Trade Problems of Small Island States in the Pacific and Indian Oceans, p. 179 à 199, in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development. Université nationale d'Australie, Canberra.
- Dorst, J., 1972: Parks and Reserves on Islands, document soumis à la Second World Conference on National Parks, Yellowstone and Grand Teton National Parks, septembre.
- Fosberg, F.R., (editor), 1963: Man's Place in the Island Ecosystems, a Symposium, Bishop Museum Press, Honolulu (Hawaii), 1963.
- Fry, Maxwell J., 1982: Financial Sectors in Some Small Island Developing Economies, p. 185 à 207 in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.
- Garnaut, Ross., 1980: "Economic Instability in Small Countries: Macro-Economic Responses", p. 313 à 331 in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra.
- Gosnell, M., 1976: "The Island Dilemma", International Wildlife, 6(5):24-35.
- Helleiner, G.K., 1982: "Balance of Payments Problems and Macro-Economic Policy in Small Economies", p. 165 à 184 in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policy in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.
- Hirono, Ryokichi: Industrialization and Technology: Transfer among Countries of the Indian Ocean Region, Université Seikei, Tokyo.
- Johannes, R.E., 1975: "Pollution and Degradation of Coral Reef Communities", in Wood, E.J. et R.E. Johannes (editors), Tropical Marine Pollution, Elsevier Scientific Publishing Co., New York.
- Johannes, R.E., 1978: "Reproductive Strategies of Coastal Marine Fishes in the Tropics", Environmental Biol. of Fishes, 3:65-84.

- Kaufman, Alvin, 1970: "The Economics of Ocean Mining", Marine Technology Society Journal, Vol.4, No 4
- Kearney, R.E., 1980: "Some Problems of Developing and Managing Fisheries in Small Island States", p. 41 à 60, in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra.
- Lal, P.N., 1983: "Institutional Aspects of the Management of Mangrove Resources", in Lal, P.M. (editor) Mangrove Resource Management, Fisheries Division, Ministry of Agriculture and Fisheries, Suva (Fiji), Technical rep. No 5, June.
- Lawson, Rowena M., 1980: "Development and Growth Constraints in the Artisanal Fisheries Sector in Island States", p. 61 à 85 in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Oceans: Anatomy of Development. Université nationale d'Australie, Canberra.
- Lloyd, P.J. et R.M. Sundrum, 1982: "Characteristics of Small Economies", p. 17 à 37 in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londre et Canberra.
- Ly-Tio-Fane, Madeleine: Indian Ocean Islands - Naturally. Some Account of their National History as Depicted in the Literature, MSIRI, Reduit, Maurice.
- Malahoff, Alexander, 1982: "The Ocean Floor, Our New Frontier: a Scientific Viewpoint", Marine Technology Society Journal, Vol. 16, No 3.
- McCarthy, Ian S., 1979: "Hosting Offshore Banks: Benefits and Costs" Finance and Development, Fonds monétaire international, Vol. XVI, No 4, Washington.
- McEachern, J. et E. Towle, 1974: Resource Management Programs for Oceanic Islands, in Environmental planning and development in the Caribbean, Université de Porto Rico.
- McElroy, J.L., 1978: International and External Policy Constraints in the Small Island Context, document établi pour la Conference on Economic Development of the Small State tenue sous les auspices de l'Institute of International Law and Economic Development, San Juan.
- Nicholson, E.M. et G.L. Douglas, 1970: Conservation of Oceanic Islands, Papers and Proceedings, IUCN Eleventh Technical Meeting, New Delhi (Inde). Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Morges.
- "Oil and Agriculture are Imponderables in Madagascar Economics", Business America, 24 janvier 1983.
- Persaud, B., 1982: "Agriculture in the Economic Development of Small Economies", p. 125 à 141 in Jalan, Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.
- Pontecorvo, G., et autres, 1980: "Contribution of the Ocean Sector to the United States Economy", Science, 208:1000-1006.

- Selwyn, Percy, 1980: Smallness and Islandness, p. 945 à 951, in World Development, Vol. No 12, décembre.
- Shand, R.T., 1980: "Island Smallness: Some Definitions and Implication" et "Issues and Prospects", p. 3 à 20, 487 à 502, in Shand, R.T. (ed.), The Island States of the Pacific and Indian Ocean: Anatomy of Development, Université nationale d'Australie, Canberra.
- Suda, A.: "Tuna Fisheries and their Resources in the Indian Ocean", in Zeitzschel, R. (ed.), The Biology of the Indian ocean, 1973.
- Thomas, B.J., 1981: "Port Management Development - A Strategy for the Provision of a Training Capability in Developing Countries", Maritime Policy and Management, Vol. 9, p. 1 979 à 1 990.
- Thomas, Ian 1982: "The Industrialisation Experience of Small Economies", p. 103 à 124 in Jalan Bimal (ed.), Problems and Policies in Small Economies, Croom Helm, Londres et Canberra.
- Towle, E., 1978: "The Coastal Zone Development Dilemma of Island System", in Earthcare: Global Protection of Natural Areas, Proc. Fourteenth Biennial Wilderness Conference, Westview Press, Boulder (Colorado), 1978.
- Villamil, J., 1974: Size and Survival: Planning on Small Island Systems, Conférence donnée au College of the Virgin Islands, Caribbean Research Institute, 27-28 février.
- B. Bibliographie concernant les divers pays
1. Comores
- Ouvrages et principaux rapports
- Banque mondiale, 1983 : The Comoros: Current Economic Situation and Prospects. Washington, D.C., BIRD.
- Banque mondiale, 1972 : The Comoros: Problems and Prospects of a Small Island Economy, World Bank Country Study, Washington, D.C., BIRD.
- Bohna, B.D., 1983, Comores, Remise en état et extension des installations de stockage et de manutention de produits pétroliers, IP.CO1/82/001, Vienne, ONUDI, UNILC/IO/R.58.
- Dubins, Barbara, 1972: A Political History of the Comoro Islands: 1795-1886, Thèse de doctorat, Université de Boston, 1972.
- Etats-Unis, Department of State, Bureau of Public Affairs, Background Notes: Comoros, Department of State Publications, No 8963, Washington: GPO, 1979.
- FMI, 1985: Comoros - Recent Economic Development, Washington, D.C., SM/85/46.
- Gaspard, Calude: The Comoro Islands and the Indian Ocean, Université de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Newitt, Malyn, 1984: The Comoros Islands, Westview Press, Boulder.
- ONUDI, 1982 : République fédérale islamique des Comores : Etude de quelques secteurs économiques, New York, ONUDI/PNUD, rapport No 22.

Schall, P.E., 1982: Iles Comores. Essai de valorisation de quelques constituants minéraux à usage de matériaux de construction, DU/RAF/82/024, Vienne.

Périodiques, articles ou monographies

Boisson, Jean-Marie, 1978: "Chronique économique et démographique : les Comores", Annuaire des pays de l'océan Indien (Aix-en-Provence), V, 401-407.

Bourde, Andre, 1965 : "The Comoro Islands: Problems of Microcosm", Journal of Modern African Studies, 3 mai.

Dubins, Barbara, "The Comoro Islands": A Bibliographic Essay", African Studies Bulletin, septembre 1989.

Etats-Unis, Department of State, Bureau of Public Affairs, Office of Public Communication, Comoros, décembre 1982. 4p. bibl., cartes.

"Federal Islamic Republic of the Comoros", carte, références, Background Notes on the Countries of the World, 1-4 décembre 1982-019.

Gaspard, Claude, 1979: "The Comoros Islands Since Independence: An Economic Appraisal", Civilisations (Bruxelles), 29, No 3, 1979, 293-311.

McConnell, Karl N., 1979: "Federal Republic of the Comoros", Constitutions of the Countries of the World, Dobbs Ferry, New York, Ocean Publications, juin.

2. Madagascar

Ouvrages et principaux rapports

Adloff, Virginia et Richard Adloff, 1965: Madagascar: Political and Economic Conditions, Stanford University Press, Stanford (Californie).

Adriamirado, Sennen, 1978: Madagascar aujourd'hui, Paris, Edition J.A.

Banque mondiale, Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, 1980: Madagascar Recent Economic Development and Future Prospects, World Bank Country Study, Washington, D.C., BIRD.

Banque mondiale, 1986: The Democratic Republic of Madagascar, Country Economic Memorandum, 18 mars.

Brown, Mervyn, 1979: Madagascar Rediscovered: A History from Early Times to Independence, Archon Books, Hamden (Connecticut)

Etats-Unis, Department of State, Bureau of Public Affairs, 1980: Background Notes: Madagascar, Department of State Publication, No 8015, Washington: GPO.

FAO, n.d.: SW10 Fisheries Bulletin, "Fishing Country Profile: Madagascar", Victoria (Seychelles).

Guyardeau, E. et J. Prado, 1982: Rapport sur le développement de la pêche artisanale, rapport du PNUD.

Heseltine, Nigel, 1971: Madagascar, Praeger Library of African Affairs, Praeger, New York.

Horvath, I. T., I. Kostelny et A. Mikula, 1983: Cement Plant in Albania, Madagascar, Feasibility Study, SI/MAG/82/801, Vienne.

Nelson, Harold D., 1973: Area Handbook for the Malagasy Republic, Washington, U.S. Government Printing Office.

ONUDI, 1983 : Madagascar : Promotion des matériaux locaux de construction - Mission d'assistance préparatoire, DP/MAG/82/009, Vienne.

ONUDI, 1984 : Rapport préliminaire : Régime fiscal et développement industriel à Madagascar, Vienne, ONUDI.

ONUDI, 1985: Conference on Indian Ocean Marine Affairs Co-operation, Colombo (Sri Lanka), 15-20 juillet 1985, Marine Technologies.

ONUDI, 1985 : Madagascar - La gestion des prix industriels, Service des études par région et par pays (étude à distribution restreinte).

ONUDI, 1985 : Madagascar - Régime fiscal et développement industriel. Service des études par région et par pays (étude à distribution restreinte).

ONUDI, 1986: Marine Biotechnology and the Developing Countries, UNIDO/IS.593.

PNUD : Projet de prospection des ressources pélagiques, DP/MAR/77/099.

PNUD : Développement des pêches maritimes : Madagascar, conclusions et recommandations, FI-DP/MAR/80/008.

PNUD/ONUDI, 1982 : L'industrie malgache : Analyse du fonctionnement et propositions d'action, DP/MAG/81/018, ONUDI, Vienne.

Ralison A., et R. Aubray, 1982 : "Rapport sur les directives pour un programme général de développement des pêches maritimes malgaches", rapport du PNUD, décembre.

Thompson, Virginia Mclean, 1965: The Malagasy Republic: Madagascar Today, Stanford University Press, Stanford (Californie).

Périodiques, articles ou monographies

Hance, W.A., 1958: "Transportation in Madagascar", Geographical Review, 1958.

Hagood, D., 1963: Madagascar, Institute of Current World Affairs Report, 3 mars, New York.

Hardyman, J.T., 1947: "Madagascar Problems", Contemporary Review, décembre.

"Madagascar (Economic Survey)", ill., tableaux, carte. Courier, p. 7 à 26, juillet-août 1983.

Morse, David E., 1980: "The Mineral Industry of Madagascar", p. 699 à 705, in Mineral Yearbook, 1976, Washington : U.S. Department of the Interior, Bureau of Mines.

Premoli, C. 1979: "Metallogeny of Radioactive Raw Materials of Madagascar", p. 41 in Uranium Deposits in Africa: Geology and Exploration, Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique.

Quarterly Economic Review of Madagascar, Londres: Economist Intelligence Unit, différents numéros.

3. Maldives

Ouvrages et principaux rapports

Banque mondiale, 1983 : The Maldives: An Updating Economic Memorandum, Washington, D.C., rapport BIRD, No 4445-Mal.

Banque mondiale, Bureau régional pour l'Asie du Sud, 1980 : The Maldives: An Introductory Economic Report, World Bank Country Study, BIRD, Washington, D.C.

Bell, H.C.P., 1940: The Maldivé Islands, Colombo: Ceylon Government Printer.

Berenschot, Moret et Bosboom, 1980: "Project Identification, Programming and Planning in Maldives: Volum 1", Banque asiatique de développement.

Butany, W.T., 1974: Report to the Government of Maldives: Agricultural Survey and Crop Production, FAO, Rome.

Colton, Elizabeth, Maldives, Asia Yearbooks 1978, 1979, 1980, Far Eastern Economic Review Publications, Hong Kong.

Eibl-Eibesfeldt, Irenaus, 1966: Land of a Thousand Atolls: A Study of Marine Life in the Maldivé and Nicobar Islands, Cleveland: World Pub. Co., 1966.

Etats-Unis, Department of State, 1971: Republic of Maldives, Background Notes, Government Printing Office, Washington, D.C.

Etats-Unis, Department of State, Bureau of Public Affairs, 1981: Background Notes: Maldives, Department of State Publication, No 8026, Washington: GPO.

Etats-Unis, Department of State, Bureau of Intelligence and Research, Office of the Geographer, 1981: Maritime Boundary: India-Maldives and Maldivé's claimed "Economic Zone", Sea Series, No 78, Washington: GPO.

FMI, 1985 : Maldives - Recent Economic Developments, FMI, Washington, D.C., SM/85/11.

FNUJAP, 1982 : Maldives: Report of the Mission on Needs Assessment of Population Assistance, FNUJAP, New York.

Foreign Aid Coordination Unit, Government of Maldives: Report of a Consultancy Mission. Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, 1976.

Gesellschaft für Organization, Planung und Ausbildung (GOPA), 1978: Feasibility Study and Project Preparation for the Fishing Sector in the Republic of Maldives, Final Report.

- Hockly, T.W., 1935: The Two Thousand Isles: A short Account of the People, History and Customs of the Maldives Archipelago, Londres, H.F. Witherby.
- Hussain, Adnan, 1967: The Maldivian Islands Today, Colombo: Information Department, Office of the Maldivian Government Representatives.
- PNUD, 1966 : Report of a Mission to the Maldivian Islands, New York, PNUD.
- Republic of Maldives, 1984: Statistical Year Book of Maldives 1984, Male, Ministry of Planning and Development.
- Republic of Maldives, Population and Housing Census 1977, Vol.I, Organization, Method and Tables, Male, National Planning Agency.
- Tiwari, S.G., 1976: Report on Public Enterprise Statistics and Preliminary Institutional Arrangements for the Development of Statistics in the Republic of Maldives, Commission Economique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.

Periodiques, articles ou monographies

- Adeney, Martin, 1970: "The Maldivian Islands", Venture, 22 mars.
- Maloney, Clarence, 1976: "The Maldives: New Stresses in an Old Nation", Asian Survey, 16, No 7, juillet, 654-71.

4. Maurice

Ouvrages et principaux rapports

- Archer, B et Wankill, S., 1981: The Economic Impact of Tourism in Mauritius Université du Surrey, septembre.
- Ardill, J.D.: "Country Statement on the Marine Fisheries in Mauritius", in Gulland, J.A. (ed.), Report of the FAO/IOPO Workshop on the Fishery Resources of the Western Indian Ocean South of the Equator, Mahé, Seychelles, Development Report, Indian Ocean Programme, p. 54 à 62.
- Arlidge, E.Z., 1973: Land Resources and Agricultural Suitability Map of Mauritius, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Institut mauricien de recherche pour l'industrie sucrière, mai, Rome.
- Arlidge, E.Z. et Y. Weng You Cheong, 1975: Notes of the Land Resources and Agricultural Suitability Map of Mauritius, Occasional Paper, No 29, Port Louis: Institut mauricien de recherche pour l'industrie sucrière et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Bank of Mauritius, 1981: Annual Reports for the Year Ended June 1980, Port Louis.
- Banque mondiale, 1983 : Mauritius: Economic Memorandum: Recent Developments and Prospects, BIRD, Washington, D.C.
- Banque mondiale, 1984 : Mauritius Consultative Group Chairman's of Report of Proceedings, BIRD, Washington, D.C.

- Barclay's Bank, 1969: Mauritius: An Economic Survey, Port-Louis.
- Benedict, Burton, 1965: Mauritius: Problems of a Plural Society, New York, Praeger.
- Coombes, A.N., 1937: The Evolution of Sugar Cane Industry in Mauritius, Port-Louis.
- DCO, 1964: Mauritius: An Economic Survey, Institution of Commonwealth Studies, Oxford.
- Development Bank of Mauritius, 1973: Report and Accounts, The Mauritius, Printing Company Ltd., Port-Louis, juin.
- FAO, 1966: Mauritius: Land and Water Resources Survey, juillet, Organisation des Nations Unies, New York.
- FMI, 1984: Mauritius - Recent Economic Developments, SM/84/213, FMI, Washington, D.C.
- Frere, W.E. et Williamson, V.A., 1975: Report of the Royal Commissioners Appointed to Enquire into the Treatment of Immigrants in Mauritius, William Clowes and Sons, Londres.
- Hahn, Lorna avec Robert Edison, 1969: Mauritius: A Study and Annotated Bibliography, Université américaine, Washington, D.C.
- Hazareesingh, K., 1976: History of Indians in Mauritius, Macmillan Education, Londres.
- Ingrams, W.H., 1931: A Short History of Mauritius, Macmillan, Londres.
- Mannick, A.R., 1980: Mauritius: A Strategy for Survival, Mauritian Educational Association, Londres.
- Maurice : Bi-Annual Digest of Statistics, 1973-5. Ministry of Economic Planning and Development, Maurice.
- Maurice : Economic Memorandum: Recent Developments and Prospects. BIRD (1983), Washington, D.C.
- Maurice, Mauritius Economic Survey of 1972, 1974 and 1976. Ministry of Economic Planning and Development, Maurice.
- Maurice, Mauritius Export Processing Zones, Ministry of Commerce and Industry, Maurice.
- Maurice : The Four Year Plan (1971-75) and The Second Plan (1975-80), Ministry of Economic Planning and Development, Maurice.
- Maurice : Ministry of Economic Planning and Development, Central Statistical Office: Bi-Annual Digest of Statistics. Rose Hill, décembre 1981 et décembre 1983.
- Maurice : Ministry of Economic Planning and Development, 1980: Two-Year Plan for Economic and Social Development, 1980-1982. Port-Louis.

Mukherji, S.B., 1965: The Indentured System in Mauritius, Calcutta, K.L. Mukhophadhyay.

ONUDI, Feasibility Study for the Establishment of an Integrated Tuna Fish Processing Industry: Mauritius.

ONUDI, Report on Analysis and Other Experiments Conducted on Mauritius Salt by C.L. Malhotra (MAR/72/002).

ONUDI, Réunion d'experts sur la planification industrielle, Industrial Policy and Planning in Mauritius, ONUDI, Vienne, 1982.

Paul, E. (à paraître): An Inquiry into the Development and Potential of Mauritius Fisheries in the Context of a National Food Policy Towards Self-Reliance.

Paul, E.C.: A Preliminary Report on the Development and Potential of Mauritius Fisheries, Université Macquarie, Nouvelle-Galles du Sud (Australie).

Policy for Economic Development in Mauritius, Sessional Paper No 6 of 1966, Port-Louis.

Senkon, R., 1983: Mauritius, Industrial Management, Terminal Report. DP/MAR/19/008, Vienne.

_____. The Sugar Industry: Sugar in Mauritius. Pailles, Maurice : Henry et Cie, 1976.

Venkatasamy, D. 1971: Atlas for Mauritius, Macmillan, Londres.

Wright, C., 1977: Mauritius, Newton Abbot, David and Charles.

Périodiques, articles ou monographies

"Dispossessed on Mauritius are Inflamed", New York Times, 14 décembre 1981.

FAO, 1975: Fisheries Development Project: Mauritius, Marketing Fisheries Products, FAO, Rome, FI:SP/AMR/50.

Gunesh, Tekall, 1978: "Mauritius: Economy at Low Ebb", African Business Londres, No 1, 29 septembre.

Gupte, Pranay B., 1981: "Dependance on Sugar Worries Mauritius", New York Times, 26 décembre 1981, A38.

"In Mauritius, a Poor Crop Stirs Politics", New York Times, 13 décembre 1981.

"Mauritius: A Case Study in Malthusian Economics", Economic Journal, Londres, LXXI, septembre 1961, 521-34.

"Mauritius: Economic Situation and Interviews with Prime Minister Jugnauth and Finance Minister Berenger; Co-operation with the European Economic Community: Four Articles", 111, tableaux, carte. Courier, p. 13 à 32, janvier/février 1983.

"Mauritius: Financial Times Survey", (Part Three), Financial Times, Londres, 6 décembre 1979, I-IV.

Maurice : Ministry of Agriculture, Fisheries and Natural Resources and the School of Agriculture, Université de Maurice, 1983: Proceedings of a Seminar on Marine Fisheries Development in Mauritius, p. 3.

Maurice : Ministry of Finance and Ministry of Economic Planning and Development, 1981: The Economy in 1980 and 1981, Port-Louis, août.

"Mauritius Road to Independence", by Mulloo, A., Marathi Guardian, mars 1968.

"Mauritius: Where Foreign Aid Meets the Demographic Monster" , par Egli, D., FAO Review, janvier-février 1970.

Organisation de l'aviation civile internationale : "A Review of the Trade in Fish Transported by Air from Selected African Countries", UNDP/ICAO Project Number RAF/14/021.

Quarterly Economic Review of Mauritius, Londres, Economist Intelligence Unit, différents numéros.

Université de Maurice, 1983: Proceedings of Seminar on Marine Fisheries Development in Mauritius, Reduit, Maurice.

5. Seychelles

Ouvrages et principaux rapports

Banque mondiale, 1980 : Seychelles Economic Memorandum, (World Bank Country Study), BIRD, Washington, D.C.

Barclay's Bank International, 1972: Seychelles: Economic Survey, Williams Lea, Londres.

Benedict, M. et B. Benedict, 1982: Men, Women and Money in the Seychelles, University of California Press, Berkeley, 1982, p. 107.

Cotter, William, Seychelles, 1983: The Potential for Development of a Granite Quarrying and Processing Operations. Terminal Report. SI/SEY/82/802, UNIDO/DP/ID/SER.B/427/Corr. 1, Vienne.

Fayon, Maxime, 1978: Geography of Seychelles, (Focus on Seychelles Series), Ministry of Education and Culture, Victoria.

FMI, 1983 : Seychelles - Recent Economic Developments, FMI, SM/83/176, Washington, D.C.

Franda, Marcus, 1981: The Seychelles, Westview Press, Boulder.

Guentner, F., 1983: Seychelles: The Processing of Shells and Other Naturally Renewable Raw Materials into Buttons and Jewellery; Technical Report, SI/SEY/82/803, UNIDO-DP/ID/SER.A/487, Vienne.

Institute of Development Studies, 1980: Employment and Poverty in the Seychelles: Policies for the 1980s, (Team Leader: Percy Selwyn), IDS, Université du Sussex, Brighton.

Matthews, D.O.: Report on the Tourist Industry of Seychelles and the Future Development of that Industry, Victoria, Government Printer.

- Mazarkiewics, B.K., 1983: Seychelles: Establishment of a New Boatyard, Boat Maintenance Complex on the Island of Praslin, Technical Report, UP/SEY/80/044, UNIDO-UNIDO/IO/R.47, Vienne.
- PNUD, 1982: Republic of the Seychelles: Report on Development Cooperation, New York.
- Rowe, J.W.F., 1959: The Economy of the Seychelles and Its Future Development, Government Printer, Victoria.
- Seychelles, Central Bank of Seychelles, 1984: Annual Report 1983, Saint Fidele Colour Press.
- Seychelles, Central Bank of Seychelles, Quartely Review, différents numéros, 1983-84.
- Seychelles, Department of Labour, Health and Welfare, 1978: Report on a National Conference on Employment, Manpower, Incomes and Production, Government Printers, Victoria.
- Seychelles, Department of Tourism, 1969: Tourism Development in the Seychelles: White Paper, Government Printers, Victoria.
- Seychelles, Ministry of Planning and Development, 1982: National Development Plan 1982-86, Seychelles National Printing Company Ltd.
- Seychelles, Ministry of Planning and External Relations, 1984: National Development Plan 1985-89, Seychelles National Printing Company Ltd.
- Seychelles, Statistical Division, 1984: Statistical Abstract 1983, Department of Finance and Industry.
- Tarhacki, Bronislan J., 1983: Seychelles: Establishment and Operation of a Boatyard and Boat Maintenance Complex, UC/SEY/80/044, ONUDI, UNIDO/IO/R.56, Vienne.

Périodiques, articles ou monographies

- "Commonwealth Fact Sheet: Seychelles", Londres : Commonwealth Institute, février 1977.
- Etats-Unis, Department of State, Office of Public Communication, 1983: Seychelles, juin, 4p. bibl, cartes.
- Fonds monétaire international, 1981 : "Seychelles", International Financial Statistics, 34, No 10, octobre, 342-43.
- Quartely Economic Review of Seychelles, Londres, Economist Intelligence Unit, différents numéros.
- "Republic of the Seychelles", carte, références, Background Notes on the Countries of the World, 1-4 juin 1983-019
- Seychelles, Fishing Authority: The Present Fishing Situation in the Seychelles, mémoire présenté au FAO/SWIOP Workshop on Licensing and Control of Foreign Fishing, Mahe (Seychelles), 21-26 mai 1984.
- Walker, H.J., 1967: "Economic and Social Change in the Seychelles", Geographic Review, Geographical Record 57, juillet, 429-31